8 R
1715 2
109 — 112
Bibliothèque Sainte-Geneviève
Livres
n° 109
1902

1 fr.

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE

K. MARX ET F. ENGELS

LE MANIFESTE COMMUNISTE

II

INTRODUCTION HISTORIQUE ET COMMENTAIRE

PAR

CHARLES ANDLER

PARIS
SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION
(LIBRAIRIE GEORGES BELLAIS)
RUE CUJAS, 17

1901

Tous droits réservés

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE

N° 1. MAURICE LAUZEL. *Manuel du coopérateur socialiste.*
Nos 2-4. EMILE VANDERVELDE. *Le collectivisme et l'évolution industrielle.*
N° 5. HUBERT BOURGIN. *Proudhon*, avec portrait.
Nos 6 et 7. LÉON BLUM. *Les Congrès ouvriers et socialistes français* (1876-1900).
N° 8. *Le Manifeste communiste*, I, traduction nouvelle par CHARLES ANDLER.
Nos 9-10. *Le Manifeste communiste*, II, introduction historique et commentaire par CHARLES ANDLER.

La **Bibliothèque socialiste**, dont la *Société Nouvelle de librairie et d'édition* entreprend la publication, comprend des œuvres de propagande et de doctrine, des études historiques et biographiques, des réimpressions et des traductions d'ouvrages socialistes importants, etc.

La **Bibliothèque socialiste** forme une série de volumes in-16 d'un format commode et d'une impression soignée.

La **Bibliothèque socialiste** *paraît par numéros de cent pages*, les ouvrages étendus comprenant, s'il y a lieu, deux ou trois numéros (200 ou 300 pages).

[illegible] 0 fr. 75. Franco à domicile [illegible] le numéro double 1 fr. Franco 1 fr. 20. Le numéro triple [illegible] Franco 1 fr. 80.

Il paraît [illegible] cette année douze numéros.

Prix de souscription pour la série de douze numéros : 6 fr. franco.

Prix pour les groupes, syndicats et coopératives socialistes : le numéro 0 fr. 35, franco 0 fr. 40. Le numéro double 0 fr. 70, [illegible] 0 fr. 90. Le numéro triple 1 fr. 05, franco [illegible]

PARU [illegible] SUCCESSIVEMENT :

Nos 11 et 12. [illegible] MORRIS. *Nouvelles de nulle part* (*News from Nowhere*). Traduction par P. E. [illegible] Avec portrait, etc.

LE MANIFESTE COMMUNISTE

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

8° R 17152

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE. Nos 9-10.

K. MARX ET F. ENGELS

LE

MANIFESTE COMMUNISTE

II

INTRODUCTION HISTORIQUE ET COMMENTAIRE

PAR

CHARLES ANDLER

PARIS
SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION
(LIBRAIRIE GEORGES BELLAIS)
RUE CUJAS, 17

1901

Tous droits réservés

LE MANIFESTE COMMUNISTE

INTRODUCTION HISTORIQUE

La *Fédération des communistes,* au nom de laquelle Marx et Engels rédigèrent leur manifeste, a une préhistoire. Il faut la connaître. Car le premier marxisme, si neuve qu'en ait été la pensée, a beaucoup appris de cette tradition déjà établie parmi les communistes allemands de 1846. Nous verrons plus tard que de toutes les doctrines socialistes qui ont précédé la leur, la doctrine babouviste est la seule que Marx et Engels aient respectée vraiment. (V. Manifeste et commentaires, § 69). Ce n'est pas sans doute pour sa valeur intrinsèque, mais parce qu'ils la jugeaient élaborée selon la seule méthode qui convienne à la Révolution sociale : par un contact direct avec le prolétariat et en vue d'une intervention directe et collective du prolétariat dans le cours des événements. Or, cette méthode de fixation collective d'une doctrine révolutionnaire, la *Fédération des Bannis* et la *Fédération des Justes* l'avaient pratiquée avant la *Fédération communiste* issue d'elles.

Chacune de ces sociétés, quoique secrète, a lancé des manifestes qui sont les devanciers du *manifeste communiste*. Chacune, malgré la part croissante que prirent les ouvriers dans l'élaboration des principes, eut d'abord ses inspirateurs. Théodore Schuster et Wilhelm Weitling, sinon Bœrne, doivent passer pour d'authentiques prédécesseurs de Marx.

I. *La période d'agitation radicale et bourgeoise. Ludwig Bœrne* (1832-34)

Le mouvement révolutionnaire allemand suivit pas à pas le mouvement français. La démocratie socialiste française a été l'institutrice du prolétariat allemand. Mais toutes les démocraties prolétariennes ont été à l'école d'abord des révolutionnaires bourgeois. Avant que Buonarotti trouvât des lecteurs pour son livre sur *Babœuf*, origine vraie de tout le mouvement prolétarien moderne, il fallait que les principes généraux de la République bourgeoise fussent reconnus à nouveau. C'est la propagande à laquelle se vouèrent, jusqu'au procès d'avril 1834, les sociétés républicaines dirigées par les grands républicains bourgeois et légalitaires de la monarchie de juillet [1].

L'un de ces groupements, l'*Association pour la défense de la presse patriote*, fondée par Cormenin, Armand Carrel, Godefroy Cavaignac,

1. V. leur histoire, succincte, mais commode, dans Tchernoff. *Le Parti républicain sous la monarchie de juillet*. 1901.

Garnier-Pagès et F. Arago, servit de modèle au *Deutscher Bund zur Vertheidigung der Pressfreiheit*, que fonda un avocat de Deux-Ponts, Savoie, réfugié à Paris après l'échauffourée de Francfort et les fêtes nationalistes et révolutionnaires de Hambach en 1832. Ludwig Bœrne a décrit, dans ses *Mittheilungen aus Paris* (lettres des 26 et 27 février 1832) comment des employés de magasins allemands, auxquels se joignait un groupe d'artisans communément réuni dans un petit restaurant de la rue Tirechappe, n° 7, fondèrent cette association. Une cotisation d'un sou par mois et par homme subvenait à la propagande qui consistait en l'achat de livres utiles à la cause. Des étudiants et des journalistes exilés se mêlaient à la foule des commis et des ouvriers. On fut cinq cents. Au passage Saumon ou dans quelque salle des faubourgs, on se réunissait. Henri Heine, qui a assisté, avec une aristocratique répugnance, à ces tabagies, où le mena Bœrne malgré lui, en a fait un tableau où l'ironie essaie vainement de dissimuler la terreur bourgeoise [1]. Wolfrum et Garnier étaient les principaux orateurs de ces réunions où le poète s'indignait qu'un cordonnier bancal et contrefait pût venir déclarer que tous les hommes étaient égaux. Mais Ludwig Bœrne lui-même y venait, et, d'une parole plus puissante, aphoristique et brève encore que son style, dans un langage digne du Sermon sur la montagne, gagnait des âmes. Aussi

1. H. Heine, *Ludwig Bœrne*, livre III.

bien son républicanisme social ne différait-il guère de la doctrine de Lamennais, biblique de ton comme la sienne. Cette doctrine est trop éloignée de Marx pour que nous ayons à l'exposer ici.

Les lois de septembre 1834 sur les associations mirent fin à cette forme de la propagande. La société n'en subsista pas moins ; mais, comme les sociétés françaises du même temps, elle se fit secrète.

II. *La* Fédération des Bannis : *Jacob Venedey et Théodore Schuster* (1834-36)

La nouvelle société s'appela la *Fédération des Bannis*. Elle comprit le même personnel que l'association dont elle était issue. Mais elle le disciplina sévèrement. Son organisation n'est pas connue parfaitement. Il semble que les groupes se soient appelés des *tentes* (Zelte) ou des *chaumières* (Hütten) [1]. Le comité exécutif, le *foyer* (Brennpunkt) autour duquel se groupaient ces tentes, exigeait l'obéissance passive et le secret. Peut-être bien, comme dans la franc-maçonnerie, dans le compagnonnage, dans le carbonarisme et dans les sociétés secrètes ultérieures, y avait-il une cérémonie d'initiation où les récipiendaires étaient menacés de déshonneur et de mort en cas de trahison. On ne sait rien sur l'effectif de la société. Mais

1. Georg. Adler. *Die Geschichte der ersten socialpolitischen Arbeiterbewegung in Deutschland*. Breslau 1885, p. 11 sq. Mais cet auteur ne cite pas ses sources.

la police, en 1840, découvrit des *tentes* à Brême, à Berlin, à Nassau, à Francfort, à Mayence.

La fin de la société, d'après M. George Adler, aurait été « l'affranchissement et la régénération de l'Allemagne et la mise en pratique des principes contenus dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ». Cette fin principale ne pouvait être atteinte « que par la fondation et le maintien de l'égalité sociale et politique, de la liberté, de la vertu civique et de l'unité nationale, d'abord dans les territoires de langue et de mœurs allemandes, puis chez les autres peuples du globe ».

La ressemblance de ce programme avec celui de la *Société française des Droits de l'Homme* est manifeste; et on a pu se demander si la *Fédération des Bannis* a été un groupe annexe ou seulement une copie de cette société française. Question insoluble aujourd'hui, puisque la *Société des Droits de l'Homme* a été dissoute après les insurrections d'avril 1834, et que les poursuites qui furent dirigées contre elle n'ont pas fait connaître d'annexe allemande. Mais on peut affirmer que la *Fédération des Bannis* préconise les mêmes moyens d'action pour les mêmes causes, et présente jusqu'aux mêmes conflits de doctrine. Comme dans la *Société des Droits de l'Homme* elle-même, le litige s'accusait peu à peu entre les purs démocrates, soucieux avant tout de fonder la République, et qui d'elle espéraient l'éducation et l'émancipation du peuple; et, d'autre part, les communistes, babouvistes sans doute en majorité, cabétistes aussi. Ce

conflit d'idées se reproduit exactement entre les théoriciens Jacob Venedey et Théodore Schuster, qui alors inspiraient ces groupes et présidaient à ce comité exécutif dont les décisions exigeaient l'obéissance passive. On peut s'en faire une idée, d'après ce qui nous est accessible de leur journal *Der Geæchtete* (Le Banni), édité en 1834[1].

Jacob Venedey, né à Cologne, privat-docent à Heidelberg, avait été élevé dans la tradition du républicanisme jacobin, qui prit racine dans les pays du Rhin en 1791[2]. Arrêté à la suite des fêtes républicaines de Hambach, il parvint à s'échapper, au moment même où les autorités badoises allaient le livrer aux autorités prussiennes, et se réfugia à Paris. Bœrne fut son maître, et, avec lui, Lamennais. Mais Gutzkow, dans un banquet fouriériste, plus tard, l'entendit toaster en l'honneur de Fourier[3]. Le flottement de ses opinions sociales s'explique, si l'on songe qu'il fut avant tout un jacobin, affilié à la *Société des Droits de l'Homme*, et qui reproduisait les formules de ses chefs avec cette obéis-

1. Il n'existe peut-être plus d'exemplaire complet de cette revue. Le raisonnement qui va suivre s'appuie sur les extraits qui s'en trouvent dans Emil Kaler. *Wilhelm Weitling, seine Agitation und Lehre.* 1887, p. 29 sq; — Heinrich Schmidt. *Ein Beitrag zur Geschichte des Bundes der Geæchteten.* (Neue Zeit. xvie année, t. i, p. 150 sq); — Franz Mehring, *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie,* t. i, p. 71 sq.

2. Il a publié et complété les souvenirs de son père Michel Venedey dans *Die deutschen Republikaner unter der französischen Republik,* 1870.

3. Gutzkow. *Paris und Frankreich,* 1834-74, p. 169.

sance qu'à son tour il réclamait de ses subordonnés.

On s'est étonné de ses formules sociales : « Chacun a le droit de conserver sa propriété, sans quoi la propriété serait inutile. Chacun a le droit d'acquérir par le travail ce qu'il ne possède point, sans quoi la pauvreté serait éternelle. » Il entendait ne reconnaître pour légitime que la seule propriété acquise par le travail. Il estimait que l'Etat a pour fin le bonheur de tous et de chacun ; et que le régime existant n'est qu'un moyen en vue de cette fin. « Dès lors les richesses sont à la disposition de la *société*, lui appartiennent en toute propriété, sont consacrées à sa fin sainte. C'est à la société que revient le droit de déterminer les limites que la propriété de l'individu n'a pas le droit de dépasser. » Ce n'est pas là autre chose que la conception robespierriste dans laquelle la propriété se définit « le droit qu'a chaque citoyen de jouir et de disposer à son gré de la portion de biens qui lui est garantie par la loi », conception adoptée par la *Société des Droits de l'Homme*, et qu'elle défendit dans le *procès des Vingt-sept* en 1833.

On a dit qu'il n'avait pas une notion claire de l'antagonisme de classe. Et cela, sans doute, est exact. Mais ses phrases sonores sur la « propagande de la faim », dont le drapeau sanglant portait cette inscription : « Nous n'avons pas de travail, nous n'avons pas de pain », sont les phrases de ce mouvement prolétarien, écrasé à Lyon et au cloître Saint-Merry en 1834.

Il admettait trois moyens de réforme sociale : 1) l'assistance aux nécessiteux ; 2) la garantie à tous du nécessaire ; 3) la taxation du superflu. Il imaginait que la liberté politique conduirait d'elle-même à cette sorte d'égalité sociale qui assurerait une subsistance suffisante à tous les citoyens capables et désireux de travailler. S'il en est ainsi, Venedey a dépassé les formules mêmes de la *Société des Droits de l'Homme* pour aller jusqu'à celles de Barbès et de la *Société des Saisons*.

Le sentiment prolétarien s'emparait donc de ceux-là mêmes qui étaient entrés dans la société avec une doctrine surtout nationaliste et républicaine. Lentement ces cordonniers humbles et ces tailleurs obscurs, « ces maîtres du ligneul et de l'aiguille », dont se riait la *Gazette politique de Munich,* se souvenaient « qu'il y avait encore d'autres *droits de l'homme* que celui de travailler, de servir, de souffrir de la misère, de la faim et de se taire » ; et leur journal se haussait à des menaces qui attestent la conscience de classe parfaitement développée.

C'est surtout Théodore Schuster qui, dans le *Geæchtete,* sut faire valoir les revendications prolétariennes. Son influence rapidement fut prépondérante, quand Venedey, sur une démarche de l'ambassade prussienne, dut quitter Paris et s'installer au Hâvre. Un Alsacien qu'on ne pouvait expulser, Gustave Ehrhardt, fut chargé nominalement de la direction du journal[1].

1. Cela est attesté par une lettre de Venedey, en date du 21 avril 1835, et déposée aux archives de Zurich. Sur

Schuster en fut le directeur effectif et l'inspirateur, jusqu'à la disparition de la revue en 1836. Il demeura le chef incontesté du groupe jusqu'en 1841.

Il apparaît aisément par la lecture du *Geæchtete* et des *Pensées d'un Républicain*, éditées à Paris (1835) que ses maîtres théoriques sont Saint-Simon et Sismondi. Mais il eut pour maître pratique le prolétariat français. Aussi n'est-il pas étonnant qu'il ait élaboré une notion de la lutte des classes et du déterminisme économique déjà très voisine de Marx, et que ses projets de réforme annoncent Louis Blanc et Lassalle.

A la base du système, il y a la pensée saint-simonienne de la relation nécessaire entre la situation économique et la situation politique ; la pensée « réformiste » et française qui répudie les révolutions politiques comme vaines, si elles ne s'accompagnent d'un bouleversement de l'ordre social lui-même. Le régime de la liberté formelle, fondé par la Révolution, est un leurre, tant que la société se divise en deux classes de citoyens, dont les uns sont pauvres, ignorants et confiants, les autres riches, instruits et avisés. Toutes les lois du monde n'empêcheront pas que les premiers ne soient esclaves des seconds. Les millions de la richesse publique sont concentrés en un petit nombre de mains, et l'on veut que la liberté soit donnée à tous ? La contradiction est pareille à celle qui

Théodore Schuster, v. la monographie déjà citée de Heinrich Schmidt (Neue Zeit, xvie année, t. I).

prétend concilier la royauté d'un seul et la volonté du peuple.

Or, incessamment, dans la dissolution sociale générale, il y a quelque chose qui monte et grandit : un être inconscient, immense, insatiable : le capital. Il réclame le fruit de la peine d'autrui, prélève le produit d'une industrie qui est celle de tous, revendique seul toutes les jouissances d'une civilisation créée par le peuple, qui en est exclu. « Si l'on veut, écrivait le *Geæchtete* de 1834, que la lumière se fasse pour le peuple, il faut que dans la révolution prochaine on ne renverse pas seulement le trône, mais la monarchie. Or, la monarchie, ce ne sont ni des écussons blasonnés, ni des couronnes royales ; la monarchie, c'est le privilège. Et le privilège de tous les privilèges, c'est la richesse. »

Dans la société présente, ajoutaient les *Pensées d'un Républicain*, le gouvernement politique est aux privilégiés et aux riches ; il s'ensuit que ce gouvernement légifère de façon à consolider encore la richesse acquise et à déshériter davantage le pauvre. « La loi consacre et protège la coalition des forts contre les faibles, des patrons contre les ouvriers. Elle condamne et poursuit la coalition défensive des faibles contre les forts, des ouvriers contre les patrons. Est-ce là de la légalité ? » (*Pensées d'un Républicain*, p. 39.) Les institutions politiques, la loi civile, le droit commercial, la propriété foncière, le capital n'ont ainsi qu'un but et un résultat nécessaire : accumuler la richesse natio-

nale en un petit nombre de mains ; réduire la majorité des citoyens au rang d'îlotes de la fortune (*Vermœgenshelotismus*). (Ibid., p. 25.) Une société s'est constituée où la concentration des richesses va de pair avec la prolétarisation.

Schuster reprend alors, en l'appliquant à l'Allemagne, la rigoureuse déduction de Sismondi. Il décrit la fabrique moderne, amoncellement prodigieux de richesses, dont la force agglomérante croît avec plus de vitesse encore que la quantité agglomérée. Il montre comment elle ruine la petite entreprise, accapare le monopole du commerce, et demeure ainsi souveraine absolue du marché du travail. Et, l'ayant conquis, on devine comment elle use de cette souveraineté pour déprimer les salaires, pour allonger démesurément la journée de travail. (Ibid., p. 32.) En Allemagne, des industries entières, vers 1835, ont péri ; d'autres livrent le dernier combat désespéré contre cette invasion de la grande fabrique et du machinisme. « On peut prévoir que, tôt ou tard, la grande majorité des ouvriers seront saisis de fureur révolutionnaire, ou tomberont à la triste existence des ouvriers de fabrique, à moins que des réformes étendues ne mettent fin énergiquement à l'inégalité. » (Ibid., p. 29-30.) « L'existence d'une classe moyenne est devenue incompatible avec la structure du corps social d'aujourd'hui. » (Ibid., p. 25.) « Les hauts barons de la bourse et de l'usine commandent à des centaines de milliers de commis qui mènent

dans leurs bureaux une existence méprisée ; à des millions d'ouvriers qui, affamés, exténués, s'étiolent dans leurs ateliers sordides. » Aucun de ces hommes n'a la perspective de fonder jamais une entreprise à lui, n'a un revenu digne d'un homme, ni une sécurité pour la vieillesse. » La richesse ne trouve le chemin que des riches : *Nur zu den Reichen führt neuen Reichthums Pfad.* (Ibid., p. 25.) « L'opposition de *deux classes* tous les jours s'accuse davantage : celle des riches qui consomment et ne produisent rien ; celle des pauvres qui produisent tout et sont frustrés de tout. » (Ibid., p 35.)

Ainsi Schuster distingue nettement que la technique moderne pousse à la grande production. Et il dépasse son maître Sismondi en ce qu'il admire l'audace révolutionnaire de ce puissant outillage. L'esprit réactionnaire de la petite bourgeoisie, qui croit se sauver par la proscription violente du machinisme, ne l'a pas touché. La même révolution technique, qui hâte la prolétarisation des artisans, rend nécessaire la socialisation des moyens de production. Cette socialisation, Schuster, sans doute, la réclame en idéologue qui se fonde sur la raison et la justice. Mais il sait aussi, avec des menaces, faire entendre le grondement de la révolution prolétarienne.

Son projet pratique de réformes, qui sans doute lui vient de Buchez, est déjà tout lassallien. L'organisation qui seule tournera au salut public « les forces immenses et aujourd'hui destructives d'hommes » que recèle le machi-

nisme, c'est de mettre la machine au service des hommes présentement écrasés par sa concurrence. Ce que Schuster réclame, c'est *l'association des ouvriers en coopératives de production fondées avec la commandite de l'Etat*; c'est la création d' « ateliers nationaux. »

Il en faudrait demander le capital à l'État. « Car le *devoir* de l'Etat est d'augmenter par tous les moyens l'aisance des citoyens ; sa *puissance* s'accroît de la prospérité de toutes les industries; sa *destination naturelle* est de servir le bien-être des hommes. » (Ibid., p. 18.) Et sans doute, pour une part, ce sont là des considérations de droit naturel peu propres à convaincre des gouvernants, s'ils tiennent, comme le croit Schuster, leur mandat de la classe riche elle-même. Mais il ne manque pas de faire appel aux considérations économiques dont useront plus tard Louis Blanc et Lassalle.

La république coopérative retournerait contre l'industrie capitaliste sa tactique propre, la concurrence ; et cette tactique serait victorieuse certainement. Schuster imagine qu'une émulation vive s'emparerait des ouvriers à qui la mission serait échue de montrer au monde que les travailleurs associés ont droit à l'émancipation, en montrant qu'ils sont capables d'une gestion autonome. Ils auraient à cœur que la production d'un tel *atelier national* fût de qualité éminente ; et bientôt l'intérêt même des consommateurs soucieux de se pourvoir de bonne marchandise leur apporterait la clientèle sûre, qui fait la solidité commerciale. Des milliers d'ate-

liers nationaux, devant l'évident succès, pourraient être commandités du coup. Ils briseraient la féodalité urbaine nouvelle, aussi oppressive que la féodalité agraire du moyen âge. Et la république coopérative, « bientôt rayonnante dans le plein idéal de sa prospérité, répandrait des gerbes de flamme dans les ténèbres désertes des industries mortes ».

On peut craindre, à vrai dire, que la production ne dépasse bientôt la consommation. Le produit du travail allemand actuel, réparti selon le mode coopératif, suffirait presque à abolir la pauvreté. Il faut escompter que par l'amélioration de l'agriculture, par le commerce extérieur et intérieur facilité, par le développement nouveau de l'industrie urbaine, il sera décuplé, vingtuplé peut-être, et ainsi les acheteurs pourront manquer. Mais ne suffirait-il pas d'abréger la journée de travail pour rétablir l'équilibre? (Ibid., p. 19.) La république coopérative apporte toutes les émancipations, y compris le loisir indispensable à la pensée et à la joie.

Schuster ne doute pas que l'État, si on lui propose cette solution *pacifique de la question sociale*, ne l'accepte. Il est vain d'attendre, comme Fourier, le millionnaire philanthrope, qui fera seul le sacrifice nécessaire à l'émancipation des prolétaires. Mais on peut s'adresser à l'intelligence des riches, représentés par leur délégation gouvernementale. Qu'ils choisissent, en connaissance de cause, la paix offerte ou la guerre, certaine après leur refus. « Si vous repoussez les paroles de conciliation, si, comme

par le passé, vous répondez par des actes de brutalité grossière aux demandes modestes du peuple, — alors malheur, non pas au peuple — car la cause du peuple ne peut plus périr, — mais, malheur à vous, riches ! Vous aurez voulu vous-même votre anéantissement, et il ne manquera pas. Vous ne voulez pas de la *réforme sociale*. Pliez donc sous la *révolution sociale !* »

On voit que cette théorie, qui annonce déjà Lassalle, est aussi comme une ébauche de marxisme. Elle fortifie dans cette *Ligue des Bannis*, qui sera l'aïeule de la *Fédération des communistes*, les notions suivantes : 1° la notion de la lutte des classes ; 2° une notion, assez correctement formulée, de la concentration des capitaux ; 3° une théorie de la prolétarisation progressive, très voisine du *Manifeste communiste* ; 4° une théorie de la révolution, qui ne sera pas politique seulement, mais sociale, et à laquelle il ne manque, pour être tout à fait marxiste, que le pessimisme plus profond qui fait que chez les communistes de 1847 la révolution violente est jugée inévitable ; 5° la création même des *ateliers nationaux*, bien que Marx ne lui attribue plus la valeur d'une panacée, demeure dans le programme marxiste (§ 53, article 7) comme un moyen de transition efficace.

Il est sûr que la doctrine ainsi ébauchée dépasse infiniment le radicalisme nationaliste de Bœrne et de Venedey. A la méthode conspiratrice, préoccupée de coups de force futurs, se joignait, dans la fédération des anciens réfugiés, ce modérantisme qui bornait la révolution

à une révolution toute politique. On exigeait l'obéissance passive pour la réalisation violente d'une fin médiocre. Les adhérents prolétariens, sous l'impulsion de la doctrine nouvelle de Schuster, sans abandonner l'espérance d'une action énergique, crurent nécessaire de débuter par une propagande ouverte. Déjà l'opinion se faisait jour en eux que la révolution sociale ne serait plus la révolution d'une minorité ; et, devant être faite par le grand nombre une fois convaincu, elle n'avait plus de raison de se préparer dans l'ombre. Ils firent sécession en 1836, avec Schuster ; et quand la police prussienne, en 1840, « flaira » quelques groupes anciennement affiliés à la *Fédération des Bannis*, ces groupes avaient cessé d'être vivants [1]. Les groupes qui suivirent Schuster reconstituèrent au contraire, avec Paris pour centre, une *Fédération des Justes*, dont l'effectif grossit rapidement.

III. *La* Fédération des Justes *et Wilhelm Weitling* (1836-1839).

Le groupement nouveau se composa surtout d'artisans. A l'obéissance passive de la *Fédération des Bannis*, il substitua une organisation démocratique et élective [2]. Quelques littérateurs

1. Frédéric Engels. Préface de 1885 aux *Enthüllungen über den Kommunistenprozess zu Köln*, par Karl Marx, p. 3.

2. V. Franz Mehring. *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie*, t. I, p. 77.

y demeurèrent très influents sans doute. Ce furent, avec Schuster, le poète Germain Mœurer, le cabétiste Hermann Ewerbeck. Karl Schapper aussi, bien qu'il gagnât sa vie à Paris comme typographe, avait autrefois étudié les sciences forestières à Giessen. Mais le cordonnier Heinrich Bauer, l'horloger Joseph Moll, le tailleur Wilhelm Weitling assuraient la prépondérance des ouvriers manuels.

A vrai dire, le droit d'association, tel qu'il existait en France alors, empêcha la fédération de se constituer à ciel ouvert. Elle demeura, contre son gré, une société secrète ; et, comme la *Fédération des Bannis* semble avoir été affiliée à la *Société des Droits de l'Homme*, elle s'affilia à la *Société des Saisons*, fondée par Barbès et Blanqui en 1837.

L'organisation, sinon dans sa terminologie, du moins dans sa forme, se rapprochait de la *Société des Saisons*. Arnold Ruge l'a décrite par ouï-dire en 1842[1]. Un groupe de dix membres formait une *commune ;* dix communes s'unissaient en un *pays* (Gau). Une assemblée centrale, dite *halle,* réunissait les délégués de tous les *pays*, qui élisaient un *Comité exécutif* (Vorstand) et un *Comité assistant* (Beistand). Pareillement, les assesseurs des *pays* élisaient une *Halle assistante* (Beihalle). Le *Comité exécutif* avait la direction politique. Le *Comité assistant* avait le contrôle. La *Halle assistante*

1. Arnold Ruge. *Zwei Jahre in Paris.* Leipzig, 1846, chap. 21.

gérait les finances, les archives, et servait de tribunal d'honneur en cas de conflit. La société comprit un millier de membres.

Mais les principes encore de la *Fédération des Justes* furent ceux de la *Société des Saisons*. Cette société professait qu'il ne suffirait plus d'une révolution politique, mais qu'il fallait « détruire les privilèges quelconques ; autrement ce serait ne rien faire [1] ». La République est le seul gouvernement légitime, « parce que seule elle est fondée sur l'égalité ; que seule elle impose à tous des devoirs égaux et donne à tous les mêmes droits ». Ces devoirs sont « l'obéissance à la volonté générale, le dévouement à la patrie et la fraternité envers chaque membre de la nation ». Les droits corrélatifs sont : 1° *Le droit à l'existence*. « A la condition du travail, chaque homme doit avoir son existence assurée. » — 2° *Le droit à l'éducation*, « car l'intelligence a le droit de vie comme le corps ». — 3° *Le droit électoral et le referendum*. « Mais l'état social étant gangrené, pour passer à l'état sain, le peuple aura besoin pendant quelque temps d'un pouvoir révolutionnaire. » — Qui ne voit que de ce programme babouviste de la *Société des Saisons* le *Manifeste communiste* de Marx et d'Engels retiendra : 1° l'obligation universelle du travail ; 2° l'instruction universelle obligatoire ; 3° la dictature du prolétariat ? Et cette notion encore de la République sociale conçue comme un

1. V. les pièces du procès de mai 1839, soumises à la cour des Pairs. Acte d'accusation, pp. 40-43 ; et Tchernoff. *Le Parti républicain sous la monarchie de juillet*, p. 386.

équilibre exact des droits et des devoirs se retrouvera un jour jusque dans les délibérations de l'*Internationale*.

Mais si clairs que fussent abstraitement ces principes, ils ne laissaient pas de souffrir des interprétations divergentes, quand on passait à la pratique. Le conflit fut vif dans la *Fédération des Justes*. La destruction de la forme monarchique du pouvoir étant le premier article de foi, l'ancienne scission se reproduisait entre réformistes qui imaginaient que l'établissement de la République entraînerait de soi la République sociale, et les communistes stricts qui ne jugeaient pas opportun de commencer la révolution si on ne la voulait pas intégrale. Le parti des *ébénistes* (charpentiers, etc.), tenait pour la révolution partielle et républicaine. Le parti des *tailleurs* (cordonniers, etc.), imaginait une République mystique, chrétienne, où règnerait la communauté des biens. L'un et l'autre parti se divisait sur la difficulté de savoir si la révolution serait immédiate ou lointaine. Ces animosités étaient celles-là même qui soulevaient les unes contre les autres les deux principales sociétés secrètes parisiennes, la *Société des Saisons* et celle des *Phalanges démocratiques*. On sait aujourd'hui que la *Société des Saisons*, dirigée par Blanqui et Barbès, fut de toutes les sociétés révolutionnaires d'alors à la fois la plus purement ouvrière et la plus modérée. Barbès, en particulier, se montrait pour le présent beaucoup plus disposé à agir par la

presse qu'à tenter un coup de main [1]. Les dénonciations calomnieuses semées par les *Phalanges*, et qui l'eussent rendu suspect à la longue, lui forcèrent la main en mai 1839 ; il dut agir, et la *Fédération des Justes*, que ne liait plus cependant l'obéissance passive, le suivit par solidarité. Aussi bien elle-même avait-elle été flottante; et Weitling a toujours hésité entre la propagande pacifique et la révolution sanglante. Ce fut lui que la fédération chargea en 1838 de rédiger un manifeste. Ainsi fut écrite la brochure sur *l'Humanité telle quelle est et telle qu'elle devrait être* [2]; elle est la devancière véritable du *Manifeste communiste*; on l'imprima clandestinement à 2.000 exemplaires. Il a, lui aussi, pour une part, fixé la tradition d'où est sorti le *Manifeste* de Marx et d'Engels.

Weitling n'était pas encore arrivé en 1838 à cette théorie complexe et d'essence fouriériste qui lui permit de construire en 1842 ses *Garanties de l'Harmonie et de la Liberté*. On ne peut méconnaître l'esprit babouviste dont la *Fédération des Justes* imprégna son premier livre.

Ce qui le froisse, c'est la répartition inégale des travaux et des richesses, qui fait que l'ouvrier travaille nuit et jour, et que les magasins regorgent de ses produits, tandis que seul il est privé des denrées les plus indispensablement

1. V. Tchernoff. *Le Parti républicain sous la monarchie de juillet*. P. 375-388.

2. Nous citons d'après la réédition publiée dans la *Sammlung gesellschafts-wissenschaftlicher Aufsätze*, par Eduard Fuchs, Munich, 1895.

nécessaires à l'alimentation, au gîte confortable, au vêtement. Répartition injuste et qui fait qu'il y-a sur la terre autant d'hommes injustes qu'il y a de riches. Être riche, c'est posséder des moyens de goûter plus de joies qu'on n'a de besoin, sans travailler. Cela est criminel tant qu'il y a des pauvres (p. 12) et le travail même des prolétaires se consacre surtout à produire les objets de ce luxe criminel.

Les besoins urgents du prolétaire, l'organisation sociale n'y pourvoit point. On a arrangé les salaires ouvriers de telle sorte qu'ils ne suffisent à donner au travailleur qu'une part médiocre des denrées les plus mauvaises. Les intermédiaires prélèvent sur lui un tribut ruineux. Les usuriers le grugent. Le riche seul achète à bon marché et emprunte à bon compte. Et par surcroît les ouvriers s'aveuglent sur ce qui peut remédier à leur misère. Ils s'en prennent aux machines ; et il est vrai que, dans l'état social présent, elles sont malfaisantes. Car elles jettent sur le pavé, en foule, les ouvriers qu'elles rendent inutiles ; et les salaires dont elles permettent de faire l'économie, se consacrent à accumuler de nouveaux capitaux, c'est-à-dire de nouveaux privilèges pour les paresseux et les jouisseurs. Ainsi la machine, destinée à faciliter le travail de l'ouvrier et qui certes sera un jour son émancipatrice, a accru sa misère sans diminuer son labeur. Peut-être même a-t-elle permis d'allonger sa journée de travail (p. 14).

Quelles causes à ce désordre de l'inégale

répartition des biens et des tâches ? Une seule : l'argent. Il est le fléau sanglant. Il est la cause de toutes les oppressions. Les gouvernants, les prêtres, les juges, les voleurs tendent leurs mains avides avec des menaces. Et ce qui est plus dangereux que cette oppression, c'est l'esclavage volontaire de ceux que l'argent corrompt. On vend des biens ; on vend des femmes ; on vend des âmes. On vend sa liberté politique. Au jour des scrutins, quand on dépouille les urnes, il se trouve étrangement que les riches ont raison et que les pauvres ont tort.

A cette société fictive, corrompue et cruelle, il convient de substituer un régime où s'unira la *loi de nature* à la *loi de charité*. Ces deux lois conduiront à penser qu'il faut répartir également, entre tous, le travail et la jouissance. Il faut donc donner à tous les citoyens une éducation égale et départir aux deux sexes des droits et des devoirs identiques sous réserve des différences naturelles. Il faut supprimer l'héritage et la propriété individuelle. Les autorités, que l'élection désignera, seront responsables et révocables. Il n'y aura pas de différence dans la répartition des biens entre les hommes investis d'une autorité et les autres hommes, ni entre les travaux qualifiés et les travaux simples. La valeur de tous les produits sera calculée sur le temps de travail (p. 37). Chacun, dans les limites du respect dû au droit d'autrui, aura toute liberté d'agir et de parler. Il aura garantie sociale de pouvoir exercer et développer ses facultés intellectuelles et physiques (p. 23-24).

Ces principes seront respectés si l'on institue dans la société un *ordre familial* chargé de définir les besoins de tous, et un *ordre de production* chargé de déterminer les *travaux de tous*. Tout citoyen, dans cette société faite à l'image de la *Fédération des Justes*, fera partie des deux ordres.

1° Dans *l'ordre familial,* les familles assemblées au nombre de 1,000 forment un groupe familial (Verein) et élisent au suffrage universel des hommes et des femmes une autorité de groupe. Dix groupes forment un *arrondissement de familles* (Familienkreis) et élisent une autorité d'arrondissement. Cette dernière désigne un député pour le *Congrès* de la Fédération ; et ce congrès élit lui-même un *Sénat* permanent, autorité législative suprême. Le Sénat institue pour chaque million d'habitants *un directeur* chargé des enquêtes sur les besoins de la population et les travaux nécessaires pour y faire face, sur les matières premières et denrées disponibles. Le Sénat ayant ainsi fait la statistique des besoins, transmet au ministère la liste des travaux requis. (p. 28, 32.)

2° Dans l'*ordre de la production*, la société se divise en quatre états : *a)* l'état rural ; *b)* l'état ouvrier ; *c)* l'état intellectuel ; *d)* l'armée industrielle générale. Dans *l'état rural,* dix paysans forment une *équipe,* dirigée par un chef d'équipe élu. Vingt chefs d'équipe élisent un *maître-laboureur*. Dix maîtres laboureurs désignent un des leurs pour entrer dans le *Conseil rural,* lequel choisit un représentant de chaque spé-

cialité agricole (culture des céréales, du vin, du houblon, élevage, etc.) pour devenir président dans le *ministère* de la Fédération. Dans le conseil rural le Sénat choisit un inspecteur par million d'agriculteurs. (p. 28, 32.)

Pareillement, dans l'état ouvrier, dix artisans, artistes ou ouvriers élisent un chef d'équipe ; dix chefs d'équipe désignent un maître-ouvrier, et dix maîtres un chef d'atelier. Cent ateliers choisissent une compagnie de maîtres, élus parmi ceux qui se sont fait remarquer par une invention importante. Les compagnies de maîtres, de concert avec les cent chefs d'atelier de leur ressort, désignent un des leurs pour entrer dans le *Conseil industriel*, lequel choisit un représentant de chaque branche industrielle pour devenir président dans le ministère de la Fédération. Dans le Conseil industriel le Sénat choisit les comptables et chefs des grands entrepôts sociaux. (p. 29.)

L'État intellectuel subvient au recrutement de toutes les places qui exigent plus de trois ans d'études dans tous les états. Chaque groupe de 1,000 familles a une école élémentaire. Chaque groupe de 10,000 familles a plusieurs écoles d'arts et métiers et une école supérieure. Dix arrondissements ont ensemble une Université. Les professeurs de la Fédération nomment un membre de chacune des trois facultés (*médecine philosophique, physique et technologie*), pour être président au ministère. Les étudiants de chaque Université désignent un homme de haut mérite pour entrer dans le *Conseil savant*.

Dans le Conseil savant le Sénat choisit les professeurs fédéraux. (p. 30.)

En dehors de ces travaux ruraux, industriels et intellectuels décentralisés, il y a des travaux d'ensemble qui intéressent toute la Fédération. Le travail des mines, la construction de chemins de fer, de ponts et chaussées, de canaux, de défrichement et d'asséchement, de transport, de voirie, de colonisation, sont de cet ordre. Ils sont assurés par une *armée industrielle*, où le service est obligatoire entre 15 et 18 ans, cantonnée dans les familles et dont les chefs seront élus parmi les rengagés pour les grades subalternes, désignés parmi les professeurs par le Sénat pour les grades supérieurs. (p. 31.)

Enfin les objets de luxe ou de fantaisie sont fabriqués dans des ateliers volontaires où chacun peut s'engager pendant quelques heures supplémentaires dans la semaine, dites *heures commerciales*. Les produits de ce travail volontaire seront en effet les seuls mis dans le commerce, et ce travail sera rémunéré en *bons d'échange*, lesquels tiendront lieu de monnaie dans ce commerce partiel, et seul autorisé. (p. 34, 38.)

Les présidents du ministère de la fédération, ayant étudié la liste des travaux réclamés par le Sénat, en feront la répartition parmi les autorités subalternes, et fixeront du coup le nombre d'heures de travail exigé de chaque citoyen. (p. 32, 33.)

Weitling ne doute pas que les masses n'adhèrent bientôt à cette doctrine. Mais il y faut des apôtres, capables d'allumer les convictions

fortes qui décident des actes. Le prolétariat fournira ces apôtres qui seront souvent des martyrs. Car les gouvernants et la bourgeoisie réserveront des châtiments sévères à ceux qui menaceront, par une prédication de révolte, leur puissance privilégiée. Cependant le prolétariat aura cette patience de déléguer des martyrs pour la conquête des esprits. Il sait que la vérité ne se fraie un chemin qu'à travers le sang.

Mais si le martyre prolétarien ne suffit pas à faire la conquête des dirigeants, il sera légitime alors de lâcher le brûlot des révolutions. On inventera les tactiques d'épouvante contre lesquelles s'useront la police, l'armée et qui donneront l'assaut à la propriété [1].

Si éloigné que soit le marxisme de cette doctrine à la fois sentimentale et utopique, il en respecte cependant l'inspiration babouviste, discernable à travers les enjolivements que Weitling emprunte à Fourier et à Cabet. L'abolition de la propriété foncière et de l'héritage, le plan social de défrichement et d'amélioration des terres, la mise sur pied d'armées industrielles,

1. Weitling n'a formulé que plus tard, en Suisse, dans des lettres à Ewerbeck et à Auguste Becker datées de l'année 1843, son plan d'attaque. Il consistait à délivrer par une série de coups de main sur les prisons et les bagnes les 20,000 ou 40,000 forçats et condamnés de droit commun dont dispose chaque pays ; à s'allier avec eux. Ces malandrins qui, par instinct atavique, ont la haine du régime existant, seraient excellents à mettre aux trousses de ceux qui défendent ce régime et le représentent. Ewerbeck et Auguste Becker contredirent fortement à ce projet. (V. Kaler, *Weitling*. p. 42, 48.)

la combinaison de l'éducation et de la production matérielle ne sont pas sans doute des idées personnelles de Weitling. Il ne fait que recueillir des formules courantes, mais à son tour il les accrédite dans cette *Fédération des Justes*, où Marx les retrouvera. Le programme marxiste les retient à titre de mesures transitoires. (§ 53, art. 1, 3, 7, 8, 10.) Et il n'y a pas jusqu'à cette promptitude au coup de main, quand l'œuvre de propagande pacifique est épuisée, qui ne demeure sympathique à Marx, aux heures mêmes où il la juge impolitique.

Le coup de main eut lieu vraiment, les 12 et 13 mai 1839 où la *Société des Saisons* couvrit de barricades le quartier de l'Hôtel-de-Ville. Comme tout le parti de Barbès, la *Fédération des Justes* y périt. Parmi les Allemands affiliés qui furent condamnés, on peut atteindre les noms de quelques héros obscurs. Austen (Rudolf-August-Florenz), bottier, né à Dantzig, âgé de 23 ans, « après s'être battu avec un tel acharnement qu'on en parlait beaucoup dans le moment du combat », fut ramassé derrière la barricade de la rue Greneta percé d'un coup d'épée et de plusieurs coups de baïonnette[1]. Il guérit miraculeusement et fut condamné à quinze ans de réclusion. Daniel Mayer, ferblantier, né à Deux-Ponts, âgé de 28 ans, fut capturé lors de l'attaque par les insurgés de la mairie du VIIe arrondissement et condamné à la même

1. Cour des Pairs, procès des 12 et 13 mai 1839. Rapport de Mérilhou, t. I, p. 216. Le récit personnel de l'accusé. Ibid., t. II, p. 58.

peine. Karl Schapper, Heinrich Bauer, après avoir purgé leur prison préventive, durent s'exiler à Londres [1]. L'horloger Joseph Moll et Wolfrum purent s'enfuir. Plusieurs, inscrits sous de faux noms à l'Hôtel-Dieu, y moururent de leurs blessures. Weitling se réfugia en Suisse, non sans avoir pu, au préalable, rassembler les débris de la Fédération écrasée.

IV. — *La* Fédération communiste (1847-1851) : *Karl Marx et Frédéric Engels.*

Elle se reconstitua, mais son centre fut transporté à Londres. Un nom nouveau surgit alors, et d'abord dans les groupes. De même que les deux sociétés secrètes françaises, rivales jusque là, fusionnèrent après la défaite pour former une *Société communiste* unique, ainsi Schapper, Heinrich Bauer, Moll et le tailleur Eccarius dénommèrent *groupe communiste d'éducation ouvrière* le groupe qu'ils fondèrent à Londres en 1840 et où Frédéric Engels les connut en 1843. Les effectifs les plus importants toutefois, groupés autour de Weitling, se trouvèrent en Suisse, où, avec des radicaux démocrates de nuance feuerbachienne, ils menaient une agitation pleine de dissentiments intérieurs [2]. Ce mouvement fut étouffé par une

1. F. Engels. Préface aux *Enthüllungen über den Kommunistenprozess*, p. 4.

2. Sur l'agitation communiste et radicale en Suisse, v. Wilhelm Marr, *Das Junge Deutschland in der Schweiz*, 1846 ; Bluntschli, *Die Kommunisten in der Schweiz nach*

série de procès politiques, dont le plus important fut celui qui aboutit à la condamnation de Weitling en 1843.

Les groupes, traqués, atteints dans leurs chefs, menèrent une existence obscure et prudente jusqu'en 1846. Le cabétiste Ewerbeck dirigeait pacifiquement les groupes allemands de Paris. Après le désastre des weitlingiens en Suisse, l'influence passa au groupe de Londres, où affluèrent les émigrés scandinaves, hollandais, hongrois, tchèques, russes, slaves, alsaciens, et qui parut ainsi une image réduite du communisme international futur. Une recherche était commune à tous : adapter à la situation politique nouvelle la doctrine du parti qui avait abouti à de graves erreurs tactiques. Dès 1843 le groupe de Londres et Ewerbeck s'étaient émus des critiques graves et motivées qui leur étaient parvenues de deux jeunes théoriciens nouveaux, Karl Marx et Friedrich Engels, avec lesquels ils entretenaient une correspondance. Ils leur offrirent d'entrer dans la Fédération. Marx et Engels refusèrent. L'observation attentive des faits économiques et des révolutions contemporaines, l'analyse des doctrines comparées avec ces faits, leur avait permis dès lors de formuler une doctrine communiste nouvelle. Ils n'étaient pas disposés à la confondre avec le

den bei Weitling aufgefundenen Papieren, 1843 ; les *Rapports généraux* faits au conseil exécutif de Berne en 1836 et au conseil d'État de Neuchâtel en 1846 ; KARL MARX, *Herr Vogt*, 1860 ; GOTTFRIED KELLER, *Briefe und Tagebücher*, Ed. Baechtold, 1895, t. I.

mélange confus de philosophie allemande et de babouvisme mal dégagé qui avait été la doctrine secrète des *Justes*. Ils étaient résolus de laisser s'accréditer leur théorie propre avant d'entrer dans la Fédération.

Ils avaient conscience fortement de la supériorité incontestable de leur culture économique. Ils s'étaient exercés aux polémiques de presse, Marx, en collaborant à la *Rheinische Zeitung* avec Bruno Bauer, au *Vorwärts* que publia en 1844 Bœrnstein à Paris ; — Engels, en écrivant dans le *Deutsches Bürgerbuch* de Püttmann, à Darmstadt et à Mannheim (1845-46), et dans les *Rheinische Jahrbücher für soziale Reform*, édités par Püttmann encore à Darmstadt et à Constance (1845). Dans les *Annales franco-allemandes* éditées à Paris en 1844, Marx avait défini la méthode nouvelle de la critique prolétarienne, en *trois lettres* incisives à Ruge, en une *Critique de la philosophie hégélienne du droit* qui marque la déchéance sociale du hégélianisme, comme Feuerbach en avait amené la déchéance religieuse ; en un article sur *la Question juive*, encore aujourd'hui instructif. Engels, dans un compte-rendu d'un livre récemment paru de Carlyle (*Present and Past*), prenait position devant le socialisme féodal, et écrivait son *Esquisse d'une critique de l'économie politique*, évidemment encore trop imbue du formalisme hégélien, mais où se devine la dialectique matérialiste nouvelle. Surtout, l'un et l'autre s'enorgueillissaient déjà d'une œuvre doctrinale. Le livre d'Engels sur *la Situation des classes labo-*

rieuses en Angleterre (1845) avait repris et refondu l'enquête que, dans un vigoureux esprit de critique sismondiste, avait commencé le livre de Buret sur *La Misère des classes laborieuses en France et en Angleterre*. Engels avait emprunté à Buret sa consciencieuse description monographique, son utilisation ingénieuse des rapports parlementaires anglais, et, joignant à cette méthode une documentation sociale encore plus ample et une compétence technologique que n'avait pas eue le théoricien français, il avait écrit le premier livre de socialisme scientifique. Le livre même que Marx venait d'écrire contre la *Philosophie de la misère* de Proudhon, sous le titre ironique de *Misère de la philosophie*, offrait, malgré son érudition historique très supérieure et l'acuité de sa critique, une composition verbeuse et inorganique. Tout compte fait, il a plus vieilli que cette première ébauche du système dans Frédéric Engels.

Tous deux maintenant, après s'être vus une première fois à Paris et y avoir constaté l'admirable et fortuite coïncidence de leurs idées, s'étaient retrouvés à Bruxelles, où Marx venait de se réfugier devant l'arrêté d'expulsion de Guizot. Leur collaboration date de là ; et c'est surtout dans cette phase de la première élaboration du système commun qu'elle a été intime et profonde. Le *matérialisme historique*, c'est-à-dire l'hypothèse d'une solidarité existante entre toute théorie et toute pratique, fut élaboré dans ces années fécondes de Bruxelles, entre 1845 et 1847.

La première forme que prit ce commun labeur fut une critique de Feuerbach et de toute l'école de politiciens philosophes, de nuance radicale ou communiste, issue de lui. Il est sûr que de telles doctrines commençaient à se répandre dans la *Fédération des justes* à mesure que les *charpentiers* (feuerbachiens) y gagnaient du terrain et que les *tailleurs* (weitlingiens) en perdaient ; et le weitlingianisme lui-même devait être déraciné. « Il fallait démontrer que ce qui était en question, ce n'était pas l'application d'un système utopique quelconque, mais la participation consciente à l'évolution historique de la société qui se passe sous nos yeux[1] ». L'ouvrage ne fut jamais publié. A-t-il été vraiment, comme l'a dit Karl Marx, livré à « la critique rongeuse des souris » ? La rumeur s'est répandue qu'il n'en est rien. L'ouvrage sans doute verra le jour. Il en subsiste, avec les onze thèses *sur Feuerbach*, que Frédéric Engels jadis a publiées[2], un pamphlet contre Karl Grün, inséré dans le *Westphælisches Dampfboot* (août-septembre 1847), et réédité par la *Neue Zeit* (1895, t. I), qu'il y a lieu de considérer comme un fragment de l'ouvrage. Pareillement, dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung*, éditée par von Bornstedt depuis janvier 1847, beaucoup de *leader-articles*, bien que non signés, sont incontestablement de Marx et d'Engels. Un groupe d'intellectuels révolutionnaires

1. Karl Marx. *Herr Vogt*, 1860, p. 35.

2. Dans l'appendice de son opuscule sur *Ludwig Feuerbach*, Stuttgart, 1888.

et de prolétaires vigoureux se forma autour d'eux. Ce furent Moses Hess, ancien collaborateur, comme Marx et Engels, aux *Annales franco-allemandes*, et qui, sans doute, demeurait encore trop attaché aux doctrines vagues du socialisme philosophique allemand ; le weitlingien Sébastien Seiler ; Wilhelm Wolff surtout, le polémiste ardent et persécuté, qui avait dévoilé jadis, dans le *Deutsches Bürgerbuch*, la misère des tisserands silésiens et dit les causes de leur révolte ; Stephan Born, l'agitateur éloquent, typographe de son métier, qui, en 1848, devait créer la *Ligue ouvrière* la plus puissante qui ait existé en Allemagne avant la démocratie socialiste contemporaine. Et, moins connus, Steingens, peintre en bâtiments ; Weidemeyer, ancien lieutenant ; Ferdinand Wolff ; Ernst Dronke ; Edgar von Westphalen, beau-frère de Marx ; Louis Heilberg et Gigot. Ils créèrent ensemble le *Groupe des travailleurs allemands* de Bruxelles, devant lequel Marx avait coutume de faire des conférences, et qui se trouve ainsi avoir été le premier foyer ouvrier d'où ait rayonné le nouveau socialisme scientifique. L'une de ces conférences, qui fut reproduite en 1849 dans la *Neue Rheinische Zeitung*, sous le titre de *Lohnarbeit und Kapital* (Salariat et Capital), offre la plus ancienne esquisse de ce qui sera plus tard le tome I du *Capital*.

Une crise était à prévoir dans le communisme allemand, au cas où la nouvelle théorie marxiste viendrait à contaminer les groupes. Les relations étaient intimes avec les groupes de Lon-

dres que connaissait Engels, avec les groupes de Paris que dirigeait Ewerbeck. La méthode, adoptée par Engels et Marx, de lancer des circulaires lithographiées, se révéla très efficace. C'en fut fait du socialisme *philosophique*, lorsque fut lancé, le 11 mai 1846, le manifeste contre Hermann Kriege [1], jeune journaliste westphalien, qui rédigeait à New-York la *Volkstribüne*. De ce jour, il apparut que la doctrine nouvelle allait en finir avec les rêveries tendres et les utopies fraternelles, et ne plus faire appel « qu'à l'antagonisme qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat ». Weitling lui-même, avec Seiler, Heilberg, Gigot, Wolff, Westphalen, avait mis son nom à côté de ceux de Marx et d'Engels. Mais lentement les groupes survivants de la *Fédération des Justes* se détachaient aussi de Weitling. Il s'en aperçut lors de son passage à Bruxelles, où il vint en 1846. Les autorités suisses, après lui avoir fait purger sa prison, l'avaient livré aux autorités prussiennes, qui le réclamaient comme réfractaire au service militaire. Sa débilité seule le sauva de la caserne, et, depuis 1844, il avait vécu à Londres, sans retrouver son influence ancienne. Il vint à Bruxelles s'éclairer sur l'influence rivale qu'il discernait. L'entrevue mémorable eut lieu avec Marx, le 30 mars 1846, et ce fut une rupture à jamais [2].

1. Sur ce manifeste, v. *Neue Zeit*, XIVe année, t. II (1895-96), p. 217, et notre commentaire, §§ 62 sq.

2. Nous avons deux relations de l'entrevue : l'une, la plus anciennement connue, est d'Anienkow, « le Russe amené par

L' « épuration du parti », la « critique acérée des théoriciens dénués d'aptitude », l' « écrasement du *communisme artisan* et du *communisme philosophique* », l' « élimination de toute sentimentalité », furent les nécessités principales où insista Marx dans cette orageuse discussion où Heilberg se sépara de lui froidement, Seiler avec une amertume grave, Weitling avec véhémence. Weitling s'en fut en Amérique, où une *Ligue de l'émancipation*, fondée par lui parmi les artisans allemands, continua de professer sa doctrine. Son retour bref, en 1848-49, motivé par la Révolution, ne changea rien à la marche du parti ouvrier allemand, qui se poursuivit désormais sans lui. Lorsque Moll, au printemps de 1847, alla à Paris où séjournait Engels et à Bruxelles, chez Marx, leur renouveler la proposition d'entrer dans la *Fédération des Justes*, ils n'eurent plus aucune raison de s'y refuser. Moll apportait la conversion des groupes de Londres au marxisme. Il offrait de convoquer Marx et Engels pour un congrès de tous les groupes fédérés, où seraient débattues à la fois

Marx », et a paru dans le *Messager d'Europe*, 1880 (traduit dans la *Neue Zeit*, mai 1883); l'autre, de Weitling, dans une lettre à Hess, datée du 31 mars 1846, est publiée dans la monographie de Kaler, *Weitling, seine Agitation und Lehre*, 1887, p. 72. On sait que la date de l'entrevue a été longtemps douteuse. Anienkow la place en 1847, Weitling, le 30 mars 1846. La date de Weitling est la seule exacte. D'abord la lettre de Weitling, écrite certainement au lendemain de l'évènement, a chance d'être datée avec plus d'exactitude que le récit d'Anienkow, écrit à trente ans de distance. En outre Weitling était à New-York dès la fin de 1846. Sur ce point, v. Sorge, *Neue Zeit*, 1890-91, t. II, p. 233.

la réorganisation politique et la doctrine nouvelle de la Fédération. Marx et Engels firent cette fois leur adhésion complète, et avec eux le groupe bruxellois des travailleurs allemands[1].

Un premier congrès eut lieu l'été de 1847. Il adopta pour l'organisation nouvelle le qualificatif de « *communiste* », que s'était donné le premier groupe londonien, et c'est sous le nom de *Fédération communiste* qu'elle est entrée dans l'histoire. Ce congrès fut constituant. A coup sûr, il ne pouvait empêcher, pour les pays où le droit de réunion n'existait pas, que la Fédération n'y demeurât une société secrète. Avant tout, cependant, il voulut fonder une société de propagande à base démocratique. Il abolit ce qui restait, même dans la Fédération de Schuster, de terminologie maçonnique et de dilettantisme conspirateur[2]. Il garda quelques vocables de l'organisation théorique de Weitling.

Le plus petit élément organisé s'appela, comme chez Weitling et dans la *Fédération des Justes*, du nom de *commune;* et la commune ne pouvait dépasser vingt membres. Les communes, au nombre de deux au moins et de dix au plus, formaient, comme dans le vocabulaire

1. V. Marx. *Enthüllungen über den Kommunisten-Prozess*, p. 10.

2. V. les statuts dans Wermuth et Stieber. *Die Kommunisten-Verschwœrungen des XIX^ten Jahrhunderts*, t. I, supplément VIII ; et un résumé dans F. Mehring. *Gesch. der deutschen Sozialdemokratie*, t. I, p. 266.

weitlingien, un *arrondissement*. Les assemblées des communes et des arrondissements étaient bi-mensuelles. Elles élisaient pour un an un *comité d'arrondissement*, dont les membres étaient révocables en tout temps, mais rééligibles. Les arrondissements d'une ville ou d'une province formaient, selon le même principe, un *directoire d'arrondissement* (leitender Kreis). Tous les arrondissements d'un pays s'unissaient en une fédération unique, administrée par un *comité central* (Zentralbehörde) de cinq membres au moins et élu par le *comité d'arrondissement* de la région que le congrès lui assignait pour siége. Les réunions du *comité central* étaient bi-mensuelles. Il adressait son rapport à tous les comités d'arrondissement tous les trimestres. Ses membres, révocables en tout temps, élus d'ailleurs pour un an, étaient rééligibles. Le congrès fédéral, en toute matière, législative et administrative, était souverain, et tout arrondissement, pourvu qu'il comptât trente membres, y envoyait un député par trente membres.

Le congrès se réunissait chaque année en août. Il fixait les cotisations qui, pour moitié étaient versées au comité central, pour moitié aux caisses des communes ou des arrondissements fédéraux. Ces fonds étaient destinés à la propagande. Après chaque session du congrès, un *manifeste* était lancé au nom du parti.

Le congrès constituant de 1847, où Engels représenta Paris et Wilhelm Wolff Bruxelles, désigna Londres comme siège du comité central.

Il chargea Karl Marx et Frédéric Engels de rédiger un projet de manifeste, puis se prorogea jusqu'en novembre, pour fixer alors sa doctrine. Karl Marx et Engels condensèrent, dans une courte brochure, à la fois ce qu'ils crurent pouvoir conserver des principes antérieurs, pratiques et théoriques, de la *Fédération des Bannis* et de la *Fédération des Justes*, et le résultat de leurs recherches récentes [1]. Leur travail, que le congrès communiste tenu à Londres en novembre et décembre 1847 a fait sien après des débats qui durèrent dix jours, est devenu le *Manifeste communiste* retentissant que nous commentons. Il substituait à la vieille devise de la *Fédération des Justes*, suivant laquelle « tous les hommes sont frères », le cri de guerre nouveau : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Le *Manifeste* prévoyait un cataclysme politique universel pour une date prochaine ; cependant, c'est sur l'Allemagne qu'il prescrivait au prolétariat international de tenir les yeux fixés, parce que la Révolution y serait non pas seulement politique, mais sociale. L'inexactitude historique de cette vue n'est pas aussi entière qu'on pourrait le croire. L'erreur de Marx porte surtout, comme l'a remarqué Edouard Bernstein, sur la force d'attaque dont disposait alors le prolétariat. Il est sûr que la Révolution de 1848 et la réaction internationale qui l'a suivie ont eu, pour une grande part, un caractère social, et

1. V. Marx. *Enthüllungen*, p. 11.

c'est l'Allemagne surtout qui en est sortie renouvelée.

Bien que la Révolution eût éclaté à Paris d'abord, où se transporta aussitôt le *comité central*, c'est sur l'Allemagne, avec une préoccupation fidèle au *Manifeste*, que Marx et Engels attachent leur regard. C'est pour l'Allemagne que Marx, Engels, Schapper, Heinrich Bauer, Joseph Moll, Wilhelm Wolff rédigent la circulaire qui demande, avec une République allemande une et indivisible à régime parlementaire, la socialisation des biens féodaux, des mines, des moyens de communication, des hypothèques et des rentes foncières, la limitation du droit d'héritage, l'impôt progressif, la création d'ateliers nationaux, le droit au travail pour les adultes, le droit de vivre pour les enfants et les infirmes, l'éducation gratuite : c'est le programme même des mesures de transition préconisées par le *Manifeste* (§ 53), que l'on adaptait à la révolution allemande.

Mais comment y intervenir efficacement ? Non point par l'incursion brusque d'une *légion allemande*, comme l'avait formée, à Paris, Herwegh, selon l'ancienne tactique mazziniste. La conduite du gouvernement français républicain envers ces légions polonaises, allemandes, italiennes, espagnoles et belges qui toutes avaient une patrie à délivrer, fut, dès le début, suspecte. On tolérait à Paris les déploiements armés, les exercices au Champ-de-Mars. On assurait à ces légions révolutionnaires le gîte d'étape, quand elles se dirigeaient sur la frontière de

leur pays natal ; et, les dirigeant, par des routes connues, sur des points où les attendaient en force les armées ennemies, par une complicité accompagnée ou non de négociations et dont le souci mesquin fut uniquement de débarrasser le territoire français de ces réfugiés turbulents, en fait, on les livra à la réaction étrangère. Marx et Engels dénoncèrent ce danger, que l'échec du coup de main de Herwegh dans le pays de Bade démontra, plus tard, trop réel. Au lieu de l'incursion mazziniste, ils préférèrent conseiller l'infiltration individuelle et la collaboration individuelle, par la propagande et par l'émeute, aux mouvements des régions diverses.

Les événements ont montré, comme l'a dit Engels, que la *Fédération communiste* avait été « une excellente école d'activité révolutionnaire ». Dans tous les centres d'insurrection, des marxistes se levèrent avec cette énergie consciente qui faisait d'eux « la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays » (§ 34). L'un des personnages qui eurent le plus d'influence sur le mouvement berlinois dès les barricades de mars 1848 fut ce Stéphan Born, dont nous savons qu'il se forma au groupe marxiste de Bruxelles. Aucun homme n'a plus contribué que ce simple typographe, aussi habile tacticien que brave combattant, à vulgariser le plan marxiste de constituer les ouvriers en parti, en classe [1]. Il imagina une grande fédé-

1. V. son discours du 6 avril 1848, dans Wolff. *Berliner Revolutionschronik*, t. I.

ration nationale des travailleurs, à base syndicale, dont les délégués, réunis en parlement ouvrier, représenteraient la classe ouvrière devant les autorités. Il réunit de telles assemblées de délégués ouvriers, dont les discussions furent remarquées par leur vivacité, leur ampleur et leur dignité. Elles fournirent un *comité central berlinois*, à l'image du comité central marxiste, qui discuta des projets, et référait de ces projets aux assemblées de délégués, puis de celles-ci aux groupes et aux syndicats. L'activité fut vive d'avril à juin 1848. Hambourg et Leipzig formèrent des comités centraux avec une organisation hiérarchisée et élective pareille. Ailleurs, du moins eut-on des *Arbeitervereine* de propagande.

L'histoire de l'*Arbeiterbund* de Born n'est pas à faire ici. Elle serait longue. Mais, partout où Born se montra, il fit introduire, partiellement au moins, les revendications du *Manifeste* et la circulaire du *comité central* parisien.

Le *congrès des artisans*, réuni à Berlin le 18 juin 1848 sous sa présidence, ne se sépara point sans avoir demandé le droit au travail, le droit de vivre pour les invalides, une répartition de l'impôt plus conforme aux intérêts de la classe ouvrière, et notamment l'impôt progressif, la limitation du droit d'héritage, l'instruction gratuite, la commandite de l'Etat pour les associations ouvrières commerciales et industrielles. Les articles de ce programme sont autant d'emprunts à la circulaire marxiste ; et le cri même qui le termine : « Travailleurs *et frères*, unissons-

nous ! », en dépit de l'intention conciliatrice reconnaissable, trahit clairement son origine[1].

Des congrès de districts en grand nombre vulgarisèrent cette doctrine. Un mouvement coopératif, comme l'Allemagne n'en a plus revu de pareil avant l'époque contemporaine, et que la réaction de 1853 seule réussit à écraser, marcha de pair avec l'organisation politique[2]. En quelque lieu que les libertés publiques fussent menacées, le comité central de l'*Arbeiterbund* offrait des armes, des bras, des fonds. Il mit sa caisse à la disposition de l'Assemblée nationale prussienne menacée, le 22 novembre 1848. En Saxe, au pays de Bade, la fédération ouvrière fournit les agitateurs et les chefs de la révolution. N'est-ce pas Born qui commanda à Dresde, lors du soulèvement de mai 1849, et, après avoir tenu quatre jours contre l'armée prussienne, sut faire évader les débris de son corps d'insurgés par la Bohème, et les sauver pour la révolution badoise ?

Cependant le centre de la résistance fut le pays rhénan. Marx y était accouru dès le début de 1848. Il y fit revivre, mais plus agressif encore et mieux armé, son ancien journal, appelé cette fois *Neue Rheinische Zeitung*, et dans une admirable campagne, du 1er juin 1848 au 19 mai

1. V. Schlueter. *Neue Zeit*, 1885, p. 120 sq.

2. Engels, dans sa préface aux *Enthüllungen* de Marx, n'a certainement pas rendu justice à cette organisation de Stephan Born. C'est ce que reconnaît Mehring lui-même, dans *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie*, t. II, p. 559. V. aussi les *Erinnerungen* de Born, 1898.

1849, avec Bürgers, Dronke, Engels, Wilhelm Wolff, Ferdinand Wolff, fit à son journal, le plus magnifiquement écrit dont ait jamais disposé la cause prolétarienne, un renom mérité de science approfondie, de sens politique, de hauteur morale et de virulence révolutionnaire.

Mais, selon la tactique préconisée par le *Manifeste,* les marxistes, trop peu nombreux, ne s'isolaient point. Ils entraient dans les organisations des partis les plus voisins, essayaient de les tirer à eux. Comme Stephan Born, dans le Nord, avait groupé dans une fraternité ouvrière, évidemment un peu lâche, réuni dans des congrès, sans doute mal orientés, des artisans auxquels, à force d'éloquence, il faisait adopter presque tout le programme marxiste, ainsi Marx et son groupe entraient dans les *congrès démocratiques* qui se tenaient alors dans la région rhénane.

Il y en eut un dès juin 1848 à Francfort-sur-le-Mein, qui projeta la fusion de la démocratie bourgeoise et du prolétariat. Bien que la direction en appartînt à de purs radicaux tels que Julius Frœbel et Rau, à des socialistes philosophes tels que Kriege, l'adversaire récemment combattu, Moll et Schapper ne dédaignèrent pas d'y siéger ; et, avec eux, Marx lui-même et Becker figurèrent dans le comité local de Cologne[1]. Sans doute ils n'y purent pas rester, lorsqu'au congrès d'octobre Weitling et Ewerbeck laissèrent passer l'influence à la bour-

1. Mehring. *Nochmals Marx und der wahre Sozialismus.* Neue Zeit, 1895-96. t. II.

geoisie. Ils réunirent un congrès mi-partie démocrate et communiste, qui siégea à Cologne en août 1849. On agita le pays. A Wœringen, une réunion tenue le 17 septembre et où parlèrent Engels, Schapper, Wilhelm Wolff et un jeune orateur inconnu, Ferdinand Lassalle, réclama la « République rouge ». Des barricades s'élevèrent à Cologne le 25 septembre, quand on voulut arrêter Becker, Schapper, Wilhelm Wolff et Moll[1]. En novembre, quand vint la crise des libertés parlementaires, quand l'Assemblée nationale de Berlin refusa l'impôt, le journal de Marx appela aux armes; le comité démocratique, où il siégeait avec Schapper et Schneider, exigea d'urgence les mesures suivantes: 1° le refus des impôts; 2° la convocation immédiate du *Landsturm* et l'armement gratuit du peuple par les communes; 3° la création de comités de salut public dans chaque commune. Ce fut cet appel qui amena Marx et ses deux coaccusés devant la cour d'assises de Cologne, le 9 février 1849, et il prononça alors le discours retentissant où il établit la théorie réaliste de la révolution.

Cependant, à Düsseldorff, le jeune disciple de

1. Nous savons par V. Zenker. *Die Wiener Revolution 1848* (1897), que Marx, dans l'intervalle (du 28 août au 7 sept. 1848) était allé faire une tournée de conférences à Vienne. Les résumés que font de ses discours les journaux viennois attestent qu'il développa les idées de son traité *Salariat et Capital*. Il ne fut pas compris, et il rencontra, pour faire échouer sa propagande, l'adversaire habituel: le *socialisme philosophique*, représenté, cette fois, par Hermann Jellinek. D'où le mépris avec lequel Marx a toujours parlé de la révolution viennoise.

Marx, Lassalle, fomentait la résistance armée et ne succomba que devant la garnison trop forte. A Elberfeld, où Engels siégeait dans le comité de sûreté publique, les troupes (un bataillon d'infanterie, un escadron de uhlans et deux pièces de canon) furent expulsées de la ville, et Engels ne déposa le pouvoir que sur l'ordre du comité apeuré par les supplications d'une bourgeoisie qui redouta l'avènement immédiat de la « République rouge ». Dans la Révolution badoise, Willich, Johann Philipp Becker, Engels, le jeune Liebknecht, les débris du corps ouvrier de Stephan Born, combattirent; et c'est devant Rastatt, sur la Murg, que tomba l'horloger Joseph Moll.

*
* *

Une marée de réaction brutale passa sur l'Allemagne. Les vaincus de la Révolution badoise, saxonne et rhénane se dispersèrent dans tous les pays de l'Europe. Ils furent persécutés souvent. La Suisse à elle seule expulsa environ 11.000 réfugiés allemands. Quelquefois la persécution fut odieuse de la part des gouvernements radicaux, dont plusieurs, comme à Lausanne, avaient dû à l'effort des ouvriers allemands leur victoire. Il y avait alors en Suisse environ vingt-quatre groupes ouvriers. Le jeune Wilhelm Liebknecht, en février 1850, essaya de les grouper au congrès de Morat. On arrêta tous les mandataires; on en expulsa 296.

Le reste fut mis sous la surveillance de la police.

A Londres cependant un comité de réfugiés marxistes se reforma[1], l'automne de 1849. Il y entra Marx et Engels, Conrad Schramm et Willich, un peu plus tard Carl Schapper, détenu à Wiesbaden, et Liebknecht. Le premier acte du Comité central reconstitué fut une allocution à la Fédération communiste, datée de mars 1850. Cette allocution décrivit la situation de la Fédération, son rôle dans la révolution passée, et définit sa tactique pour la révolution à venir que l'on s'obstinait à espérer pour la fin de l'année 1850. Le Comité se félicita, un peu à tort, de la philosophie adoptée dans le *Manifeste communiste*, et qui, dans le fait, n'y apparaissait pas sans incohérence. Il était certain que dans la Révolution allemande de 1848, le parti démocratique seul s'était organisé. Les ouvriers n'avaient pas encore su se constituer en parti de classe. Même les marxistes, perdant le contact de l'autorité centrale, s'étaient éparpillés, et leur énergie n'avait pu empêcher la révolution de s'inféoder à la démocratie bourgeoise, qui les avait trahis dès que sa crainte des revendications prolétariennes fut plus forte que la crainte de l'absolutisme. C'est une faute qu'on se promettait de ne pas refaire.

Les petits bourgeois, une fois atteint leur idéal de gouvernement qui se réduisait à une

1. V. Marx. *Herr Vogt*, p. 39. — Engels. Préface aux *Enthüllungen über den Kommunistenprozess*, p. 14.

diminution de la bureaucratie, à une répartition nouvelle des impôts plus onéreuse pour les grands propriétaires, à une réorganisation du crédit public, à une législation sur l'héritage capable d'affaiblir la puissance du capital et à quelques mesures contre le chômage et le trop bas salaire, demandaient à clore la révolution. Ces revendications ne pouvant suffire aux ouvriers, il fallait qu'ils rendissent permanente la révolution. Il s'agissait, non pas de diminuer l'antagonisme entre les classes, mais d'abolir les classes ; non pas de changer la répartition des propriétés privées, mais de supprimer la propriété privée. Il n'était pas douteux que la démocratie des petits bourgeois n'eût pour quelque temps la prépondérance que lui assuraient ses effectifs énormes et son organisation politique ancienne. Il importait donc de savoir quelle attitude prendraient envers elle le prolétariat et la Fédération communiste : 1° dans l'attente de la révolution proche ; 2° pendant la révolution, qui donnera la prépondérance aux petits bourgeois ; 3° après la révolution, au temps de leur suprématie.

1° Dans l'attente de la révolution proche, les démocrates, vaincus comme les ouvriers dans le mouvement de 1848, tendent la main aux ouvriers. Ils préconisent un grand parti d'opposition, où, à cause de l'infériorité numérique des ouvriers organisés, le prolétariat devra momentanément faire taire ses revendications propres. Il faut repousser cette alliance. Une organisation à la fois secrète et publique des

ouvriers devra s'employer à discuter et à faire triompher leurs intérêts de classe. Il peut y avoir entente momentanée et marche convergente contre les mêmes ennemis sur le champ de bataille, non pas compromission acceptée avant le combat.

2° Pendant la révolution, les ouvriers auront pour ligne de conduite la méfiance. Ils demanderont des garanties pour les travailleurs toutes les fois qu'un gouvernement démocratique sera en voie de se constituer. A côté des gouvernements officiels, ils créeront des gouvernements révolutionnaires, des conseils municipaux ou des clubs, qui terroriseront les autorités, exerceront un contrôle plein de menaces, avec les masses profondes des ouvriers derrière eux. Ces masses ouvrières seront organisées et armées, dès que la démocratie bourgeoise sera victorieuse. Car, sitôt victorieuse, elle recommencera à trahir. Une garde prolétarienne, commandée par un état-major élu par le prolétariat et placée, non pas sous l'autorité de l'Etat, mais sous l'autorité des conseils municipaux prolétariens, veillera à ce qu'aucune garde nationale ne puisse recommencer une bataille de juin contre le prolétariat.

3° Dès que la bourgeoisie démocratique sera maîtresse du pouvoir, elle réunira une Assemblée nationale. Il faut qu'une organisation rapide des clubs ouvriers dans un congrès immense et dans des manifestations armées obtienne des pouvoirs publics que tous les ouvriers aient droit de vote, et, une fois en posses-

sion du suffrage, qu'ils opposent à toute candidature bourgeoise une candidature ouvrière. Le conflit légal avec la bourgeoisie portera sur les points suivants : *a*) la suppression de la féodalité ; *b*) la république fédérative ; *c*) les mesures sociales.

a) Il est à prévoir que la démocratie demandera la parcellation des domaines féodaux. Elle laissera subsister un prolétariat agricole et créera une classe de petits paysans sur le modèle des petits bourgeois. — Le parti ouvrier demandera que les domaines confisqués restent propriété nationale, servent à fonder des colonies ouvrières, où le prolétariat rural appliquera les méthodes de l'exploitation collective. — *b*) La démocratie demandera la république fédérative. Elle paralysera ainsi la législation prolétarienne. — Le parti ouvrier ne sera pas dupe de la phraséologie qui, en glorifiant le *selfgovernment*, songe à préparer la réaction. Il demandera une république une et indivisible, une centralisation très forte, qui universalise les concessions sociales obtenues de l'autorité législative. — *c*) Les démocrates essaieront de réformer et non de révolutionner l'état social. — Le parti ouvrier devra les contraindre à concentrer entre les mains de l'Etat le plus grand nombre possible de forces productives, de fabriques, de chemins de fer. Il poussera à bout, dans le sens révolutionnaire, les mesures économiques de la démocratie. Si les petits bourgeois proposent le rachat des chemins de fer et des fabriques, les ouvriers en demanderont la

confiscation. Si les démocrates proposent l'impôt proportionnel, les ouvriers réclameront l'impôt progressif. Si les démocrates acceptent une progression lente, les ouvriers pousseront à une progression formidable. Si les démocrates organisent la liquidation des dettes de l'Etat, les ouvriers demanderont la banqueroute de l'Etat. Ce sera là la « révolution en permanence ». Mais, corrigeant sur un point la tactique du *Manifeste* (§ 77), qui prescrivait aux communistes de diriger leur attention sur l'Allemagne ; corrigeant aussi le discours prononcé par Marx à Londres, le 29 novembre 1847, qui imaginait que le combat décisif entre le prolétariat et la bourgeoisie commencerait en Angleterre, c'est de la France à présent que le comité marxiste attend l'initiative et la victoire révolutionnaire immédiate.

C'est le dernier manifeste doctrinal lancé par le parti communiste. La circulaire de juin 1850 dresse le bilan d'une agitation finissante et stérile. Des émissaires avaient été chargés de rétablir avec l'Allemagne et avec la Suisse les relations rompues. Le cordonnier Heinrich Bauer sut renouer le lien fédéral entre Cologne, Francfort-sur-le-Méin, Mayence, Hanau, Wiesbaden, Hambourg, Schwerin, Berlin, Gœttingen, Breslau, Liegnitz, Glogau, Leipzig, Nuremberg, Munich, Bamberg, Würzbourg, Stuttgart et Bade. Adolphe Maïer, envoyé en Suisse, fédéra autour de la Chaux-de-Fonds quelques communes.

Une difficulté capitale en Suisse fut la *Centra-*

lisation révolutionnaire, société rivale formée à Zürich. Les chefs de l'ancienne révolution badoise, Johann Philipp Becker et Sigl, la présidaient. Mais les plus timides démocrates du Palatinat y fraternisaient avec les marxistes les plus outranciers. Une grande confusion naquit lorsque cette société secrète, simultanément avec la Fédération communiste, envoya des émissaires à Bruxelles, à Paris et en Allemagne. Plusieurs groupes devinrent hésitants. La *Centralisation révolutionnaire*, sans doute, faisait adhésion au *Manifeste communiste*, offrait aux marxistes de marcher de front avec eux, sans se fondre avec eux et sans les combattre. Fallait-il accepter l'alliance ainsi offerte ? Le Comité de Londres crut devoir s'y refuser[1].

C'était déjà une mésintelligence regrettable entre les combattants de la veille. La maladresse des chefs badois la rendait nécessaire. Mais une scission plus grave se préparait dans la Fédération communiste elle-même.

La circulaire du Comité central datée de mars 1850, bien qu'elle fût signée de Marx, manifestement ne répondait plus à ses idées. A mesure qu'il étudiait l'histoire économique des dix années écoulées, une évidence se faisait en lui. C'est que la révolution, issue de la crise économique de 1847, prenait fin avec cette crise. Il n'y avait plus à espérer de succès révolutionnaire avant une crise nouvelle. « Une

1. Marx. *Enthüllungen über den Kommunistenprozess zu Kœln*, p. 84.

révolution n'est possible que dans les périodes où les *forces* de production modernes entrent en conflit avec les *formes* de la production bourgeoise. » Or les années qui suivirent 1848 furent marquées par une prospérité industrielle sans égale. Il manquait à la révolution projetée la première de ses conditions : un prolétariat acculé au chômage et disposé à combattre. Marx mûrit en lui cette opinion et finit par l'exprimer[1]. Il ajoutait que, même en cas de révolution, le prolétariat ne serait pas prêt à prendre le pouvoir. Aussitôt les mystiques de la révolution et les sentimentaux sans critique de se déclarer ses ennemis.

Willich, qui fut de ceux-là, en vint à soutenir que, pour Marx et sa clique, « les ouvriers étaient des zéros ». Des scènes violentes les mirent aux prises. Carl Schapper, récemment débarqué, se joignit à Willich. Pour en finir, la majorité marxiste, où figuraient Engels, Schramm, Liebknecht, H. Bauer, Eccarius et Pfænder, décida, le 15 septembre 1850, que le Comité central était transporté à Cologne. Elle déclara abolis les statuts de la Fédération et chargea le Comité central futur d'en proposer d'autres. Willich alors, avec ses adhérents Schapper, Frænkel et Lehmann, quitta la séance, en appela aux électeurs du cercle de Londres et constitua un Comité central londonien entièrement composé de ses partisans.

1. K. Marx, *Die Klassenkämpfe in Frankreich 1848 bis 1850*, p. 103.

Cependant la commune de Cologne forma une nouvelle autorité centrale marxiste. Ce Comité sans doute reprocha aux deux fractions en litige leur conduite illégale, puisqu'aucune d'elles n'en avait appelé au congrès. Mais, au lieu de refaire l'unité, il excommunia les sécessionnistes.

Il n'importe que le Comité nouveau ait adopté de nouveaux statuts qui n'eurent pas le temps d'être appliqués; ni que les Suisses aient fait une tentative de conciliation, en mars 1851, qui fut repoussée par Cologne. Les deux partis étaient condamnés à disparaître. Un émissaire du Comité de Cologne, Nothjung, fut arrêté à Leipzig le 10 mai 1857, et son arrestation fut le point de départ de ce *procès des communistes* de Cologne, où comparurent douze marxistes, prévenus de haute trahison. Six d'entre eux furent condamnés, Rœser, Bürgers et Nothjung à six ans de forteresse; Karl Otto et Hermann. Becker à cinq ans; le tailleur Lessner à trois ans de la même peine. Le poète Freiligrath s'était soustrait à la condamnation par la fuite.

Ce procès marque la dissolution du premier parti communiste allemand. La fraction Willich, dissidente, eut la faiblesse coupable de se faire complice des policiers par des témoignages et plus encore par des réticences. Hentze, Hætzel, Steingens, du parti Willich, figurèrent au procès non pas comme accusés, mais comme témoins à charge. Moses Hess et Carl Schapper, par leur silence, laissèrent peser sur les marxistes des soupçons qu'une parole d'eux eût

dissipés[1]. Le tout pour durer quelques mois de plus. Car, en 1853, c'en fut fait aussi du parti Willich-Schapper. Ainsi périt dans les convulsions de la haine et dans les discussions d'un vain purisme doctrinal ce parti communiste qui le premier avait écrit au bas de son manifeste : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* Rien ne prouve plus sûrement que cette rivalité haineuse la justesse des appréciations de Marx et que le parti ouvrier n'était pas prêt à la révolution. Mais des partis plus récents, en d'autres pays, auraient profit à méditer la leçon des événements d'alors.

1. Marx. *Enthüllungen über den Kommunistenprozess zu Kœln*, p. 56.

COMMENTAIRE

Il apparaît assez, par l'*Introduction*, que Marx et Engels ont le droit d'appeler leur Manifeste un « document historique » (préface de 1872). Mais c'est un document obscur. Comment se fait-il qu'il agisse encore sur les ouvriers d'aujourd'hui ? On se l'explique à peine, tant il est difficilement intelligible. La doctrine, dont il est l'exposé trop dense, offre plus d'une difficulté ; et il abonde en allusions à des faits dont la connaissance, familière aux ouvriers de 1847, est devenue rare aujourd'hui, même parmi les hommes cultivés.

Le présent commentaire, tout en demeurant populaire, voudrait éclaircir toutes les allusions et tenter quelque chose pour lever les difficultés de doctrine. Il suivra pas à pas, et en observant la division en paragraphes qui avait été adoptée pour le texte, la marche même du *Manifeste*. Chaque paragraphe du texte trouvera ainsi, dans le paragraphe correspondant du commentaire, la glose destinée à l'éclaircir ; chaque paragraphe du commentaire, sous le paragraphe correspondant du *Manifeste*, le texte destiné à le justifier.

1. Ce *Manifeste*, tout d'abord, le Congrès communiste, et avec lui Marx et Engels, qui parlent en son nom, le motivent. La publication qui en est faite marque une ère nouvelle du mouvement prolétarien. Les adversaires, dans le cauchemar où ils vivent du communisme, n'en connaissent ni les visées ni la force. Il s'agit de leur en faire voir l'aspect réel et le danger, qui n'est pas où ils le cherchent. Le communisme nouveau n'est pas un « spectre » qui hante les ténèbres. Il ne trame pas de conspirations. « Conspirer, disaient dès 1834 les républicains eux-mêmes, avec Raspail, c'est le fait de la minorité[1] ». La révolution sociale sera le « mouvement spontané de l'immense majorité » (§ 29). Elle fera désormais publiquement sa propagande et la mobilisation de ses forces.

Elle aura raison de la résistance des adversaires par la force de ce mouvement spontané et irrésistible. Les « policiers allemands » qui ont empêché le *Journal allemand de Bruxelles* d'entrer en Allemagne, qui ont traqué jusqu'en Suisse les groupes de la *Fédération des Justes*, incarcéré Weitling et obtenu de la France, après la suppression du *Vorwärts*, l'expulsion brutale de Marx, seront impuissants à arrêter la commotion en quelque sorte géologique par laquelle « le prolétariat, couche inférieure de la société présente, se soulèvera » (§ 29). Les radicaux français, même préoccupés de réformes

1. V. Tchernoff. *Le parti républicain sous la monarchie de Juillet*, p. 259.

sociales, ont beau s'écrier avec Ledru-Rollin : « Je hais les communistes ! » et soutenir avec Armand Marrast que le communisme se préoccupe surtout d'améliorer la situation matérielle des travailleurs, sans relever leur dignité en les faisant libres politiquement [1], ils ne le discréditeront pas.

Parmi « les puissances constituées de la vieille Europe », celles qui ont le mieux compris l'essence du mouvement nouveau, ce sont d'abord le pape et Metternich. Il n'est pas excessif de dire que Pie IX, arrivé au pontificat en 1846, et Metternich, le vieux ministre autrichien, que la révolution viennoise de 1848 allait chasser, se sont fait de la révolution sociale la conception même de Marx. Cette conception, c'est qu'on ne fait pas à la révolution sa part. L'absolutisme est un état d'équilibre dont on ne peut ni déplacer la base ni changer les éléments, faute de quoi l'état social entier descend sur la « pente » des révolutions jusqu'au bout. « Le vrai mérite d'un homme d'Etat consiste donc, disait Metternich, dans le talent d'épargner au pouvoir la nécessité suprême de faire des concessions [2]. » Car on ne voit pas le terme des concessions une fois commencées, et elles mènent, par un enchaînement continu, à la ruine des empires. Mais le malheur « au-dessus duquel on ne peut rien imaginer », c'est l'intrusion du socia-

1. Tchernoff, op. cit., pp. 153, 165.
2. Metternich. *Mémoires*, t. VIII, p. 582.

lisme et du communisme. « Car le dernier danger qui puisse menacer la société humaine, c'est celui de son entière dissolution [1]. »

Ainsi pensait aussi Pie IX, arrivé à la papauté en 1846, et, bien qu'en 1847 il fût encore dans cette première période de popularité où il faisait, sous l'inspiration de Guizot et de Rossi, de timides essais de « juste milieu » dans l'Etat pontifical, la chute de Louis-Philippe le rejeta bientôt dans la politique absolutiste. L'encyclique de 1849, où le communisme est condamné comme « pestilentiel », dévoile sa pensée dont désormais il ne se départira plus.

Nul doute que cette pensée absolutiste, par son intelligence exacte de la marche des faits, ne soit plus respectable que celle de Guizot. Ce dernier avait pour le communisme le même mépris que Metternich. Il soutenait que « pour assurer à tous les individus humains la répartition égale et incessamment mobile des biens et des plaisirs de la vie, *la République sociale fait descendre les hommes au rang des animaux* » ; qu'elle est « la dégradation de l'homme et la destruction de la société [2]. » Il pensait, comme Metternich, que « les classes diverses qui existent parmi nous et les partis politiques qui leur correspondent, sont des éléments naturels, profonds de la société [3] », et justement

1. Metternich. Lettre à l'archiduc Jean, 10 juillet 1848. *Mémoires*, t. VIII.

2. Guizot. *De la Démocratie en France*, 1849, pp. 60-62.

3. Ibid., p. 105.

pour cela ils ne doivent pas espérer s'entredétruire dans une lutte nécessairement sans issue. Mais Guizot espérait, chimériquement, la pacification par un procédé « de rapprochement et de concentration », qui représente dans le gouvernement de l'État tous les intérêts du pays, et dans la forme du gouvernement toutes les formes de gouvernement possibles : l'absolutisme par l'unité du monarque héréditaire, l'aristocratie par la pairie héréditaire et la démocratie par une assemblée qui représente, selon une hiérarchie exacte des mérites sociaux, le peuple entier. Il espérait faire en sorte que la démocratie montante « trouvât partout des issues et rencontrât partout des barrières[1] » ; et ainsi, sans la supprimer, il voulait la contenir et la régler.

C'est la besogne que Metternich et Pie IX déclaraient vaine entre toutes ; Marx, avec eux, pensait qu'on n'arrête pas la révolution, et les concessions qu'on lui fait, loin de la désarmer, la précipitent. Mais Marx ajoute que la bourgeoisie elle-même travaille à sa propre défaite et à la victoire du prolétariat.

I

BOURGEOIS ET PROLÉTAIRES

2. *La lutte des classes.* — Tout l'effort critique de la doctrine marxiste consiste à expliquer

1. Ibid., p. 124.

l'*existence d'un prolétariat*. Ce fait précis une fois expliqué, des conséquences s'en déduisent sans effort, touchant le déséquilibre social actuel et la manière de rétablir un équilibre social futur. Mais, en essayant de donner cette explication spéciale, Marx et Engels avaient trouvé une méthode générale d'explication, une sociologie. A l'origine de la division sociale des classes, il y a la forme de la production économique. La condition sociale d'un chacun dépend de la place qu'il occupe dans cette production. L'ensemble des hommes de la même condition forme une *classe*. Ces classes en présence, et qui ont dans la production une place différente, qui leur assigne aussi dans la répartition des parts inégales, entrent en lutte à cause de ces intérêts en litige. L'histoire politique et intellectuelle tout entière n'est pas autre chose que cette lutte des classes. C'est l'aphorisme qui ouvre le *Manifeste* (§ 2), et que Frédéric Engels donne, avec les raisons sociologiques où il se fonde, pour une « propriété unique et exclusive » de Marx (Préface de 1883, p. 8).

L'affirmation d'Engels, présentée avec cette raideur, ne laisse pas de soulever des objections. Loin d'être neuve, cette philosophie qui découvre que tout le contenu de l'histoire est une série de luttes de classes est une des parties les plus vieilles de la tradition socialiste.

N'avait-elle pas été très vivante dans cette *Fédération des Bannis*, où Théodore Schuster l'avait exprimée éloquemment ; et dans la *Fédé-*

ration des Justes, au nom de laquelle Weitling l'avait prêchée[1] ? Nous ne devons pas oublier que le Congrès communiste, qui donna mandat à Marx et à Engels de rédiger leur *Manifeste*, a recueilli l'esprit de ces fédérations dissoutes. Mais les Bannis, affiliés à la *Société des Droits de l'Homme*, et les Justes, affiliés à la *Société des Saisons*, étaient imbus comme ces sociétés françaises de la tradition babouviste.

Le *Manifeste des Egaux* avait stigmatisé dès 1796 le scandale qui fait qu'à travers toute l'histoire « la très grande majorité des hommes travaille et sue au service et pour le bon plaisir de l'extrême minorité ». Il avait réclamé avec emphase que disparussent « les distinctions révoltantes de riches et de pauvres, de grands et de petits, de maîtres et de valets, de gouvernants et de gouvernés ». Et ce *Manifeste*, prototype de tous les manifestes socialistes et du *Manifeste communiste* lui-même, Buonarroti l'avait réédité dans son livre de la *Conspiration pour l'Égalité, dite de Babeuf* (1828), qui fut le catéchisme des partis révolutionnaires sous Louis-Philippe[2]. C'est Buonarroti encore, qui dans son résumé des doctrines du comité babouviste qui se réunissait chez Amar, peu de temps avant la conspiration, montrait que « jamais société civile ne put faire disparaître de son sein cette foule d'hommes qu'aigrit et rend malheureux l'idée des biens dont ils sont privés. Partout la

1. V. plus haut, p. 25 sqq.

2. Buonarroti. *Histoire de la Conspiration pour l'Égalité*, t. II, p. 133.

multitude rampe sous la verge d'un despote ou sous celle des castes privilégiées... Les plus adroits ou les plus heureux dépouillèrent et dépouillent sans cesse la multitude[1]. » Aussi arrive-t-il un moment où « la révolte des pauvres contre les riches est d'une nécessité que rien ne peut vaincre ».

Les sociétés républicaines, sous le règne de Louis-Philippe, étaient imbues de cette doctrine. Dès 1832, au *Procès des Quinze*, où furent condamnés les chefs de la *Société des Amis du Peuple*, Blanqui avait dit que toutes les luttes politiques se réduisaient à « la guerre entre les riches et les pauvres », et que « les riches étaient les agresseurs, puisqu'ils exerçaient un indigne péage sur les masses laborieuses[2] ».

Mais Blanqui est le révolutionnaire qui eut le plus d'action sur la Fédération allemande des Justes sept ans plus tard[3].

Pourtant la propagande saint-simonienne, qui avait repris avec une force sans égale en 1829 par les conférences où Bazard fit l'exposé de la doctrine, n'avait pas moins vigoureusement marqué la notion de lutte des classes[4]. Bazard usait d'un terme plus abstrait : l'exploitation de

1. Buonarroti, ouv. cit., I, 84.

2. Babeuf, *Tribun du peuple* du 13 vendémiaire, cité par V. Advielle. Histoire de Gracchus Babeuf, t. II, p. 31. — *Procès des Quinze*, 1832, p. 79, et Tchernoff, ouv. cit., p. 261.

3. V. plus haut, p. 23 sq.

4. Bazard. *Doctrine saint-simonienne*, 1854, 6e séance : Transformation successive de l'exploitation de l'homme par l'homme, et du droit de propriété. Maître, esclave. — Patricien, plébéien. — Seigneur, serf. — Oisif, travailleur.

l'homme par l'homme. Mais il touche parfois à la terminologie marxiste elle-même quand il nous montre, dans les premiers stades de l'histoire, « les hommes partagés en *deux classes*, les exploitants et les exploités, les maîtres et les esclaves », quand il montre que « la condition respective où se trouvaient dans le passé les maîtres et les esclaves, les patriciens et les plébéiens, les seigneurs et les serfs... se continue à un très haut degré dans les relations des propriétaires et des travailleurs[1] ».

Le tour oratoire par lequel les conflits sociaux de toutes les époques sont présentés comme le retour du même antagonisme entre classes exploiteuses et classes exploitées devient alors un des procédés coutumiers de la rhétorique socialiste[2]. Le socialisme philosophique allemand, vilipendé par Marx (§ 62-66), n'en a pas moins eu, avant lui, la perception distincte du rôle de la lutte des classes dans l'histoire. « L'histoire, disait Karl Grün, dans son traité *de la Civilisation vraie* (*Ueber wahre Bildung*, p. 22), en 1844, n'a été jusqu'à ce jour

1. Bazard, pp. 114-123.

2. C'est à l'école de Saint-Simon que se rattache l'économiste Blanqui lorsque, antérieurement encore à Bazard, en 1825, il se livre aux réflexions suivantes, signalées par Tcherkesoff, *Pages d'histoire socialiste*, p. 40 : « Je suivis pas à pas les grands événements. Il n'y a jamais eu que deux partis en présence : celui des gens qui veulent vivre de leur travail et celui des gens qui veulent vivre du travail d'autrui... Patriciens et plébéiens, esclaves et affranchis, guelfes et gibelins, roses rouges et roses blanches, cavaliers et têtes rondes, libéraux et serviles, ne sont que des variétés de la même espèce. »

qu'une guerre unique, ininterrompue ; et, dans son essence, une guerre des heureux, des possédants, des vainqueurs contre les malheureux, les déshérités, les opprimés. En Grèce, ces derniers se sont appelés des esclaves et des îlotes, à Rome des esclaves, au moyen-âge des serfs ; en Russie, ils se nomment des paysans, dans l'Amérique du Nord, des nègres ; dans le monde civilisé de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne, ils se nomment des prolétaires[1]. » L'histoire entière s'est faite au milieu de la servitude qui enchaînait les pauvres aux riches. Il s'agit à présent de savoir comment l'histoire se fera dans la liberté de tous, par l'abolition des classes.

Que faut-il garder de l'affirmation pieuse d'Engels qui revendique pour Marx « la propriété exclusive » de la théorie de la lutte des classes ? Il est difficile de la sauver. Elle est un peu contradictoire, puisque F. Engels, avec raison, se vante d'en avoir « approché » lui-même dans son livre sur les *Classes laborieuses en Angleterre* (1845). Le socialisme philosophique, combattu par lui dans le *Deutsches Bürgerbuch* (1845-46), aurait suffi à la lui enseigner. L'observation seule du monde ouvrier anglais lui ouvrait les yeux. Il avait pu discerner la domination « du privilège de la propriété » plus brutale, plus hypocrite qu'ailleurs dans la bourgeoisie d'Angleterre, au regard de qui « les

1. V. David Koigen. *Zur Vorgeschichte des modernen philosophischen Sozialismus in Deutschland.* Berne, 1901, p. 210.

non possédants n'existent que pour être exploités par les possédants ». Et comme Babeuf, comme Blanqui, Engels en était arrivé à penser que « l'abîme entre les classes se faisant de plus en plus abrupt, la guerre des pauvres contre les riches éclaterait et serait la plus sanglante qui ait été jamais faite ».

Cela suffit pour que Marx ne soit ni le seul ni le premier à l'avoir dit.

3. Mais si l'histoire de toutes les époques est une lutte de classes, il s'en faut que cet antagonisme d'abord soit simple. Chacune des classes belligérantes est à son tour divisée par des luttes intestines. Le moyen-âge a eu côte à côte ses grands et petits vassaux, hostiles ensemble aux roturiers, mais ennemis entre eux ; ses maîtres et ses compagnons, qui s'entredéchiraient, malgré les guerres des villes contre les seigneurs ; ses serfs, exploités par tous leurs maîtres, nobles ou roturiers. Il y a eu « une hiérarchie de rangs sociaux multiples » (§ 2).

Mais cela encore Karl Grün notamment l'avait dit. Dans toutes les classes victorieuses, selon Grün, il y a encore des catégories opprimées ; et, parmi les vaincus, il y a encore des exploiteurs d'une multitude plus misérable qu'eux-mêmes. Il y a une organisation complexe des formes d'exploitation [1]. Le difficile serait seulement de savoir si Grün prête ici, ou s'il emprunte à Proudhon qui avait soutenu, en 1843, que la loi

1. Karl Gruen. *Ueber wahre Bildung*, p. 22. V. Koigen, *Zur Vorgeschichte des modernen philosophischen-Sozialismus*, p. 210.

de l'ordre instinctivement réalisée par l'humanité est spécifiée par séries hiérarchisées de besognes, à ce point que chaque nouvelle division du travail, même dans les besognes les plus humbles, crée « un nouveau droit de suzeraineté et de privilège [1] ».

Mais l'idée marxiste a une seconde face. Elle explique comment se sont simplifiés ces antagonismes complexes, jusqu'à se réduire à un seul couple antagonique : la bourgeoisie et le prolétariat. Cette explication est économique. « La différenciation sociale des hommes résulte de la production économique [2] » et se modifie avec elle. Le *Manifeste* esquissera cette évolution.

Il n'y arrivera pas sans artifice. Un schématisme domine cette description : l'évolution économique fait monter à la prépondérance la classe opprimée de l'âge précédent. « Les serfs du moyen-âge engendrèrent les bourgeois des premières communes. » Bien qu'emprunté à Bazard, cela est très inexact [3]. Ni les citoyens des villes gallo-romaines ou italiques du haut moyen-âge ne sont issus de serfs, ni le servage en Germanie même n'est aussi ancien que la classe des paysans libres ; et il y a eu des agglomérations communales d'hommes libres dès les temps germaniques primitifs.

1. Proudhon. *Création de l'ordre*, p. 406.

2. F. Engels. Préface de 1883.

3. Bazard avait dit : « Les communes, c'est-à-dire *les corporations d'industriels autrefois serfs* ». *Doctrine*, p. 466.

Mais la commune une fois admise, dont l'origine est à expliquer autrement que ne fait Marx, le développement de la grande bourgeoisie urbaine par les grandes découvertes maritimes et coloniales, par l'essor du commerce, est décrit par Marx et Engels selon les résultats de la plus récente science historique et sociologique de leur temps.

4. *Le matérialisme historique et la croissance de la bourgeoisie par l'industrialisme.* — Ce serait trop leur demander que de vouloir que ces résultats fussent tous acquis par eux-mêmes. Nulle part sans doute Marx et Engels n'ont eu une peine plus aisée pour se souvenir simplement de ce qu'ils avaient, les premiers, su établir. En leur faisant cette part d'originalité, qui est grande, il ne sera pas exagéré de dire qu'ils doivent beaucoup à Proudhon, à Frédéric List, à Constantin Pecqueur et à son élève Vidal, à Sismondi et à son élève Buret.

L'idée directrice elle-même n'est pas d'eux. C'est banalité, presque, de le dire. L'économiste Blanqui déjà s'était aperçu qu' « il existe entre l'histoire et l'économie politique des rapports tellement intimes qu'on ne peut les étudier l'une sans l'autre, ni les approfondir séparément. La première fournit les faits ; *la seconde en explique les causes*[1] ». Proudhon, dans son livre récent *De la création de l'ordre dans l'humanité*, avait dit : « Les lois de l'économie politique sont les lois de l'histoire ; les sociétés

1. Cité par Tcherkesoff. *Pages d'histoire socialiste*, p. 40.

se meuvent sous l'action des lois économiques et se détruisent par leur violation [1]. » Mais ces lois sont les lois de la production. « Le progrès de la société se mesure sur le développement de l'industrie et la perfection des instruments [2]. » Sans doute Proudhon n'a pas poussé à bout cette idée. Il pense que « l'ordre politique se manifeste le premier et prélude à la création de l'ordre industriel », mais aussi que les sociétés périssent « quand elles font mépris des fonctions industrielles », comme le Sénat romain oublia d'organiser l'agriculture, et Carthage l'industrie [3]. Le problème historique essentiel, « puisque toute société débute par l'antithèse du patriciat et du servage », serait de montrer comment « le prolétariat grandit et supplante à la fin l'aristocratie » ; de dégager *la loi de l'évolution du prolétariat*. « Cette loi complexe ne peut se trouver que dans la science économique [4]. » Proudhon le soutient, mais, selon Marx, le *Système des contradictions économiques* n'a pas apporté cette loi. Marx et Engels à leur tour, en cherchent la « haute et difficile formule ».

Marx pousse à bout la pensée devant laquelle Proudhon avait reculé. C'est l'ordre industriel

1. Cette démonstration a été faite par David Koigen. *Zur Vorgeschichte des modernen philosophischen Sozialismus*, p. 252 sq. — Proudhon. *Création de l'ordre*, pp. 453, 468, 483, 484.

2. Ibid, 386.

3. Ibid, pp. 467-477.

4. Ibid, p. 442.

qui crée tout ordre politique et social ; et l'émancipation politique et sociale du prolétariat se produira par l'industrie ou elle ne se produira pas. La courbe de l'évolution industrielle, une fois déterminée, suffira à déterminer les chances d'affranchissement possible. Mais l'histoire de l'industrie démontre que l'amélioration des moyens de communiquer, en augmentant l'étendue du débouché commercial, amène une amélioration des moyens de produire et réciproquement. La condition sociale, juridique et politique des hommes se définit par la place occupée par eux dans le trafic. Une amélioration générale de la production et du trafic bouleverse donc nécessairement tout l'équilibre social. Il se peut qu'elle atteigne un degré où, comme autrefois le servage, le salariat soit rendu impossible. Si elle se produit, l'affranchissement du prolétariat sera un fait accompli.

Cette théorie, si on veut la qualifier, apparaît comme une conciliation de Constantin Pecqueur et de Frédéric List.

Pecqueur, par son ouvrage *des Intérêts du commerce, de l'industrie et de l'agriculture* (1838) et par son traité *des Améliorations matérielles dans leurs rapports avec la liberté* (1840), est le premier qui ait édifié en France un système complet de matérialisme historique, de même que List en Allemagne dans son traité *de l'Économie politique nationale* (1841). Mais Pecqueur a sur List l'avantage d'une intelligence plus large des questions sociales. La difficulté, que n'effleure pas même List, celle de l'affranchisse-

ment des classes opprimées, Pecqueur pensa qu'elle se résolvait par la répercussion sur tous les rapports d'homme à homme des améliorations apportées à l'outillage humain.

Il s'agissait beaucoup moins, pensait-il, « de la quantité des richesses crées ou consommées » par le fait d'une amélioration technique, que « des changements qu'elle entraînait dans le *mode* de production, de circulation et de consommation ; dans la distribution de ces richesses, dans le mécanisme industriel et l'organisation du travail [1] ». Or ces changements sont toujours dans le sens de la liberté, tant il est vrai que « l'esclavage est incompatible avec le travail » ; et l'histoire démontre abondamment que les peuples les plus actifs industriellement sont aussi les plus libres [2].

Frédéric List, dont le *Système d'économie politique nationale* (1841) offre avec la doctrine de Pecqueur des ressemblances stupéfiantes, avait insisté surtout sur la solidarité qui existe entre les modes de production et les modes de circulation. Mais il ajoutait que les méthodes de production cependant sont décisives ; et telle était l'importance qu'il attribuait aux *forces productives* que l'apparition seule de ce vocable suffit à déceler l'influence de List. Nous donnerons (§ 68) des preuves formelles de cette influence chez Marx. Mais aucune preuve ne la signale plus fortement que cette appari-

1. Pecqueur. *Des Intérêts du Commerce*, pp. 5, 92, 95, 96.
2. Pecqueur. *Des Améliorations matérielles*.

tion même du mot de « forces productives », connu des seuls disciples de List, et que Marx emploie avec tout le cortège d'idées économiques dont, chez List, il s'accompagne.

L'essentiel, pour une société, est, selon List, d'éveiller les « forces productives » dont elle recèle le germe. Il n'y a d'autre différence essentielle entre les civilisations que celle des « forces productives » dont elles usent. Elles sont pastorales, agricoles, commerçantes et manufacturières : et toute leur civilisation, même intellectuelle dépend de ces ressources matérielles dont elles vivent. Mais le plus haut degré de civilisation aujourd'hui accessible à une nation est celui où s'unissent la manufacture et le commerce. Or, c'est là une situation où ne se maintiennent que les nations manufacturières. Celui-là peut commercer toujours qui détient les industries productives, puisqu'il lui suffit pour cela de construire les moyens de transport, et que la perfection des moyens de transport est en raison de l'outillage industriel. Mais on peut toujours évincer du commerce les nations qui se bornent à faire de l'entremise sans fabriquer elles-mêmes : on les évincera d'autant plus sûrement qu'on améliorera plus vite qu'elles le réseau des voies et les véhicules de transport.

Historiquement, dans cette évolution, la création des grandes voies de communication transocéaniques est la première ; et la première bourgeoisie capitaliste est celle des grandes républiques maritimes, des grandes compagnies portugaises, génoises, vénitiennes, han-

séatiques, hollandaises. Mais le débouché accru stimule à son tour la production, tout d'abord celle des marchandises européennes que l'on peut offrir en échange des denrées tropicales ; puis la production industrielle améliore à son tour les moyens de transport ; et c'est de la sorte que l'Angleterre de 1800 à 1841 a dépensé pour ses moyens de transport par voie ferrée et par bateau plus que la totalité des républiques italiennes ensemble durant leur existence.

Ces considérations, Marx les avait reprises dans son *Anti-Proudhon* (1847). La découverte de l'Amérique, les galions d'or et les marchandises coloniales amoncelées stimulèrent, avait-il expliqué, la production jusqu'à ce que les bras vinssent à manquer ; mais quand les machines eurent suppléé aux bras dans une production centuplée, du même coup elles centuplèrent les moyens de communication. « Le fileur put habiter l'Angleterre en même temps que le tisserand séjourne aux Indes orientales ». « La grande industrie, détachée du sol national, dépendit uniquement du marché universel, des échanges internationaux ».[1] On voit là cette réciprocité d'action du commerce et de la production décrite déjà par List.

Cependant ce processus par où l'élargissement des moyens de circulation réagit sur les moyens de production, si Pecqueur et List l'ont constaté, comment s'explique-t-il ? Est-il possible que

1. Marx, *Misère de la Philosophie*. 2e éd., pp. 189, 193, 194.

l'ancienne industrie corporative suffise au débouché universel ? Voilà où Marx et Engels avaient amoncelé les recherches originales, et il leur était apparu qu'un conflit se produit « entre le mode de circulation nouveau et le mode de production ancien ». Il faut bien entendre ce que signifie dans le marxisme cette expression, qui désigne, sous des abstractions qu'elle semble personnifier, des faits multiples et très tangibles. Elle signifie : 1° que les maîtres de corporation sont évincés par les commerçants industriels, par les fédérations d'armateurs; 2° que les nouveaux patrons auront avec leur main d'œuvre des rapports autres que ceux de maîtres à compagnons.

« Ce fut le marchand qui devint le chef de l'atelier moderne et non pas l'ancien maître des corporations [1]. » L'industrie corporative, qu'elle soit urbaine comme celle dont Marx étudie les transformations, ou rurale, comme celle de ces tisserands dont Engels a esquissé la monographie, est *domestique*. Elle suppose un atelier de famille capable de réaliser en totalité son produit, depuis le filage jusqu'au tissage, et capable aussi de subvenir, par quelque agriculture, à la majorité de ses besoins immédiats. Cette population vit dans « une simplicité d'idylle », dans une ignorance candide et pieuse, dans une « soumission patriarcale » devant le *squire* ou devant le patriciat citadin. Elle végète dans la solidité des croyances et dans une robuste

1. Marx. *Anti-Proudhon*. 2e éd., p. 190.

santé physique; mais elle demeure asservie à une élite d'aristocrates[1]. C'est à ce régime que commence à mettre fin l'ère du grand commerce maritime qui à l'atelier substitua la *manufacture*.

C'est le mérite particulier de Marx et un des résultats les plus certains de son livre contre Proudhon[2] que d'avoir établi comment la *manufacture* n'est pas due d'abord à une modification technique de la production. Elle n'est à l'origine qu'un groupement quantitatif nouveau, la substitution d'un grand atelier collectif, de besogne homogène, au petit atelier de famille. Il arrive ainsi que le grand commerçant armateur crée hors ville, hors de la juridiction corporative, des ateliers de tissage pour lesquels il achète encore les filés à l'industrie domestique, tandis que se juxtaposent sous le même toit les métiers jusque là épars dans les chaumières. L'utilité de l'atelier consistait à épargner sur le coulage par la discipline stricte et sur les frais d'immeuble par le travail en commun. Au XVIIe siècle encore, « la manufacture hollandaise connaissait à peine la division ».

L'industrie domestique se défend. A l'activité disciplinée et économique de l'atelier groupé, elle tâche de suppléer par l'ingéniosité d'un mécanisme qui vingtuple la besogne individuelle. Un simple tisserand, Hargreave (1764), crée la *jenny* qui fait mouvoir à la main dix-huit

1. Engels. *Die Lage der arbeitenden Klassen.* 2e éd., pp. 2-3.

2. Marx. *Anti-Proudhon.* 2e éd., pp. 187-191.

bobines. On abandonne l'agriculture pour intensifier le travail d'atelier. Vains efforts. La manufacture juxtapose les *jennys* par batteries, invente de les faire marcher par la force hydraulique, économise ainsi la main d'œuvre, vend à plus bas prix. Dès lors, c'en est fait de l'industrie domestique. Elle émigre de l'atelier de famille. Les bras sont obligés de se vendre à la grande manufacture, et la manufacture, à mesure qu'une analyse plus subtile des procédés permet de les confier à des mouvements mécaniques simples, mais reliés entre eux d'un mouvement continu, à mesure que ce mouvement est à la fois intensifié et discipliné par la vapeur, cède la place à l'usine moderne. Après avoir refoulé les maîtres de métiers, « la petite bourgeoisie industrielle à son tour cède la place aux millionnaires de l'industrie, aux chefs de véritables armées industrielles, aux bourgeois modernes » (§ 4). Ainsi se trouve éliminé l'ancien antagonisme du maître et du compagnon. Il est remplacé par l'antagonisme du bourgeois et du prolétaire... Buret avait déjà démontré dans ce livre de *La Misère des classes laborieuses en France et en Angleterre* (1840), dont le travail d'Engels n'est qu'une refonte et une mise au point, comment les machines substituent définitivement « de vastes ateliers à la petite industrie », et divisent la population en deux classes qui ne se connaissent plus : la classe des capitalistes et la classe des salariés (t. II, p. 165.)

5. *Définition d'une classe dirigeante.* — Le problème historique qui consiste à expli-

quer comment une classe opprimée triomphe de la classe oppressive est résolu dans le cas particulier de la bourgeoisie par les « améliorations matérielles ». Marx reproduit en parlant d'elle la description même que faisait Bazard de l'émancipation progressive de la classe industrielle. Même émancipée de la condition serve antique où les *industriels* demeuraient en dehors de l'association, de la hiérarchie politique, « leur exploitation au moyen-âge encore se continue par les redevances féodales ». Puis on voit les communes, c'est-à-dire les corporations d'industriels autrefois serfs, « faire des progrès rapides dans la carrière de la liberté, acquérir de l'influence sur les affaires publiques, s'introduire dans les assemblées politiques en Angleterre et en France ». Les rapports des chefs politiques avec la classe industrielle se multiplient, « et chacun de ces rapprochements détermine de nouvelles concessions en faveur de l'industrie ». La guerre même est déchaînée quand l'industrie la réclame, étouffée quand l'opinion de la classe industrielle lui est contraire. Le temps est venu « de l'avènement politique de l'industrie ».[1] Saint-Simon l'annonçait, et Marx, qui le suit pas à pas, le constate.

Sans doute, dans cette constatation même, il n'est pas seul. Vidal avait dit avant lui que dans la société présente « le pouvoir est à la discrétion des marchands et des manufacturiers[2] ». Lo-

1. Bazard. *Doctrine saint-simonienne.*
2. François Vidal. *De la Répartition des richesses.*

renz Stein avait écrit un livre profond, bien connu de Marx et estimé de lui [1], où était établie cette thèse que parmi les classes sociales en présence et en lutte, celle-là seule a, en droit public, la prépondérance et est à la fois capable et obligée de prendre le pouvoir, qui l'emporte par la quantité des richesses et par l'espèce de richesse caractéristique d'une époque économique. Mais Marx et Engels les premiers offrent une explication sociologique de ce qui chez Bazard, Vidal et Stein demeure simple aperçu.

Tout d'abord les conditions mêmes de la lutte des classes reçoivent de l'évolution constatée, avant même qu'on l'explique, un éclaircissement. S'il est vrai que cette évolution dure, sans être achevée, il n'y a pas que deux classes en présence. La bourgeoisie « refoule à l'arrière-plan » les autres classes (§ 4), mais elle ne les extirpe pas du coup. Les classes vaincues ont laissé des résidus. Ni la bourgeoisie ni le prolétariat ne sont donc constitués entièrement. Ainsi, à vrai dire, il n'y a jamais dans une société présente qu'une couche sociale qui réunisse toutes les attributions impliquées dans le mot *classe* : c'est la classe dirigeante. Au demeurant, il y a des classes qui montent et des classes qui descendent. Et à proportion qu'elles sont encore loin de la cime du pouvoir ou qu'elles en sont déjà déchues, il leur manque

1. L. Stein. *Der Sozialismus und Communismus des heutigen Frankreich*, 1842, pp. 63, 355. — Sur ce livre, v. les articles de Marx contre Grün dans le *Westphælische Dampfboot* (1845), réédités par Struve (*Neue Zeit*, 1895, t. I).

plusieurs des particularités dont l'ensemble constitue une existence complète de classe. Il y a des classes qui n'atteignent jamais à cet ensemble, soit qu'elles périssent d'une atrophie précoce, soit qu'elles végètent indéfiniment sans réussir ni à triompher ni à mourir. Faut-il penser cependant, comme l'a fait un savant glossateur, que « la théorie marxiste des classes constitue une abstraction [1] ? » Mais comment une abstraction exprimerait-elle ce qui est, selon Marx, le contenu même de toute l'histoire réelle ?

De ces classes, le *Manifeste* en distingue nettement quatre [2] : deux classes ascendantes et deux décadentes. 1° la *bourgeoisie capitaliste* dont l'éclat va croissant (§ 5, 13) ; 2° le *prolétariat*, dont l'oppression déjà engendre la révolte prochainement victorieuse (§ 15, 29, 32) ; 3° la *noblesse féodale*, partout réduite à la défen-

1. G. Sorel. Préface au *Socialisme* de Colajanni, p. 8.

2. Sur le nombre même des classes, Marx a varié. Dans *Der achtzehnte Brumaire* (3e éd., 1885, pp. 97, 101, 102), il énumère pour la France : 1° les paysans ; 2° la petite bourgeoisie ; 3° l'aristocratie foncière ; 4° la bourgeoisie capitaliste ; 5° le prolétariat. Dans la *Lutte des classes en France*, 1848-50, il remarque que la bourgeoisie capitaliste se scinde à son tour en fractions hostiles : les *financiers* et les *fabricants*. Le livre sur *La Révolution et la Contre-Révolution en Allemagne* ajoute la noblesse féodale, et divise la classe paysanne en gros et petits paysans, distincts à leur tour des serfs et des ouvriers agricoles. Nous ne croyons pas qu'on puisse, avec M. Sorel, appeler l'armée, la bureaucratie et le clergé *des classes*. Les fonctionnaires ne sont que des fondés de pouvoir du gouvernement, qui est lui-même une « délégation de la classe dirigeante ». Ils sont, par leur situation, des bourgeois ou des salariés.

sive, et ruinée en France (§ 6, 55) ; 4° la *petite bourgeoisie* y compris les artisans et les paysans (§ 18, 60, 61), qui succombent dans la concurrence industrielle moderne.

Ce qui fait la séparation nette entre ces collectivités d'hommes et fait leur individualité de classe, c'est leur place différente dans la production, « leur manière de vivre, leurs intérêts, leur culture diverse [1] ». Mais plusieurs de ces classes, comme les paysans ne sont pas néanmoins une classe entièrement développée, parce qu'il ne suffit pas d'additionner les hommes de même condition, « comme des pommes de terre dans un sac ». L'identité des intérêts n'ayant engendré chez les « paysans aucune solidarité, aucun lien national, aucune organisation politique », ils ne forment pas, en ce sens, une classe. Une classe arrivée au terme de sa croissance serait donc remarquable : 1° par la *solidarité ;* 2° par le *lien national ;* 3° par l'*organisation politique*. Elle aurait une conscience de classe unique et une action de classe unifiée. Or il n'y a qu'une classe au monde qui réunisse tous ces caractères, dont elle s'est enrichie par une ascension lente, à coups de révolutions, la bourgeoisie capitaliste.

La conscience même n'est que l'orientation des hommes dans l'*action ;* et cette action n'est que le réflexe provoqué en eux par les actions préalables de leur milieu matériel et social. Ainsi, à mesure qu'elle est servie par les amé-

1. Marx. *Der achtzehnte Brumaire*, p. 98.

liorations économiques, elle prend conscience aussi du mouvement ascensionnel par lequel elle envahit les couches sociales supérieures, et en refoule les classes frappées de déperdition économique, et cette conscience se fait collective et organisatrice. Elle crée les fonctions politiques destinées à consolider et à étendre le pouvoir une fois conquis. Elle fait choix des hommes dévoués à la classe dirigeante. « Le gouvernement n'est autre chose qu'une délégation qui gère les intérêts de la classe bourgeoise », parce que, sans organisation politique, seule la bourgeoisie n'achèverait pas de se constituer en classe. C'est une leçon qui ne sera pas perdue pour le prolétariat (§ 22-30).

6 et **7**. *La dissolution des sentiments féodaux.* — Comment la bourgeoisie transforme-t-elle le milieu social, une fois qu'elle a touché à la cime du pouvoir et que, avec sa croissance achevée, elle dispose de tous ses moyens ? C'est le sujet des prochains paragraphes, et il n'en est pas de plus instructifs pour fixer la signification du *matérialisme historique*.

L'avènement d'une classe dirigeante nouvelle par le changement du mode de production, est tout d'abord un bouleversement des relations d'homme à homme, une *révolution des sentiments*. L'existence féodale, Engels l'avait déjà dit[1], fut patriarcale et idyllique. L'isolement rural perpétuait le respect du *squire*, du seigneur.

1. Engels. *Lage der arbeitenden Klassen in England*, p. 2 sq.

La plèbe industrieuse des villes elle-même se courbait devant un patriciat. Au sommet, une noblesse, qu'enorgueillissaient ses prouesses de guerre, se reposait de ses coups de force dans l'oisiveté que lui faisaient les redevances féodales et qu'elle embellissait de sentiments chevaleresques. Les chefs de famille roturiers vivaient dans une abondance frugale, qui leur paraissait « respectabilité ». Leur métier, protégé par des règles étroites dans ses débouchés et dans ses procédés, se perpétuait dans ses formes traditionnelles. Ils exerçaient un despotisme paternel sur leur famille et sur leurs ouvriers. Car l'atelier domestique était encore la famille; et leur autorité paraissait sainte. « On ne pensait pas [1] », mais on vénérait de loin ceux qui pensaient : les médecins, les juristes, les prêtres, les savants, les poètes, les artistes. Les occasions d'immoralité étant rares, la probité était commune. Une appréciation très traditionnelle et saine des relations sexuelles faisait à la fois que les amours irrégulières étaient fréquentes et qu'elles comptaient toujours pour préludes au mariage.

Quel changement le capitalisme va-t-il apporter à cette société où la stabilité des formes de production garde les rapports et les sentiments d'hommes immuables ? C'est à Pecqueur que Marx, ici encore, demande conseil; et rien n'est plus instructif au sujet du matérialisme économique. Chez aucun théoricien la préoccupation

1. Engels, ibid.

de l'homme intégral n'est plus forte. Chez aucun il n'est plus constamment affirmé qu'une « amélioration matérielle » est aussi, à tous égards, une altération des relations sentimentales, morales et juridiques entre les hommes et de toute leur mentalité. Mais le *matérialisme historique*, qu'est-il sinon la théorie de la solidarité complète de la théorie et de la pratique, de la mentalité des hommes et de leur activité?

Bazard avait donné comme la caractéristique du temps où nous vivons, l'affaiblissement du sentiment, la dissolution graduelle des liens sociaux, les progrès de l'égoïsme. (*Doctrine*, p. 436). Mais ce que Bazard décrivait, Pecqueur l'explique. En termes éloquents il démontre que « cet écroulement solennel de tout un monde » est amené par le capitalisme[1]; cette société nouvelle où « toutes les croyances sont rejetées, toutes les institutions abattues »; ces bourgeois « fanatiques de leur chose et accoudés sur leurs droits acquis », en qui « la portion expansive et charitable du cœur est atrophiée », qui « calculent les embarras de l'amour et de la paternité », qui « ont perdu le sens des choses sociales et ne retiennent des prescriptions morales que celles qui s'adaptent à l'égoïsme »; cette immense accélération « du mouvement général des choses humaines »[2], il en faisait voir l'origine dans la propagation des forces

1. Pecqueur. *Des Intérêts du Commerce*. I, pp. 283, 288, 292.

2. Pecqueur. *Des Intérêts du Commerce*, I, pp. 291, 322, 360. — *Des Améliorations matérielles*, p. 301.

motrices à vapeur. Il montrait comment c'en était fait de l'endurcissement des facultés du paysan, « de l'entêtement à suivre l'ornière du préjugé ». Une cupidité insatiable s'emparait des âmes, pour qui désormais « pauvreté, c'était vice » et emportait les hommes « dans une fluctuation anarchique et fébrile ». Le tableau est complet, bien avant Marx, de cette moralité bourgeoise qui remplace la soumission féodale par l'ambitieuse concurrence capitaliste, où la respectabilité personnelle s'attache à la richesse seule et devant l'activité prodigieuse de laquelle c'est une « crapuleuse » fainéantise que le loisir aristocratique.

8 et **9**. Mais surtout ce que Marx emprunte à la théorie toute voisine de Pecqueur c'est le tableau de la contamination du monde entier par les méthodes, par la mentalité et la moralité du capitalisme. Le chapitre des « voies de communication », de la course effrénée à la surface du globe, s'il clôt le livre des *Améliorations matérielles*, fait aussi la substance de plusieurs chapitres du livre des *Intérêts du commerce*[1]. Pecqueur montrait comment, par la suractivité nouvelle des voyages au long cours, « chaque peuple se trouverait le fournisseur de tous les autres peuples pour les produits de son sol, de son climat et de son industrie et aussi le marché des productions du globe entier ». Tout le *Tableau du commerce extérieur*, esquissé par Pecqueur, y passe. Comme lui, Marx dépeint la

1. Les chapitres II, III, V, VIII, XI, XXII.

contagion des goûts exotiques suscités par l'importation et devenus, par une imitation durable, des nécessités; l'exaltation des désirs qui « dormaient d'un sommeil léthargique », l'excitation de la puissance laborieuse chez des peuples « voués à la contemplation rêveuse et stérile, au farniente, à l'orgueilleuse oisiveté ». Et où donc la théorie de la *complication du commerce extérieur*, de cette « solidarité générale » croissante, dans laquelle peu à peu les peuples font cause commune, est-elle plus claire que dans Pecqueur[1]?

Les relations cosmopolites se nouent par les voies de communication et par le commerce; mais elles se fortifient par la propagation des idées, des mœurs, des goûts. « Tout se tiendra et tout s'opposera et tout finalement se fondra dans une unité de jour en jour plus pure, la littérature aussi bien que les beaux-arts.... La vérité toute fraîche éclose en un point de la terre ira reluire dans les intelligences avec la vitesse de l'étincelle brillante des éclairs. » Il sera vrai alors que les « barrières de nation à nation seront démantelées », que « tout homme devient citoyen de la terre[2] ».

Œuvre en apparence toute pacifique et que Pecqueur notamment chante avec une onction chrétienne. Mais il sait que cette œuvre pacifique dans ses résultats est sanglante dans ses

1. Pecqueur. *Des Intérêts du Commerce*, I. 227, 289, 292, 301.

2. Pecqueur. *Des Améliorations matérielles*, p. 503.

moyens ; et c'est ce conflit brutal, dont est précédé l'apaisement lumineux de la conscience et de la vie européennes, qui a retenu l'attention d'Engels et de Marx. « Il est *probable*, disait Pecqueur, que les puissances européennes jetteront, s'il le faut, sur l'Asie, des essaims innombrables de soldats pour l'empêcher de mettre obstacle à leur développement industriel et renouvelleront sur mer des luttes sanglantes pour conquérir de nouveaux débouchés[1]. » Ce qui est probabilité pour Pecqueur, devient *nécessité* pour Marx. Mais cette lutte commerciale des nations elles-mêmes ne peut sans doute, comme le disait Pecqueur, « aboutir qu'à accélérer la constitution universelle des sociétés pour le travail et le commerce ». La défensive qui croit élever des murailles travaille ici à la même besogne de nivellement que l'invasion victorieuse. Aucune nation ne peut en effet se faire respecter si elle n'est forte, et elle ne peut plus être forte sans être riche, sans multiplier les moyens de production les plus avancés, dont l'usage est présentement lié au capitalisme. « Les puissances retardataires sentiront donc infailliblement et prochainement que l'imitation prompte s'offre pour elles comme une alternative *d'être* ou de *n'être plus*[2]. » La politique habile qui importe les bons procédés de fabrication et l'égoïsme de quelques-uns qui les

1. Pecqueur. *Des Intérêts du Commerce*. II, p. 365. — *Des Améliorations matérielles*, p. 225.

2. Pecqueur. *Des Intérêts du Commerce*. II, pp. 269, 270. — *Des Améliorations matérielles*, p. 222.

exporte aboutissent aux mêmes effets, « à l'égalisation industrielle et commerciale entre les actions ». Il n'est pas possible de dire plus clairement que Pecqueur comment « la bourgeoisie façonne le monde à son image ».

10. *La souveraineté des villes sur les campagnes.* — Qu'on remarque cependant la différence de Pecqueur et de Marx. Elle est dans la nuance sentimentale autant que dans la marche que Marx suppose aux faits à venir. La bourgeoisie « civilise », il le reconnaît, mais elle exploite. La contagion intellectuelle qui rayonne d'elle est achetée par de l'asservissement brutal ou par une assimilation contrainte. Pecqueur n'a les yeux fixés que sur cette expansion de la civilisation. A coup sûr il constate le « divorce » de l'agriculture et de l'industrie « mortel à la prospérité générale », et dès lors la séparation de la ville et de la campagne. « Aux villes l'aisance, les lumières, la magnificence, les grandes manufactures, l'industrie commerciale ! Aux campagnes, la misère, la seule agriculture isolée et comme un exil, le sommeil de l'intelligence[1] ! » Il sait qu'une population adonnée aux méthodes inférieures de production « se voue à la subalternisation[2] ». Pourquoi ne dit-il point que les villes *exploitent* les campagnes ? C'est qu'il croit à une solidarité réciproque. Il admet que la ville souffre des insuffisances de la campagne et que les citadins

1. Pecqueur. *Des Intérêts du Commerce.* II, pp. 121, 125.
2. Id. *Des Améliorations matérielles*, p. 222.

sont punis en quelque façon de l'abaissement des paysans. Marx inclinera à penser que toute la déperdition sociale en bien-être et en intelligence va à la population placée au confluent de tous les échanges et à l'origine des productions supérieures, aux villes, Et cela suffirait à montrer que, pour lui, la *lutte des classes* n'est pas encore réduite à sa forme la plus simple : à celle de la bourgeoisie et du prolétariat. Les populations rurales sont un *prolétariat* au regard des populations citadines, ces dernières fussent-elles prolétarisées elles-mêmes.

En quoi consiste cette « souveraineté » des villes sur les campagnes? Elle est politique sans doute ; mais la souveraineté politique elle-même décèle une *exploitation* économique profonde. L'isolement des parcelles rurales engendre d'abord l'incoordination sociale de la classe paysanne, et cette « stupidité » particulière qui cause leur incapacité politique. Mais est-ce l'infériorité du mode de production rural, parcellaire et manuel, au regard de la production industrielle, agglomérée et mécanique, qui engendre une « dépendance » économique? ou est-ce la subalternisation politique qui entraîne une mauvaise gestion des intérêts agraires? Marx a été frappé, comme Pecqueur, de la domination progressive du capital sur la terre par l'*hypothèque*. « La parcelle paysanne n'est plus qu'un prétexte qui permet au capitaliste de tirer du lopin des profits, des intérêts, des rentes, tandis qu'il laisse au paysan le soin de retirer de l'exploitation à peine le salaire de son tra-

vail[1]. » Mais il notait aussi que le gouvernement, délégation de la bourgeoisie capitaliste, aime à écraser d'impôts la parcelle rurale. Engels, s'il insistait sur la concurrence que se font entre eux les paysans irlandais et qui hausse infiniment, au profit du capitaliste propriétaire, le fermage des terres, faisait remarquer surtout, avec Sismondi, que la classe capitaliste sait imposer au commerce des blés les lois qui favorisent l'industrie, et, dût la population rurale en périr, baisser le prix des blés jusqu'au niveau qui rend possible un bas salaire ouvrier. La condition des paysans montre à la fois comment un faible développement économique refoule dans une situation politique subalterne la classe qui s'y destine et comment la dépendance politique empire la dépendance matérielle elle-même.

L'affranchissement du paysan, comme pour toutes les classes opprimées, vient de sa misère elle-même. L'excédent de la population rurale afflue vers les villes. Sans doute elle se prolétarise. Mais le prolétariat urbain lui-même exploite les campagnards. Par l'assimilation à la population urbaine, le paysan émigré, devenu ouvrier industriel, participe à la mentalité supérieure et à la suprématie politique des cités.

11. *La concentration des capitaux et la cen-*

1. Marx. *Der XVIII^te Brumaire*, p. 101 sq. — Pecqueur avait dit, *Des Intérêts du commerce*, t. I., p. 400 : « Chaque jour les capitalistes enveloppent dans leur dépendance les petits propriétaires-morceleurs... C'est par les dettes, par les emprunts onéreux, qu'ils les forceront à l'aliénation. »

tralisation politique. — Comment la bourgeoisie s'est-elle assurée cette suprématie, qui est le signe de son triomphe de classe ? Par ce que les causes en vertu desquelles toute exploitation dispersée sur le territoire engendre la désagrégation de classe font aussi que l'agglomération locale et l'interdépendance croissante des exploitations assurent la solidarité de classe.

Marx avait décrit avec précision dans son *Anti-Proudhon* ce parallélisme de la concentration des instruments de production et de la concentration des pouvoirs publics. Non pas qu'elles aillent immédiatement de pair. Mais de même que la division des intérêts privés conduit à centraliser le pouvoir juridique et politique, ainsi la division des travaux conduit à agglomérer les engins de production. A mesure que les procédés complexes de l'artisan se réduisent à des mouvements mécaniques simples, à mesure on peut les associer dans le jeu d'un moteur unique, propulseur de machines différentes qui s'y greffent [1].

Ce changement technique, analysé sans doute par tous les ingénieurs du temps, Pecqueur en avait, avant Marx, aperçu la portée sociale. Il avait montré que le machinisme, par la réduction prodigieuse des frais de production, doit triompher fatalement, « car dès que le bas prix est au bout d'une transformation du mode de production, elle est certaine. » Mais l'outillage moderne n'est à bas prix qu'en grand. Il n'y a

1. Marx. *Anti-Proudhon,* p. 192.

pas d'industrie à vapeur en miniature. Non seulement le moteur à vapeur, pour être avantageux, suppose qu'on opère sur de grandes quantités de matières premières. Mais il suggèrera de réunir dans le même établissement toutes les branches d'industrie similaires qu'un outillage varié, mais mis en mouvement par un même moteur et travaillant sur des matières du même genre, permettra d'exploiter. « Toute filature s'adjoint avec profit un tissage, une teinturerie, une peignerie [1]. » La force agglomérante du machinisme est ainsi en raison des mouvements mécaniques qui peuvent supplanter l'effort humain. Elle offre une prodigieuse économie, mais qui ne voit « qu'il y faut de grands capitaux » ?

Nécessairement chez toutes les nations qui voudront naturaliser chez elles ces forces productives (et elles le doivent sous peine de mort), « il faudra donc que les capitaux se réunissent et aussi les travailleurs des divers ordres ». Et déjà Pecqueur se posait avec sollicitude la question redoutable : « Allons-nous à une *féodalité industrielle ?* » Il convenait que les propriétaires de ces terribles engins agglomérés « accapareraient le travail des petits industriels en *les tuant* par une concurrence démesurément inégale et cruellement impitoyable ». « Tout ce qui ne sera point capitaliste ira ainsi se ranger petit à petit parmi les travailleurs prolétaires. [2] » On

1. Pecqueur. *Des Intérêts du Commerce*. I, pp. 57, 59, 63.
2. Ibid. I, p. 397. II, 101.

verra se produire en tous pays le phénomène affligeant et contradictoire qu'offre l'Angleterre, « l'extension du paupérisme à côté de l'accroissement des propriétés du petit nombre ». Faut-il dire que, dans une alternative qui laisse ouverte, à côté des chances de féodalité féodale, celles d'une diffusion des richesses et d'une association démocratique des petits capitaux, Pecqueur croit les secondes plus nombreuses et que la doctrine marxiste, avec son habituel pessimisme, semble les rayer de l'avenir ? La logique du marxisme, en cela encore, est constante. Il croit, comme Pecqueur, à une société future où les antagonismes de classe seront remplacés par l'*association* (§ 54). Mais il admet qu'elle ne se réalisera qu'après la consommation entière de la lutte et après une prodigieuse série de cataclysmes.

Le corollaire fatal de l'organisation capitaliste, c'est l'unification nationale. Il le faut bien, si le gouvernement politique est un gouvernement de classe. Le marxisme approfondit ainsi par la théorie des classes une vue que List et Pecqueur avaient eue avant lui. Ces derniers avaient montré que la prohibition douanière, habilement utilisée, est pour une nation dont l'industrie est naissante, le moyen de se préserver de l'écrasement par les nations supérieures auxquelles leur outillage plus parfait permet une vente à plus bas prix[1]. A l'abri d'une barrière

1. List. Tout le *Système d'Économie politique nationale*. — Pecqueur. *Des Intérêts du Commerce*, t. I, 243, 250 ; t. II, 418 sq.

de douanes se fait cette éducation industrielle qui, égalisant peu à peu la vigueur productive de toutes les nations, permettra enfin la fédération dans le libre-échange. Ainsi le *Zollverein* allemand est une nécessité pour que ne périsse pas, par affaiblissement économique, la nation allemande. Le fait est bien vu, et la déduction seulement, selon Marx et Engels, prend les effets pour la cause. Ce n'est pas la nationalité allemande qui périrait par la concurrence, mais la classe des capitalistes allemands, épars dans les provinces « jusque là à peine fédérées entre elles », liées cependant par une solidarité d'intérêts qu'ils aperçoivent. C'est par intérêt de classe qu'ils élèvent « une frontière de douanes commune », et pour gérer cet intérêt commun, ils nomment bientôt une délégation commune, c'est-à-dire se soumettent à un gouvernement unique. La nationalité moderne sans doute, comme le disait List, est économique. Mais il faut ajouter, disent Marx et Engels, qu'elle est une *nationalité de classe*. Ce sera la raison principale, pour le prolétariat, de s'en détacher.

12 et **13.** Telle est cette bourgeoisie, dont l'avènement a modifié tous les sentiments et tous les rapports juridiques d'homme à homme, de groupe à groupe, de nation à nation, et altéré profondément les rapports du droit public, le système entier des idées et des croyances. Toute la *superstructure* sociale a été bouleversée par le changement de l'*infrastructure* qui est économique et qui consiste dans l'assise des forces

productives dont la bourgeoisie a usé. Ces forces productives, il n'y a donc plus qu'à les classer. Ce sont : 1° les forces naturelles subjuguées, les terres nouvelles conquises ou découvertes ; 2° les agents artificiels, les machines, les agents chimiques, les voies de communication ; 3° les agents humains, les populations nouvelles qui ont pullulé pour vivre de cette abondance et mettre en œuvre ces outils. Mais cette croissance prodigieuse des moyens de produire est précisément le signe d'un déchirement nouveau des liens sociaux établis.

C'est donc le moment de résumer avec Marx les traits de cette *dialectique matérialiste* qui permettent de pronostiquer l'avenir. Toute utilisation des moyens de production et d'échange suppose une répartition des besognes humaines qui la permette et l'accélère. Dans cette hiérarchie des besognes, des relations juridiques s'établissent, des sentiments se consolident, des idées germent. Les hommes de position similaire dans le fonctionnement économique, de sentiment pareil et de culture pareille forment une même couche sociale, une classe. La situation respective des classes en lutte et leur organisation pour cette lutte déterminent les formes politiques. Il y a là, selon la terminologie de Pecqueur, une *solidarité* étroite. Mais l'élément variable et qui, par son changement, altère tous les autres, ce sont les forces productives. On ne les maîtrise point par cette sorte de *malthusianisme* de la production qu'avait préconisé Sismondi. Il n'y a moyen ni de limiter la population

par des entraves au mariage, ni d'arrêter la concurrence ni de ramener pour l'exploitation agricole un état patriarcal, pour l'industrie un régime de garanties prohibitives comme celui des maîtrises et des jurandes ; et cela pour une raison simple, c'est que l'adoption des améliorations matérielles est pour les nations, c'est-à-dire pour les classes dirigeantes de ces nations, *une question de vie et de mort immédiate*. A coup sûr ces améliorations travaillent aussi à l'affranchissement futur des classes opprimées. Il ne reste alors aux classes dirigeantes que le choix de la mort immédiate ou lointaine ; et, pour défendre leur intérêt proche et provisoire, il leur faut préparer elles-mêmes leur défaite future et définitive. Nous touchons cette fois à la solution du problème historique capital, l'émancipation du prolétariat.

14. *La décadence de la bourgeoisie ; les crises.* — Le bouleversement qui s'annonce est le plus profond de tous, le bouleversement définitif, car il est, en style marxiste, « *la révolte des forces productives* elles-mêmes contre le régime moderne de la production ». La destruction de la société féodale n'avait tenu qu'à une *insuffisance de la production* européenne devant l'immensité du débouché transocéanique. Elle périt par la disproportion des moyens de circulation aux moyens de produire. La société moderne périra par la *pléthore de la production* et par la disproportion des forces productives aux formes économiques et juridiques de la production. La Révolution où elle

périra sera la dernière, car on n'imagine pas que, une fois disciplinées complètement, ces forces productives, dont la population laborieuse elle-même est la principale, il puisse s'insinuer dans la vie sociale nouvelle un de ces vices antagoniques dont les sociétés meurent. L'administration parfaite des choses fondera la liberté immortelle des hommes.

La société actuelle est au contraire l'asservissement aux choses, à l'agent inanimé qui produit, et à la denrée produite qui encombre. Un tel état où l'humanité fut entravée par la résistance des choses, une *barbarie*, a existé dans le passé. La civilisation capitaliste ramène périodiquement « un état momentané de barbarie, une disette artificielle ». Le régime corporatif a péri parce que les marchands-usiniers s'emparèrent de la production. Le régime bourgeois succombera parce que ni les marchands ne pourront plus échanger, ni les usiniers produire. C'est le phénomène des crises.

Nul doute que le paragraphe qui en traite ne soit dû entièrement à Engels. Il résume ce qu'Engels en disait dans son livre sur *les classes laborieuses en Angleterre* [1]. Mais nous savons qu'Engels est, par Buret, un disciple de Sismondi. C'est Sismondi qui avait donné une analyse, encore aujourd'hui classique, de la

1. Engels. *Die Lage der arbeitenden Klassen*, pp. 84, 86. — Les indications de Marx dans le *Discours sur le Libre échange* (1848), 2e éd., pp. 276, 279, 285, sont de la période bruxelloise, et par conséquent sont dues entièrement à l'influence d'Engels.

crise par *surproduction*. Il avait décrit l'incertitude où flotte toujours notre connaissance du marché. Déjà l'étendue absolue du marché, c'est-à-dire la quantité qu'un pays donné consomme d'une certaine denrée en un an, est plongée dans les ténèbres ; mais « l'obscurité est encore augmentée parce que le marchand connaît mal le nombre et les moyens des autres marchands, ses concurrents, qui vendent en rivalité avec lui », et parce qu'il ignore les quantités qu'ils ont déjà débitées. Ainsi chacun en vient-il à produire pour le marché comme s'il était seul à le pourvoir ; et il ne se peut que cette fabrication poussée à l'envi ne dépasse à la fin la demande utile, c'est-à-dire celle qui est soutenue par une offre en argent. Alors les prix baissent. On vend à perte. Bientôt le marché engorgé ne permet même plus cette vente onéreuse. Les capitaux engagés ne font point retour. « Quand le moment de payer est venu, tout-à-coup le voile tombe. » L'industrie, privée des capitaux qu'elle a placés dans cette spéculation hasardeuse, est obligée de fermer ses usines ; tandis que « les produits ouvrés encombrent les magasins » ; les salaires baissent et « un grand nombre d'ouvriers ne peut même trouver d'ouvrage ». A coup sûr une grande nation industrielle « a presque toujours la force de se relever de ses désastres ». Elle conquiert, les armes à la main s'il le faut, des débouchés nouveaux. Les stocks s'épuisent. Le peuple, qui a végété dans une souffrance longue, peut « célébrer enfin avec des cris de joie l'arrivée de

quelques commandes nouvelles. » Mais à mesure que les besoins du marché nouveau se font sentir, la même surproduction se réitère, plus fébrile encore pour récupérer les pertes anciennes. Les marchés les plus étendus, et le marché universel lui-même, s'engorgent à leur tour. Et c'est la crise encore, « revenue plus forte que jamais [1] ». Ni Marx ni Engels n'ont rien pu ajouter à ce tableau, où tout est à sa place et où rien ne manque.

Mais déjà Sismondi s'était arrêté impuissant devant la difficulté de trouver un moyen pratique pour sortir des crises. C'est un précepte moral de prudence plutôt qu'une solution applicable que d'enjoindre aux capitalistes de ne pas pousser la production jusqu'aux limites que permettent les capitaux de production, mais de s'arrêter à la quantité de denrées consommable par un marché donné. Comment suivre en effet ce précepte, si les bornes du marché sont inconnues et si la surproduction résulte nécessairement de la concurrence ?

Une solution demeure : laisser les stocks amoncelés de denrées en proie à la rouille, à la pourriture ou à la vermine dans les dépôts ; la machinerie se détériorer, par le chômage ; les capitaux se dépenser sans retour ; les *produits* en un mot et même les *forces productrices* elles-mêmes s'anéantir. Non pas que la société n'ait pas réellement des besoins jusqu'à l'infini, et des besoins urgents qui demeurent insatisfaits.

1. Sismondi. *Nouveaux Principes*, I, 330, 361, 372.

Mais sous le régime de la propriété, disait avec force Sismondi, « en vain ferait-on croître du blé pour ceux qui ont faim, ou fabriquerait-on des habits pour ceux qui sont nus, s'ils ne sont pas en état de payer ; ce sont les acheteurs et non les besoins que cherche le commerce [1] ».

Voici qu'à cause de cette organisation sociale du commerce et de la production, qui reposent sur la propriété individuelle, le commerce et la production sont arrêtés. La propriété individuelle du commerçant et de l'industriel est « menacée dans son système », par l'anéantissement des capitaux. Le capitalisme périt par suicide.

15-18. *La formation du prolétariat ; le machinisme.* — Mais il ne périt pas sans engendrer et sans fortifier la classe qui va le remplacer aux affaires, comme la noblesse féodale avait engendré autrefois la bourgeoisie, devenue classe dirigeante après elle. De tous les instruments de production, le plus puissant, « c'est la classe révolutionnaire elle-même » ; dans la révolte des forces productives, c'est son soulèvement qui aura déterminé l'action décisive [2]. Pour prouver que le prolétariat doit vaincre, il faut prouver que sa révolte est fatale et que ses défaites, réitérées tant qu'elle est partielle, engendrent une rébellion progressivement plus dangereuse et plus étendue. Cette preuve avait été faite abondamment par Marx dans l'*Anti-Prou-*

1. Sismondi. *Nouveaux Principes*, I, p. 329.
2. Marx. *Anti-Proudhon*, p. 243.

dhon, reprise dans le traité sur *le salariat et le capital* et par Engels dans le livre sur les *Classes laborieuses;* mais en la reprenant ici dans les mêmes termes, ils sont tous deux redevables à nouveau aux théoriciens à qui ils l'empruntent : à Proudhon, à Vidal, à Buret, à Pecqueur et surtout à ce babouvisme de la seconde génération qui avait si fortement laissé sa marque sur les *Bannis* au temps de Théodore Schuster et sur les *Justes*, au temps de Weitling [1].

La définition du prolétariat est à remarquer. Sont *prolétaires* « ceux-là parmi les ouvriers qui n'ont de moyens d'existence qu'autant qu'ils trouvent du travail, et qui ne trouvent de travail qu'autant que leur travail accroît le capital. Ces ouvriers en sont réduits à se vendre eux-mêmes en détail. » Cette définition renferme très explicitement la triple condition qu'assignera le *capital* à l'existence prolétarienne : 1° la *liberté civile*, qui permet à l'ouvrier de se vendre ; 2° la *séparation entre l'outil et le travailleur*, qui l'oblige à se vendre ; 3° la *production d'une plus-value* (d'un accroissement du capital) par le travail de l'ouvrier une fois engagé. Il est assez singulier que les ouvriers étant classés par Marx parmi les *forces productives* dès 1847 (§ 12), et étant de ces forces la principale, Marx n'ait pas dès le *Manifeste* ou dès sa conférence sur *le salariat et le capital* adopté la terminologie selon laquelle l'ouvrier ne vend que sa *force de travail.*

1. V. l'*Introduction historique*, p. 14 sq., 24 sq.

Destitué de cette terminologie, qui sera plus tard caractéristique, le paragraphe, pour célèbre qu'il soit, n'offre pas d'originalité.

Si sévère qu'ait été Marx pour le chapitre de Proudhon sur les machines, on ne peut méconnaître dans le *Manifeste* l'influence de cette analyse proudhonienne qui, étudiant *les machines dans leurs rapports avec la liberté*, conclut qu'elles auront pour effet assuré l'asservissement des trois quarts du genre humain[1]. Elles ont sur la mentalité et la sentimentalité de l'ouvrier une répercussion sur laquelle les théoriciens étaient alors en désaccord ; et la contradiction profonde des théories, on en peut relever chez Marx lui-même des traces. Pour l'usage polémique il ne se pouvait cependant que le marxisme ne fît usage de la plus pessimiste des théories en présence, qui est celle de Proudhon.

C'était une théorie déjà vieillissante en 1847 que celle qui affirmait que la division du travail dégrade le travailleur en l'asservissant. Cela ne peut être dit avec exactitude que de la division du travail manufacturier. Sismondi avait déjà constaté à contre-cœur que, « d'après les observations des meilleurs juges, en Angleterre, les ouvriers des fabriques sont supérieurs en intelligence, en instruction et en moralité aux ouvriers des champs[2] ». Pecqueur ne pouvait imaginer que la construction des grands engins mécaniques et leur usage manquât à

1. Proudhon. *Contradictions économiques*, I, p. 162.

2. Sismondi. *Nouveaux Principes*, I, p. 397. Mais la thèse adverse, *ibid.*, I, 395.

faire surgir une classe d'ouvriers constructeurs et de mécaniciens initiés « à une foule de connaissances graphiques et mathématiques qui seraient la clef pour eux de plus hautes connaissances ». Le seul contact des esprits et des passions dans les ateliers provoque forcément la réflexion. L'obligation même de mouvoir de grandes multitudes dans un travail de production conduirait à les instruire. L' « obéissance passive » n'existe pas dans les foules. Entretenir l'ignorance dans les masses, c'est entretenir aussi la brutalité et les sentiments antisociaux dont périssent les industries[1].

En regard, Vidal, sans doute, en élève trop fidèle de Sismondi, avait soutenu que l'ouvrier n'était qu'une « annexe de la machine ». Proudhon surtout, avec son amertume de petit bourgeois, ajoutait que le résultat principal du machinisme était « de créer une population de travailleurs dégradés » ; que, par lui, « tout le génie déployé dans le travail aboutit à l'abrutissement du prolétariat », et que la machine avilit le travailleur en le faisant déchoir du rang d'artisan à celui de manœuvre[2].

Ces déclamations pessimistes étaient dans la tradition des *Bannis* et des *Justes* et Engels encore, si fortement saisi par le système sismondiste, avait déclaré que « la surveillance des machines n'était pas une occupation qui exigeât de la pensée... qu'elle n'était pas à vrai dire un

1. Pecqueur. *Des Intérêts du Commerce,* I, pp. 302, 304.
2. Proudhon. *Contradictions économiques,* I, pp. 162, 163

travail, mais l'ennui pur, la chose la plus atrophiante et déprimante qu'il y eût... le dépérissement de toutes les forces physiques et mentales[1] ».

Marx hésitait. Devant les communistes de Bruxelles, ressaisi par leur tradition, influencé par Engels, il lui semblait vrai, comme à Schuster autrefois, que le travail simplifié par la machine engendre la répugnance par la monotonie, et par sa facilité absorbante dégrade les forces de l'esprit[2]. Inversement, quand il répond à Proudhon et que par Proudhon il est amené à lire Pecqueur, il fait remarquer que la nouveauté révolutionnaire de l'atelier automatique, c'est que le travail y perdant tout caractère de spécialité, l'*idiotisme* du métier s'effaçait du même coup. L'atelier automatique étant la pénétration maxima de la force physique par l'intelligence, entraînait par là même une éducation de l'homme, physique et intellectuelle, c'est-à-dire intégrale. En 1847, parlant de nouveau devant les communistes et de nouveau influencé par Engels, il perd de vue à son tour cette révolution morale amenée par le machinisme ; à son insu ou peut-être malgré lui, il retourne au proudhonisme naguère encore combattu.

A mesure que l'art fait des progrès, l'artisan rétrograde, avait soutenu Proudhon. Or l'artisan est une *force productive* comme une autre, dont la valeur s'estime comme une autre. Mais

1. Engels. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 179.
2. Marx. *Lohnarbeit und Kapital*, p. 29.

comment s'estime-t-elle? Telle est l'influence proudhonienne sur le présent paragraphe, que la déduction marxiste en a souffert dans sa cohérence. On devine le litige qui, dans le Congrès de 1847, a dû présider à la rédaction. Il y a en lutte deux théories, celle d'Engels, précise et neuve, proudhonienne; celle de Marx, ancienne, ricardienne et vague, et qui se réduit à la *loi d'airain*. Ces deux théories, le *Manifeste* les juxtapose sans les joindre. Pourquoi le salaire diminuerait-il à mesure « que le travail devient plus rébarbatif », si le salaire est déterminé par ailleurs et par une loi qui rattache le prix de la marchandise travail aux frais qu'il en coûte de la produire? Un ouvrier mange-t-il moins parce qu'il est dégradé d'esprit et parce qu'il se livre à une besogne ennuyeuse?

Mais l'incohérence s'explique si l'on a sous les yeux la théorie de Proudhon ou la première théorie d'Engels qui prétend tenir compte de l'utilité de la marchandise autant que de ses frais de production. Alors on en vient à dire : « Quelle voulez-vous que soit la rétribution d'un homme dont toute la fonction consiste à marcher » ou à présenter une pièce au rabot[1]? Cette utilité infime, un plus grand nombre d'ouvriers, de qualité médiocre et sans apprentissage préalable, peut la fournir. La concurrence, voilà ce qui entraîne la baisse du salaire. Car les crocheteurs de Lyon, sans autre travail que « de porter cinquante sacs d'un bateau dans un magasin, reçoivent un salaire supé-

1. Proudhon. *Contradictions économiques*. I, p. 112, 113.

rieur à ceux des professeurs de Faculté ». C'est qu'ils jouissent d'un monopole municipal[1].

Engels avait dit de même, en analysant davantage la même pensée, que la concurrence entre capitalistes détermine le *maximum* du salaire, et la concurrence entre ouvriers le *minimum*[2] pour une période donnée. Y a-t-il une limite à cette baisse? Marx l'avait cru[3]. Il n'expliquait par la concurrence que les *oscillations du salaire*. Mais il pensait que ces oscillations, par un mouvement compensatoire, reviennent toujours au niveau des *frais de production* de la force ouvrière, c'est-à-dire des frais qu'il en coûte pour conserver et élever la classe ouvrière. En sorte que si la classe ouvrière prolifie trop dans les époques de haut salaire, elle est ramenée à son effectif normal dans la période de baisse.

Il y a là une théorie analogue à celle du *fonds des salaires* et solidaire de celle-ci. Elle postule qu'il y a un effectif normal d'ouvriers dont l'industrie, malgré les fluctuations des bonnes et des mauvaises affaires, a toujours besoin. Cette théorie, bien que Marx l'ait conservée plus longtemps qu'Engels, est incompatible avec la déduction marxiste, pour une raison que le *Manifeste* n'exprime pas, mais qui cependant y est implicite. Il n'est pas nécessaire que la classe ouvrière, après une crise, se reconstitue

1. Proudhon. *Contradictions*, I, p. 131.

2. Engels. *Annales franco-allemandes*, p. 95, 101. — *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 80.

3. Marx. *Discours sur le libre échange*, p. 285.

à l'effectif antérieur, si le machinisme, *dans l'intervalle*, a permis de suppléer aux effectifs manquants. Il suffit d'un contingent suffisant à assurer la marche des machines. « Les ouvriers peuvent mourir en toute tranquillité, leur classe ne périra pas. Elle sera toujours assez nombreuse pour que le capital puisse la décimer sans avoir à craindre de l'anéantir[1]. »

S'il en était ainsi, le sort de la classe ouvrière serait fixé à jamais et du même coup le capitalisme serait assuré de durer. Le capital, pour trouver un emploi utile, a soin de se ménager toujours la matière exploitable, et cette matière ne fait jamais défaut. Quand elle surabonde, elle périt sur place, comme toute autre marchandise en temps de surproduction. Puis, le stock excédent d'ouvriers étant épuisé par la famine, la marche régulière des affaires peut reprendre. C'est là la pensée des économistes. Mais, précisément pour cela, ce ne peut être la pensée du marxisme. Il s'agit de démontrer justement qu'à un moment précis de la crise la marche des affaires sera frappée d'un arrêt mortel, que la bourgeoisie « ne sait plus assurer à son esclave la subsistance qui lui permettrait de supporter son esclavage », que l'ouvrier moderne descend de plus en plus au-dessous de la condition de sa propre classe. Pour cela il faut admettre que la baisse du salaire est sans limite.

Cette seconde théorie est celle de Sismondi, de Buret, de Proudhon, et c'est à Engels que

1. Marx. *Discours sur le libre échange*, p. 284.

l'emprunta Marx, non sans la parfaire grandement. C'est celle que Marx a adoptée plus tard dans sa description de l'*armée de réserve industrielle*. Elle était vraiment dans la tradition communiste. Schuster déjà y avait touché et Weitling[1]. La source commune est sans doute Sismondi, où Schuster avait tant puisé, et auquel, par l'intermédiaire de Buret, Engels est tant redevable. L'école sismondiste, qui n'a su proposer de remèdes à rien, a montré avec une précision exceptionnelle comment « les machines suppriment brusquement un grand nombre de travailleurs qui se trouvent tout à coup sans emploi[2] ». Mais Proudhon aussi, avec des documents très suffisamment complets pour le temps et que Marx utilisera encore dans le *Capital*, avait su dire les désastres de cette « élimination de l'ouvrier par la machine[3] ». Nul doute que Marx n'ait oublié une fois de plus ici de lui rendre justice. Il a fallu l'influence d'Engels, témoin oculaire des faits autant qu'historien impartial des théories, pour qu'il admît l'évènement dont Proudhon avait souffert dans son métier de typographe. Il comprit alors pourquoi le tisserand avait été mis hors de combat[4], et cette loi de la guerre économique qui veut que « ceux-là, parmi les capitaines de l'industrie, soient victorieux, qui peuvent ren-

1. V. *Introduction historique*, p. 15, 25.
2. Buret. *Misère des classes laborieuses*, II, p. 163.
3. Proudhon. *Contradictions économiques*, I, p. 151.
4. Marx. *Discours sur le libre échange*, p. 281. — *Lohnarbeit und Kapital*, p. 30.

voyer le plus grand nombre de soldats ». Engels lui démontre que le machinisme jette sur le pavé toute une réserve industrielle *permanente*, qui vient grossir la réserve *intermittente* que laissent sans pain les crises. Mais la réserve des chômeurs permanents, évincés par la machine, rétrécit encore la consommation, hâte l'époque de l'engorgement du marché et de la crise et rapproche d'autant les intervalles où la stagnation des affaires laisse les bras inactifs. Il n'y a pas de limite à cette progression. Et cette armée sans travail, outre qu'elle rend plus cruelle encore la concurrence pour le salaire, est sans salaire elle-même. Maintenant la preuve est faite que la bourgeoisie ne peut plus nourrir ce prolétariat dont cependant elle vit et qu'elle est obligée d'accroître.

C'est pourquoi la théorie de l'*armée de réserve industrielle*, sans être explicite dans le *Manifeste*, s'y trouve à l'état d'enveloppement.

Cette baisse du salaire de l'ouvrier qui va jusqu'à évincer l'ouvrier de tout salaire, n'est pas la seule réaction du développement industriel sur la condition économique de l'ouvrier. Pour un salaire inférieur, on lui demande une quantité de travail plus grande, et cette masse de travail passe graduellement à la main-d'œuvre peu qualifiée des femmes et des enfants ; enfin cette multitude prolétarienne, pour une part composée de mineurs, est gouvernée par une discipline croissante de cruauté tâtillonne.

C'est le cri qui s'élève de toute la littérature socialiste, de tous les manifestes du prolétariat.

Schuster avait dit cet allongement de la journée de travail par les machines. Weitling l'avait signalé[1]. Proudhon avait remarqué que le premier effet du travail parcellaire (comme est tout travail mécanique), après la dépravation de l'âme, est « la prolongation des séances »[2]. Et ce n'est point l'industriel seulement qui impose ces conditions. C'est l'ouvrier qui, pour sauver son salaire de la diminution, demande à travailler durant des heures supplémentaires, intensifie le travail aux pièces durant les heures dues[3]. Les machines qui devaient abréger le labeur des hommes, allongent et intensifient le tourment de l'ouvrier, attelé à leur marche automatique.

Si fiévreux cependant et si long que soit cet effort, il ne consiste qu'en une manœuvre simple, en une attention soutenue qui exige de l'agilité souvent, mais non pas de l'apprentissage ni de la force musculaire. De là cette invasion au XIXe siècle des femmes et des enfants par effectifs innombrables dans l'industrie. Unanime fut le cri d'alarme. Il faut, dans ces sujets, que tous les économistes ont touchés, où l'expérience directe du prolétariat les guidait, sur lesquels les rapports des commissions parlementaires anglaises avaient multiplié les recherches, éviter d'attribuer trop étroitement aux dires de Marx et d'Engels, des

1. V. *Introduction historique*, p. 15, 25.
2. Proudhon. *Contradictions économiques*, I, p. 100.
3. Marx. *Lohnarbeit und Kapital*, p. 29.

sources qui resteront souvent indéterminables. Pourtant il n'est pas possible de ne pas citer les plaintes de Vidal, la constatation indignée de Proudhon : « L'ouvrier adulte redevient un apprenti, un enfant » ; et Buret aussi signalait que ces travailleurs faibles, les femmes et les enfants, du fait de la division analytique des procédés, se trouvaient en mesure de faire concurrence aux travailleurs vigoureux et d'élite.[1]

Mais le mérite principal des monographies qui établissent ce changement dans la constitution organique de l'armée du travail, cet effacement des différences d'âge et de sexe dans la masse amorphe de l'effort réduit à la moindre qualité, appartient au livre d'Engels sur les *Classes laborieuses en Angleterre*. Il citait les effectifs, faisait voir les budgets ouvriers diminués du salaire viril, équilibrés par le salaire médiocre de femmes débiles, d'enfants en bas âge, dépeignait les accidents sanglants des jeunes ouvriers des filatures, l'abus des dentelleries qui utilisaient des ouvriers de deux ans, les maladies d'yeux des petits tisserands de bas et des petits verriers, la phtisie des dentellières, l'épilepsie des potiers à peine adolescents, la famine, l'ignorance dégradant l'avenir même de la race. Marx, qui devait lui emprunter dans le *Capital* son mode de composition, lui prit dès 1847 ses résultats lumineux et simples ; et il était juste que la formule succincte et convaincante s'en trouvât dans le *Manifeste* (§ 17).

Moins heureusement, dans la question si con-

1. Buret. *Misère des classes laborieuses*, II, p. 158.

troversée de la discipline industrielle, l'opinion de Proudhon et d'Engels prévalût. Pecqueur savait bien sans doute que dans l'industrie d'aujourd'hui « les relations de supérieur à inférieur sont encore trop souvent marquées de brutalité ». Mais il voyait dans ces procédés hautains une survivance d'esprit féodal[1], non une tyrannie nouvelle des parvenus bourgeois. Le caprice mesquin du petit patron, son avarice sordide avec laquelle il essaie de se soutenir dans la concurrence, lui paraissaient plus redoutables pour l'ouvrier que l'arbitraire du grand patron. Même, dans le régime actuel, une masse de consciences éclairées, remplies d'un sentiment démocratique, est moins facile à tyranniser qu'un groupe de deux ou trois ouvriers. Il y a moins de patronage direct et bienveillant, mais moins d'injustice. Et la marche automatique des machines, la simultanéité de la détente de tant de ressorts, oblige à introduire une discipline qui ne fait aucune acception de personnes, mais qui enseigne la ponctualité dans le service, la perfection dans l'œuvre, l'unité d'action, essentielles à une démocratie.

C'est là la tendance du régime ; et sans doute, durant la transition de la familiarité patriarcale et despotique à la gérance indifférente, mais équitable, des abus se commettent. Proudhon et Engels signalent ces abus, mais ils ne voient que l'abus. L'atelier médiéval était modelé sur la discipline familiale. L'atelier moderne introduit un système de rapports inconnus dans la

1. Pecqueur. *Des Intérêts du Commerce*, I, p. 271, 272, 310.

famille et au premier rang l'opposition de « la volonté du *maître* et des volontés des *salariés* ».[1] Engels a fait collection de quelques-uns de ces réglements vexatoires et puérils, qui multiplient les amendes pour des délits chimériques, et qui servent de prétextes à des fraudes patronales, quand elles ne poussent pas les ouvrières à la prostitution et les ouvriers au suicide[2]. Proudhon avait raison de dire que la fabrique créait une discipline militaire dans la vie civile. « Hors le capitaine, ceux qu'elle occupe sont des servants, des esclaves. »

Les conditions matérielles de l'existence du prolétariat sont à présent définies dans ses relations avec le patronat bourgeois. Sans doute ces relations se compliquent de servitudes nouvelles. Les artisans de la Fédération weitlingienne avaient l'expérience de cette exploitation par le commerce au détail, le crédit onéreux, les prétentions excessives des logeurs, des cabaretiers. La doctrine weitlingienne réclama ses droits dans le *Manifeste* (§ 18).

La lutte contre ces catégories de bourgeois bientôt se simplifiera. Car, à leur tour, ces menus exploitants tous les jours se prolétarisent par la concurrence victorieuse du *truck-system*, du *cottage-system* et du grand commerce. Ainsi la petite bourgeoisie, exploiteuse d'ouvriers, se fait peu à peu leur alliée à mesure qu'elle tombe à leur condition, tandis que parfois, dans le soubresaut violent des crises, les grands

1. Proudhon. *Contradictions économiques*, I, p. 208, 162.
2. Engels. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 180 sq.

bourgeois eux-mêmes descendent au rang de prolétaires. « Le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population » (§ 18).

19-26. *La croissance du prolétariat organisé.* — La première phase, la plus longue, de l'histoire prolétarienne est donc close, celle où le prolétariat se constitue comme une classe où la parité de la condition sociale crée la solidarité des intérêts. Il reste à aborder la période où, déjà constitué en classe, le prolétariat renversera la société bourgeoise. Cette période en est à ses débuts. Il est aisé de voir que les procédés tactiques du prolétariat imitent instinctivement ceux dont usa la bourgeoisie dans sa guerre séculaire contre la féodalité. Mais c'est Engels qui a marqué les phases successives de cette concentration des forces prolétariennes, leur marche convergente sur les positions à conquérir, en des chapitres qui, aujourd'hui encore, demeurent le manuel politique de la classe ouvrière, parce qu'ils pénètrent de la plus lucide raison les mouvements spontanés de la classe ouvrière durant tout le siècle [1].

Au début la classe opprimée ne forme qu'une masse « éparse, émiettée sur tout le territoire ». Elle forme « une classe vis-à-vis de la classe dirigeante, mais non pas encore *pour elle-même* » [2]. La bourgeoisie a connu cette phase. Les paysans n'en sont jamais sortis, et peut-être succomberont-ils avant d'en sortir (§ 5).

1. Engels. *Die Lage der arbeitenden Klassen in England*, p. 215, 244, 263, 277.

2. Marx. *Anti-Proudhon*, p. 241.

Pourtant, même dans ces débuts lointains où ni l'unité de conscience, ni l'unité d'action ne sont réalisées par la classe opprimée, déjà elle se débat. Elle lutte, par une guerre individuelle, contre la constitution sociale et la loi que lui imposent les oppresseurs. Cette révolte et cette méconnaissance individuelle de la loi, s'appelle, en termes juridiques, le *crime*. C'est par le crime que les serfs et les roturiers libres ont d'abord combattu la noblesse et la royauté féodale. Ils n'ont reculé ni devant l'incendie des châteaux, ni devant l'assassinat politique. Au brigandage des grands seigneurs détrousseurs de convois, à tout le système de spoliation économique par les redevances féodales, correspondit une immense réaction roturière par le braconnage et le banditisme. Puis vinrent des coalitions plus vastes, les jacqueries paysannes, les guerres des communes fédérées contre les seigneurs, l'alliance avec une royauté d'abord alliée à la noblesse et issue d'elle, puis qui s'agrandit à ses dépens, avec l'appoint de la richesse et des milices bourgeoises. Enfin, la royauté elle-même fut asservie, dut gouverner avec la collaboration de la bourgeoisie, devenir monarchie constitutionnelle, jusqu'à ce qu'elle sombrât dans la forme politique qui exprimait dans la lettre des chartes écrites la vérité latente de la domination sociale bourgeoise, et qui fut la République bourgeoise.

Cette marche prescrit et justifie une marche similaire du prolétariat. Au temps où il vit épars sur le territoire, il résiste d'abord à l'exploitation

par le crime. Dans la première moitié du siècle l'ouvrier agricole anglais entrait tous les jours en conflit armé avec les douaniers et les garde-chasse. L'hiver, il incendiait les granges et les étables. Un personnage mythique, du nom de Swing, un fantôme que personne n'avait jamais vu et dont tout le monde sentait l'omni-présence redoutable, symbolisait cette guerre sociale allumée sur tous les points du territoire par le crime isolé. De même les ouvriers, dans une première forme rude et infructueuse de la guerre sociale, se défendent par le vol et par la brutalité. Ils brisent les machines, incendient les usines et les magasins, s'imaginent assurer leur émancipation par le retour au passé, à l'exploitation antérieure, au régime social périmé. Naturelle erreur, puisqu'ils n'ont pas encore atteint le développement intellectuel de la bourgeoisie, et qu'ils ne l'atteindront, et par lui le degré de force qui les rendra victorieux, que par la pratique du mode de production bourgeois.

Comme l'action politique de la roture au moyen âge fut d'abord de marcher à la suite de ses seigneurs et de ses rois, commandée par eux, et de se battre pour des fins qu'eux seuls prescrivaient, ainsi le prolétariat n'est pas capable d'abord d'action politique collective. Il marche dans le vasselage de la bourgeoisie. Il entre dans les partis politiques que la bourgeoisie a créés. Il fournit les gros effectifs pour les émeutes, mais la bourgeoisie fournit les cadres. Les victoires remportées par le prolétariat n'installent au pouvoir qu'une bourgeoisie

dont la trahison éclate dès le jour même de la victoire, et dont la force d'exploitation brutale plus que jamais se consolide. C'est l'expérience qui ressort de toutes les révolutions françaises de 1789 à 1830. Le prolétariat français, allemand et autrichien la refit en 1848 ; plusieurs des compagnons de Marx ne voulurent pas assez la méditer, même en 1850. « Dans cette phase, les ouvriers ne luttent pas contre leurs ennemis vrais » (§ 20), les grands industriels et les grands commerçants. Ils détruisent, au profit des grands industriels, les vestiges de la royauté féodale, la prédominance de la propriété foncière. Ils s'en prendront à la haute finance non industrielle, durant les conflits parlementaires qui aboutiront à la révolution de 1848. Aussi eurent-ils beau donner à la République fondée alors le nom de *sociale*. Ils n'avaient renversé que le gouvernement d'une fraction de la bourgeoisie, les financiers, pour assurer le règne de la bourgeoisie tout entière, y compris les boutiquiers et les paysans. Ils étaient victorieux dans l'alliance de la bourgeoisie. Ils devaient succomber contre elle, faute d'effectifs et faute d'organisation. Les journées de juin 1848 sont le type même de cette défaite réservée à toute classe ouvrière assez téméraire pour entrer en lutte contre une bourgeoisie qui est encore son éducatrice[1]. On peut dire que par le *Manifeste*, dès 1847, le parti communiste déconseille cette lutte et prophétise cette défaite.

1. Marx. *Klassenkaempfe in Frankreich*, p. 25, 27, 37, 40. — *Der XVIII^te Brumaire*, p. 13, 16.

La méthode tactique du prolétariat, à ce stade de son développement, est le *syndicalisme*. Contre les améliorations techniques qui facilitent le travail en baissant le salaire, en jetant sur le payé les travailleurs, quelle défense, puisque le bris des machines est vain? La grève. A vrai dire, elle est *criminelle*, elle aussi, et, ce qui est pis, elle n'est pas sûre du succès. Les lois l'interdisent, punissent les meneurs, désorganisent les groupements encore faibles. Car le soulèvement concerté est tout d'abord sporadique : c'est la révolte des ouvriers d'une fabrique. Comment serait-elle longue, sans réserves financières, et si du dehors les capitalistes font venir une main-d'œuvre qui remplacera le personnel en rébellion?

Un nouveau progrès du groupement joint les ouvriers de toute une branche d'industrie dans un même centre, puis dans un même pays, multiplie les grèves. La résistance se prolonge puisqu'elle s'alimente par des cotisations fraternelles venues de loin, et que la solidarité de tous les ouvriers d'une même branche empêche l'immigration de brebis galeuses. C'est là le fait. La concurrence industrielle, qui baisse les salaires, ne peut manquer de susciter la coalition qui les protège. Toute la structure économique de la société moderne y pousse les ouvriers. Elle se renouvelle avec une force irrésistible et une fréquence croissante. Mais ce qui est inévitable, la loi, impuissante à l'interdire, se résout à le reconnaître : l'acte prohibé d'autrefois devient loi à son tour, de là cette loi

Huskisson de 1824, qui autorise les coalitions d'ouvriers en Angleterre[1].

Le *trade-unionisme* anglais date de là. Par lui, ce qui est expédient temporaire, improvisation de guerre, devient organisation durable. La coalition passagère se fait association de défense prévoyante dès le temps de paix, elle accumule un fonds de réserve pour assurer le succès des grèves futures. La classe ouvrière cesse d'être éparse. Les jalousies de compagnonnage, les haines de métier s'effacent à mesure que la grande industrie a effacé les différences de métier et nivelé les conditions. La concurrence des intérêts individuels cesse quand ces intérêts aperçoivent leur satisfaction mieux assurée par la solidarité que par la division. Une première union des forces ouvrières, non dénuée sans doute de *sectionnalisme*, se constitue ; et, certes, la fusion de toutes les trade-unions en une *Trades-Union* gigantesque des ouvriers de tous les métiers, comme l'essai en fut fait en Angleterre en 1830, apparaît comme une chimère encore ; mais, dans chaque métier, ce ne sont plus les ouvriers individuellement ou par groupes d'atelier qui délibèrent et agissent : c'est le syndicat qui discute et arrête la conduite à tenir, qui négocie avec les patrons, qui déclare la grève. Telles autrefois des communes liguées investissaient un manoir, forçaient, en lui coupant les vivres, le seigneur à la capitulation.

1. Engels. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 217. — Marx. *Anti-Proudhon*, p. 237.

A coup sûr la défense patronale est vigoureuse. « L'histoire des trade-unions anglaises est une longue suite de défaites, entrecoupées de victoires en petit nombre. » S'il est vrai qu'une coalition ouvrière oblige toujours le patron isolé à renoncer aux bénéfices individuels qu'une situation privilégiée peut lui faire échoir, elle est inefficace dès que le bénéfice patronal est réduit à cette moyenne usuelle, au-dessous de laquelle le capital, se jugeant insuffisamment rémunéré, cesserait de travailler ou émigrerait. Si la hausse des salaires est obtenue plus rapidement, à la fin d'une crise, par l'entente syndicale, souvent quelque amélioration subite du machinisme, en diminuant la demande de bras, vient briser la résistance. Par la concentration des ouvriers, les haines de classe s'attisent. Les groupements autorisés par la loi eux-mêmes redeviennent criminels, envahissent et incendient les usines, livrent bataille à la force armée. La grève dégénère en émeute. L'assaut est donné aux places fortes de la féodalité nouvelle [1].

Guerre qui, même victorieuse en ses escarmouches, ne peut jamais aboutir à un traité de paix qui scelle des concessions définitives. Que sont les ouvriers syndiqués de toute industrie et de tous les pays, auprès du nombre des non syndiqués ? A combien se montent leurs fonds de grève, eu égard aux ressources d'attente de la bourgeoisie liguée ? Et combien l'émeute ouvrière sans armes est impuissante devant la

1. Engels. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 220, 225 et 229.

force armée de l'État bourgeois moderne ! Ces émeutes sont des manifestations condamnées à l'échec. Ces grèves sont des *pronunciamentos* qui signifient l'adhésion des diverses branches de l'industrie au mouvement prolétarien souhaité. Ces luttes syndicales sont l'école de guerre pour la lutte à venir. Ce n'est pas encore là la lutte organisée.

La lutte organisée sera politique. Nous le devinons, puisqu'une classe sociale ne saurait arriver à la plénitude de son développement qu'en devenant la classe dirigeante dans la nation et en s'emparant du pouvoir politique. Toute lutte politique est dans son fond une lutte de classe[1]. La lutte de classe décisive est donc la lutte pour les pouvoirs publics.

Elle suppose tout d'abord l' « association nationale » de tous les hommes de la même classe, leur organisation en parti politique de classe (§ 5) ; et le progrès de la technique, qui a engendré le prolétariat et l'a unifié dans sa condition, aidera aussi à l'unifier dans sa conscience et à lui créer sa force. Il apparaît maintenant combien Pecqueur avait vu juste quand il attachait tant d'importance aux voies de communication. Une fois de plus, Marx, par une utile addition aux vues d'Engels, est ici son débiteur. Ces lumières émancipatrices que notre système de chemins de fer et de navigation travaille à répandre jusque dans les nations les plus arriérées, c'est parmi la classe opprimée qu'il en fera la diffusion la plus rapide. L'entente pour l'ac-

1. Marx. *Anti-Proudhon*, p. 244.

tion, combien n'est-elle pas accélérée par ce « réseau d'échanges » que la bourgeoisie a partout « accroché » pour la capture des proies économiques ! Par son système de communications qui a centuplé les vitesses, abaissé les barrières, la bourgeoisie a unifié son trafic, assuré l'omni-présence de la volonté gouvernementale en tout lieu. Mais elle a unifié aussi les forces adverses et constitué l'unité de direction du parti prolétarien.

Quelle action cependant un parti prolétarien peut-il avoir sur un Etat où tous les pouvoirs ne sont que des délégations de la classe dirigeante ? Même en supposant effacée toute jalousie de métier, apaisée toute concurrence ouvrière, en supposant le prolétariat affermi dans une conscience de classe dont il ne déviera plus, n'est-il pas, en bien des pays, comme en France et en Allemagne, une minorité noyée dans la foule des petits bourgeois et des paysans ? Quelle apparence alors que, même par l'émeute, il triomphe ? Et les communistes de 1847 ne se dissimulent pas que le triomphe de la classe ouvrière réduite à elle-même n'est pas du domaine des possibilités immédiates. La révolution sociale s'accomplira le jour où le prolétariat sera l' « immense majorité » (§ 29) ; et ce jour, au dire des marxistes, ne peut manquer d'arriver, puisque toutes les classes moyennes se prolétarisent (§ 18). D'ici là, ni la tactique électorale et législative, ni la tactique d'émeute ne peuvent être celles d'une lutte de classes sans compromissions. On décrira plus bas la ligne de conduite

que le Congrès de 1847 crut devoir assigner aux partis ouvriers des divers pays en présence d'une situation politique définie (§§ 75-78). Mais, dès maintenant, les principes de la conduite politique du prolétariat peuvent se définir.

Tant que la classe ouvrière n'a pas la majorité dans un pays, la preuve est acquise que la lutte des classes n'a pas encore non plus revêtu cette simplicité dans l'antagonisme à laquelle tend l'évolution industrielle. Il n'y a pas seulement en présence une bourgeoisie capitaliste et un prolétariat. Le capitalisme n'a pas achevé sa victoire, et il se trouve aux prises soit avec une aristocratie foncière qu'il n'a pas encore domptée, soit avec une petite bourgeoisie artisane et paysanne qu'il n'a pas encore prolétarisée. Il est divisé lui-même en capitalisme financier, capitalisme commercial et capitalisme industriel. Il livre dans chaque pays des batailles économiques violentes aux bourgeoisies étrangères. La tactique prolétarienne est de mettre à profit ces « dissentiments internes de la bourgeoisie ». L'État n'a de raison d'être que par l'arbitrage armé qu'il exerce entre les classes en lutte. Cet arbitrage, communément sans doute, profite à la classe dominante. Mais il s'agit précisément de savoir quelle sera la classe dominante ; et il y a telles circonstances où la résistance féodale ou artisane ou paysanne se prolongerait longtemps contre le capitalisme. Il se peut que l'alliance de l'une de ces classes avec le prolétariat lui assure le pouvoir pour longtemps.

Dans de telles circonstances, c'est au prolétariat à ne pas promettre son concours sans exiger des garanties préalables. C'est ce système de garanties obtenues par une infiltration lente d'influences prolétariennes au sein des classes aristocratiques ou bourgeoises qui se disputent le pouvoir que l'on pourrait appeler *socialisme d'Etat*. La loi qui autorisa les *trade-unions* anglaises, en 1824, celle qui introduisit la journée de *dix heures* (1844) furent obtenues d'un parlement tory. Le conservatisme agraire n'était pas fâché d'augmenter les difficultés de la bourgeoisie industrielle. Plus tard, quand le *reform bill* incomplet de 1832 eût froissé au vif les ambitions de la petite bourgeoisie qu'il excluait du suffrage, c'est avec l'aide de la petite bourgeoisie radicale que fut menée la campagne chartiste prolétarienne[1]. Toute l'histoire de la seconde république française est une série d'alliances nouées, rompues et renouées entre la petite bourgeoisie et le prolétariat contre le grand capital ; et leur coalition, pleine de conflits, demeura finalement impuissante par la résistance aveugle de la « stupidité » paysanne[2] : Bonaparte l'emporta quand la conscience moderne des paysans, développée en eux par leurs instituteurs et qui les alliait au prolétariat, succomba devant leur conscience traditionnelle, réveillée par des curés salariés au service du capital. Alors s'ouvre l'ère des coups de

1. Engels. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 178-217.

2. Marx. *Klassenkæmpfe*, p. 89, sq. — *Der XVIII^te Brumaire*, p. 97-99.

force réactionnaires. La légalité pèse à la bourgeoisie dès qu'elle commence à devenir favorable aux classes ouvrières. Avec l'aide de la *canaille* des villes (Lumpenproletariat), de cette lie du peuple qui imite dans son existence fangeuse l'oisiveté exploiteuse des hautes classes, et par son armée de prétoriens recrutée dans cette canaille, elle installe le pouvoir personnel qui, en brisant toutes les classes, assure d'autant plus le développement du capitalisme.

On voit combien Marx et Engels avaient eu le regard perçant quand, dès 1847, ils avaient prédit que la *canaille* se laisse acheter pour des manœuvres réactionnaires (§ 26); que les classes moyennes elles-mêmes, si elles combattent temporairement la bourgeoisie, n'attendent cependant de leur victoire que la restauration d'un état social attardé, d'une petite industrie et d'un petit commerce impuissants à lutter contre les grands outillages modernes de la production et de l'échange, d'une agriculture parcellaire grugée par l'hypothèque capitaliste et ruinée par l'importation d'outre-mer. Toutefois, même dans ces classes réactionnaires, il y a des fractions qui discernent l'avenir. Il y eut des moments en France où la classe rurale s'aperçut que le parti de l'ordre avec son armée, sa bureaucratie, son Eglise, son système d'impôts lourdement appesanti sur les denrées agricoles, son crédit hypothécaire onéreux, exploitait le paysan autant que l'ouvrier. Elle cessa de prêter l'oreille à la phraséologie des pamphlets bourgeois qui condamnaient le

socialisme comme hostile à la propriété parcellaire. Les paysans n'eurent plus souci d'une parcelle qu'ils ne possédaient plus que de nom. La petite bourgeoisie, quand tel projet favorable à ses intérêts, comme celui sur les *concordats à l'amiable* fut rejeté (août 1848), se vit acculée à la banqueroute par le capitalisme dont en juin encore elle était l'alliée. La classe rurale autant que la petite industrie témoignèrent alors par des élections partielles (Raspail, en 1848 ; Vidal, Deflotte, en 1850) que la lumière en elle commençait à se faire. Elles passèrent au prolétariat.

Et ce n'est pas la petite bourgeoisie seule qui, partiellement, fait défection du régime établi. Un petit groupe se détache du capitalisme lui-même. Non pas seulement ces épaves que les naufrages fréquents du capitalisme jettent dans le prolétariat et qui lui apportent leur rancune de bourgeois sacrifiés par leur propre classe, leur connaissance des points vulnérables de l'adversaire, leur aptitude à l'organisation. L'intelligence seule des événements, et une délicatesse morale qui les élève au-dessus de leur classe, fait qu'une élite de la bourgeoisie passe d'esprit et de cœur à la classe adverse. Il se passe en eux cette *révolution de la honte* que Marx avait décrite dans sa *psychologie de l'intellectuel* en 1844. Par eux se prépare l'*entente de ceux qui pensent et de ceux qui souffrent*[1], et ils affaibliront, par une propagande d'autant plus émouvante qu'elle marque plus de désinté-

1. Lettres à Ruge dans les *Annales franco-allemandes* (1844), p. 17, 27.

ressement, la croyance aveugle que la foule des petits bourgeois met à la disposition du capitalisme. Ils suggèrent les mesures du *socialisme d'Etat* qui, sans abolir le régime ancien, y insinuent l'influence prolétarienne. La bourgeoisie, qui a fait l'éducation politique du prolétariat, en lui apprenant, à son propre service, l'art de former et de diriger un parti, lui fournit maintenant ses contingents les plus éclairés, ses hommes les plus capables. « Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs » (§ 32).

27-32. *La Révolution sociale.* — Il reste à faire le tableau de la Révolution sociale ; et il s'en faut qu'il soit simple. Il semble qu'ici encore le *Manifeste* n'offre pas une doctrine entièrement cohérente, mais un conflit et un compromis d'idées assez mal défini : 1° une *théorie catastrophique*, due à Engels et dont Marx, durant son séjour à Bruxelles, se laissa pour un temps imprégner; 2° une théorie de la *révolution en permanence*, blanquiste d'origine, qui, dès 1847, commençait à germer en Marx. Elle ne devint la doctrine du parti communiste, que vers 1850 ; elle assigne à la Révolution, qu'elle se figure comme une longue série de *crises éducatives*, une marche progressive, très différente d'un cataclysme.

Tout d'abord le *Manifeste* pousse à bout le schème de la lutte des classes par lequel il avait débuté. Il imagine achevée la longue évolution qui différencie la bourgeoisie du prolétariat en abolissant toutes les classes intermédiaires. Ces deux classes ennemies ont des

conditions d'existence diamétralement opposées. L'opposition touche : 1° au *régime économique* : le bourgeois vit de l'exploitation capitaliste d'une propriété ; le prolétaire n'a pas de propriété ; 2° au *régime familial* : la famille bourgeoise se constitue sur des intérêts d'argent. Un système rigoureux de garanties dotales et de lois sur l'héritage protège ces intérêts et fait de tout jeune bourgeois, avant même sa naissance, un co-partageant muni de droits sur une portion de propriété bourgeoise. La famille prolétarienne se fonde sans égards aux intérêts financiers de ses membres, et, sitôt qu'elle a atteint l'objet pour lequel elle existe, — la prolification en vue de la conservation d'une classe ouvrière, — la vie de fabrique, qui prend la femme et les enfants, après avoir pris l'homme, la dissout ; 3° à la *vie politique* : la bourgeoisie, par l'agglomération des propriétés territoriales et industrielles pour lesquelles elle a stipulé un régime de droit commun, a fondé les nations modernes ; et les nations modernes confient leur gouvernement aux classes dirigeantes qui les ont elles-mêmes créées. Les nations, inégalement riches de territoire et arrivées à un développement économique très inégal, luttent entre elles : la bourgeoisie d'une nation cherche à détrousser la bourgeoisie des autres nations. Le prolétariat est réduit en toutes les nations à une condition également humble. Partout les lois sont faites contre lui. Tous les prolétaires du monde ont donc des intérêts pareils qui les unissent contre leurs

bourgeoisies dirigeantes. Ils ne peuvent participer aux haines nationales qui divisent les bourgeoisies en lutte. Une victoire nationale leur garderait leurs maîtres anciens, dont ils sont les ennemis; une défaite nationale leur donnerait des maîtres nouveaux, sans diminuer leur exploitation. Ainsi n'ont-ils qu'un adversaire, le capitalisme, quelque pavillon qu'il arbore ; et les lois que leur fait ce capitalisme, ils en ont le mépris. Ils les violent dès qu'ils en ont le pouvoir[1]; 4° à la *vie sentimentale.* La bourgeoisie s'est fait une morale qui justifie son égoïsme et l'écrasement de ceux qu'elle exploite, une religion qui glorifie sa charité hypocrite et qui terrorise ceux qui tenteraient d'ébranler en pensée « le respect de l'autorité ». Le prolétariat hait cette morale qui opprime et ce Dieu qui commande l'humilité des uns en donnant le pouvoir oppresseur aux autres[2].

Le triomphe du prolétariat, étant la destruction du régime bourgeois et de « toutes les sauvegardes » matérielles ou morales dont il s'entoure, sera la subversion entière de la propriété capitaliste, de la famille bourgeoise, de la nationalité bourgeoise avec son système gouvernemental et juridique, de la superstition bourgeoise morale et religieuse. Mais il faut savoir comment se produira ce triomphe.

1. Engels. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 117, 121, 133, 135, 222 sq.

2. Ibid. p. 242. Ce sont les prolétaires seulement en Angleterre qui lisaient la *Vie de Jésus* de Strauss, et les premiers adhérents de l'athéisme de Feuerbach furent les artisans communistes de la *Ligue des Justes*, v. *Introd. hist.*, p. 22.

Le schème de la lutte des classes veut qu'après une crise suprême, où les derniers petits bourgeois auront fait faillite et où les derniers paysans seront grugés par l'usure, on en vienne à un *corps à corps* violent[1] de la classe prolétarienne unifiée et de la classe bourgeoise, défendue par ses contre-maîtres, sa bureaucratie, sa prêtrise, sa police et son armée. Ce serait « le mouvement spontané de l'immense majorité prolétarienne » (§ 29). Ce mouvement consistera en « une suppression *violente* des conditions anciennes de la production », de tout l'ordre social (§ 30, 54, 78). Il peut se comparer à un cataclysme géologique, dans lequel, la couche inférieure venant à se soulever, les stratifications superficielles sont emportées nécessairement ; et cette couche inférieure est ici le prolétariat révolutionnaire. La raison de cette *nécessité* est qu'il n'y a d'autre issue pour les prolétaires que la révolte, et cette révolte sera victorieuse ou elle consommera la ruine entière de la société.

Cette conception de la guerre sociale est babouviste. La *Fédération des Bannis* la préconisait. Schuster l'avait accréditée, et nul doute que Engels ne l'ait reçue de ces communistes réfugiés à Londres, qui furent ses premiers instituteurs en matière de révolution. Mais elle était déjà dans Babeuf : « Quand un peuple fait une révolution, avait-il dit dans sa *Défense*, c'est parce que le jeu des institu-

1. Marx. *Anti-Proudhon*, p. 243. — Engels. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 227.

tions vicieuses a tellement poussé à bout les meilleurs ressorts de la société que la plupart de ses membres utiles ne peut plus subsister dans la même position. Elle se sent mal à l'aise dans cette position ; elle a besoin d'en changer ; elle s'agite pour y parvenir. » Ce moment est arrivé, « quand l'universalité des richesses se trouve engloutie sous la main de quelques-uns ». « La masse alors, ne pouvant exister, trouvant tout hors de sa possession..., un bouleversement général dans le système des propriétés est inévitable[1]. »

Mais l'évolution du capitalisme crée cette prolétarisation ; elle n'admet donc pas d'autre dénouement que la révolte. La féodalité a pu durer longtemps à côté d'une bourgeoisie déjà forte ; c'est que la féodalité ne précipitait pas tout le monde dans le servage. Elle n'empêchait pas l'ascension des classes serves dans la roture libre, de la petite bourgeoisie dans la bourgeoisie capitaliste (§ 31). On peut discuter si la Révolution de 1789, dans ses explosions violentes, n'aurait pu être évitée, avec plus de prudence dans la classe féodale déjà évincée de sa puissance économique. Mais il ne se peut pas que la République sociale à venir se constitue à côté et au dedans du régime bourgeois. C'est que ce régime amène un appauvrissement sans fin et une déchéance de toutes les classes, hors la classe dirigeante. La théorie engelsienne de la révolution est en accord étroit avec sa

1. Babeuf. *Défense devant la Haute-Cour.* (Advielle, t. ii, p. 30-31.)

théorie de *l'armée de réserve industrielle*. Le capitalisme est un tel instrument d'épuisement, il aspire avec une telle force l'énergie vitale de ses salariés et il leur restitue si peu par le salaire, qu' « il est finalement obligé de les nourrir, au lieu d'être nourri par eux ». Il met ses ouvriers au compte de la taxe des pauvres ou de l'assistance publique, c'est-à-dire à la charge de cette partie de la petite bourgeoisie rurale ou urbaine qui n'est pas encore prolétarisée. Mais la prolétarisation même de ces petites gens, à qui la taxe des pauvres fait payer leur part de la main-d'œuvre capitaliste, en est hâtée. Un immense cataclysme économique les fera déchoir, qui déchaînera la catastrophe politique où sera emportée la bourgeoisie.

Cette déduction schématique cependant n'est pas la seule qui s'offre. Marx du moins semble avoir cru que les faits en autorisent une autre. Certes, son *Anti-Proudhon*, écrit au moment où l'influence d'Engels est la plus forte, conclut par une formule absolue : « Le combat ou la mort ; la lutte sanguinaire ou le néant. C'est ainsi que la question est invinciblement posée[1]. » Il ne manquait pas, chez Pecqueur lui-même, de dilemmes menaçants : « Les esclaves brisent leurs chaînes, ou l'anarchie décompose tout, et la société meurt conquise[2]. » Mais Pecqueur pensait que l'affranchissement

1. Marx. *Anti-Proudhon*, p. 244.
2. Pecqueur. *Des Améliorations matérielles*, p. 190.

par l'association des petits capitaux avait plus de chances. Marx ne croit point à ce dénouement pacifique. Toutefois il constate bientôt que la petite bourgeoisie ne se laissera pas prolétariser sans résistance. Elle dispose de gros contingents d'hommes. Elle refusera l'impôt et le service militaire. La prochaine révolution portera au pouvoir cette classe moyenne. Il y aura précisément cette montée simultanée de toutes les classes opprimées qu'Engels ne voulait pas prévoir. Une république se constituera qui ne sera pas encore la République communiste, mais la République démocrate-socialiste, dont le plan a été dressé en politique par Ledru-Rollin, en économie par Louis Blanc, la République du *socialisme d'Etat*. Elle connaîtra l'impôt progressif, le rachat des grands monopoles de l'industrie, du transport et de la banque, les ateliers nationaux, le rachat des hypothèques, le droit au travail. Mais si ce sont là des « infractions despotiques au droit de propriété » (§ 53), le parti communiste en propose-t-il de plus hardies, en 1847 ? Ne croit-il pas, lui aussi, à l'opportunité de mesures transitoires ?

S'il en est ainsi, le capitalisme sera renversé, non par le prolétariat, mais par la petite bourgeoisie. *La lutte décisive ensuite ne sera pas un corps à corps de la bourgeoisie capitaliste et du prolétariat, mais du prolétariat et de la petite bourgeoisie.* « L'organisation secrète des communistes ne pouvait pas se proposer le renversement des gouvernements existants,... *mais le renversement du gouvernement révolutionnaire*

qui tôt ou tard leur succédera[1] ; » et ce gouvernement, non seulement en Allemagne, mais en France, sera un gouvernement de petits bourgeois. Il fut difficile de faire admettre que l'évolution capitaliste ainsi n'arriverait peut-être pas à son terme. Engels semble avoir résisté longtemps, et davantage le Congrès de 1847 lui-même. Le *Manifeste* n'osa pas encore préciser de quelle nature serait cette révolution allemande qui formerait « le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne ». Il fallut, un peu plus tard, s'incliner devant les faits[2]. Après 1849 il n'y eut de doute pour personne. Voilà pourquoi la circulaire du comité central en 1850 prescrivit une tactique nouvelle[3], la tactique de Blanqui, adoptée par Marx, celle de la *révolution en permanence*. Il faut entendre par ce mot une coalition provisoire avec la petite bourgeoisie en révolte, pour tout le temps où la majorité ne sera acquise aux classes révoltées que par cette coalition. Mais, dès la victoire commune, un gouvernement prolétarien officieux s'installera auprès du gouvernement révolutionnaire

1. Marx. *Revolution und Kontrerevolution*, p. 135.

2. L'auteur de l'article remarquable paru dans *la Réforme* du 27 août 1847, et que nous croyons être Engels (V. *Manifeste communiste*, I, p. 92), constate que l'Allemagne ne veut pas laisser arriver à son terme l'évolution capitaliste, et n'acceptera pas un gouvernement « de majorités financières, boursicotières et exploitatrices ». Elle veut « la liberté, la fraternité, l'organisation du travail et l'émancipation des classes ouvrières ».

3. V. *Introduction historique*, p. 50-54. — Marx. *Klassenkämpfe in Frankreich*, p. 94. — *Circulaire du comité central* (8 juin 1850) dans *Enthüllungen*, p. 88.

des petits bourgeois, agitera les masses ouvrières, posera les conditions de la collaboration prolétarienne, exercera une dictature, d'abord de fait, qui peu à peu sera le gouvernement légal. Ce sera une éducation révolutionnaire longue, et peut-être, elle aussi, remplie de défaites. La petite bourgeoisie ne pliera que sous la menace constante de la défection prolétarienne et du retour possible de la réaction capitaliste.

Mais il est loin d'être vrai, comme le pense Engels et comme le dit le *Manifeste* (§ 26), que les classes moyennes soient nécessairement « réactionnaires ». Engels se les représente pareilles à ces radicaux anglais qui, avant la lutte, trahirent les *chartistes*[1]. Marx avait été plus juste. Nous avons vu comment il voyait s'allumer en elles la lumière d'une « conscience nouvelle », révolutionnaire aussi, mais autrement que la conscience ouvrière[2]. Marx tient beaucoup à son idée du parallélisme des révolutions sociales. La chute de la bourgeoisie ressemblera jusque dans son détail à la chute de la féodalité. L'édifice social périra par un soulèvement de son infrastructure. Mais cette infrastructure, c'est, en toute occurrence, la totalité des classes opprimées.

Quand ce soulèvement se produira-t-il? Marx, pour le prédire, semble s'être laissé guider par

1. Engels. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 237 et l'article de *la Réforme* du 1er nov. 1847 (*Manifeste communiste*, I, p. 81).

2. V. plus haut § 19-26.

sa théorie de la relativité du *standard of life* et de la sentimentalité qui s'y attache. Telles classes et telles nations supportent un *minimum* d'existence qui paraîtrait intolérable aux autres. Les petits bourgeois ne se laissent pas réduire à l'extrémité de misère acceptée des ouvriers. A coup sûr, ils manquent de bravoure. Mais leur rancune bougonnante se révolte en paroles, avant qu'ils soient acculés. Ils fanatisent par des déclamations l'énergie prolétarienne, et, avec son aide, donnent l'assaut décisif[1]. Ainsi, les privilèges féodaux avaient eu d'abord contre eux la haine vigoureuse de la bourgeoisie capitaliste, qui en souffrait moins que la roture humble, artisane ou paysanne. Les capitalistes laissèrent cette roture faire l'effort révolutionnaire dont ils bénéficièrent, et trahirent ensuite. Ainsi les petits bourgeois trahiront les prolétaires quand ils auront fondé leur *République rouge*, nécessaire pourtant.

La révolution bourgeoise ne s'est pas faite au même moment, en tous les pays. Croit-on que la révolution sociale sera davantage simultanée ? Comment serait-ce possible, puisque ni le développement industriel, ni le *standard of life*, ni le sentiment de classe ne sont pareils en des pays divers ? « Il faut évidemment que le prolétariat de chaque pays vienne à bout de sa propre bourgeoisie », grande ou petite (§ 30). Quand ce ne serait que pour cette raison, la révolution sociale ne sera pas un « effondrement » unique. Mais si elle doit toucher tous les pays suc-

1. Marx. *Revolution und Kontrerevolution*, p. 8.

cessivement, elle n'en bouleversera aucun d'un seul coup. En chaque pays, elle se composera d'une double série de secousses prolongées : 1° la couche sociale qui d'abord remontera à la surface sera la petite bourgeoisie. Cette structure sociale s'appellera la République démocratique et sociale ; 2° une succession violente de tremblements sismiques fera affleurer ensuite, en refoulant cette couche superficielle, la couche la plus profonde de la société : le prolétariat. Ce sera là la République communiste.

Entre la théorie d'Engels qui attend la révolution d'un effondrement soudain, et celle de Marx, qui lui assigne de longs délais, la transaction semble impossible. Il n'est pas étonnant que, présentées simultanément dans le *Manifeste*, elles y aient laissé des traces d'incohérence.

I

PROLÉTAIRES ET COMMUNISTES

33-35. *Définition et rôle du communisme.* — La classe prolétarienne s'unifie de plus en plus dans sa condition d'existence, mais elle n'est pas encore unifiée. Elle s'unifie dans sa conscience de classe et concentre son action politique. Mais ni l'unité de l'action ni l'unité de conscience ne sont encore atteintes. Qu'est-ce donc qui joindra les divers prolétariats désunis encore ? La propagande communiste.

On appelle *communistes* des hommes qui ont acquis « l'intelligence des conditions, de la

marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien ». Cette marche, ils ne la prescrivent pas, puisqu'elle ne peut être que « le mouvement spontané de l'immense majorité » (§ 29). Ils ne sont pas des réformateurs en chambre désireux de faire accepter une panacée, comme les utopistes d'autrefois. Leur souci se borne, après une étude complète et comparée des faits sociaux qui s'efforce de déterminer le sens et la vitesse des changements opérés à nos yeux, à pronostiquer le sens et la vitesse des changements futurs, et ils se demandent quelle situation est faite, par ces changements, au prolétariat.

Quel est donc le rapport des communistes au prolétariat ? Celui de la conscience claire à l'action réflexe et instinctive. Cette conscience, comme en tout organisme vivant, n'existe d'abord qu'en un petit nombre de centres. Elle ne supplée pas à la sensibilité, ni à la réaction motrice, mais plutôt elle fait partie intégrante de l'appareil sensori-moteur. Elle permet une meilleure adaptation au milieu, contribuant à la fois à une élaboration plus complète des données sensibles et à une coordination plus parfaite des mouvements. Ainsi le communisme accueille les observations et les douloureuses données de la sensibilité prolétarienne, et, les élaborant, il combine les réactions de résistance qui offrent le plus de chance de survie. La bourgeoisie, elle aussi, a ainsi un organisme cérébral : sa bureaucratie, son état-major d'hommes d'État, sa prêtrise, sa science offi-

cielle, qui prévoient pour elle et l'orientent. A tout cela supplée, dans le prolétariat, l'organisation communiste. Elle l'unifie : 1° les prolétariats divers sont désunis de nationalité, asservis souvent à la classe dirigeante de leur nationalité au point de se combattre entre eux. Le communisme leur montre leur solidarité, les unifie dans l'espace ; 2° les prolétariats, inégalement mûrs pour la lutte politique, se laissent désarmer par les concessions partielles, égarer par une temporisation astucieuse. Le communisme leur montre le but intégral vers lequel doivent s'orienter les mouvements successifs. Il unifie, dans le temps, l'effort prolétarien, par une énergie clairvoyante.

On a souvent cru que ce communisme nouveau fait bon marché de l'idéologie. Il lui fait seulement sa part ; et cette part est grande, puisqu'elle est celle d'une conscience utile à mieux adapter les hommes à leur milieu naturel et social. Mais il affirme que nécessairement cette conscience reflète ce milieu. Un même milieu naturel enveloppe tous les hommes. C'est pourquoi les lois naturelles et mathématiques sont aperçues de la même façon par tous les peuples qui ont réussi à vaincre ce milieu, c'est-à-dire qui ont créé une civilisation industrielle. Mais les milieux sociaux diffèrent. C'est pourquoi il n'y a pas, socialement, de « vérités éternelles » qui s'imposent à tous (§ 51). Il n'y a qu'une idéologie de classe. L'objet du communisme est de fonder l'idéologie du prolétariat. Cette idéologie touche à toutes les relations

sociales établies par la bourgeoisie à son profit, et dissoutes par elle dans le prolétariat (§ 27) : 1° la propriété ; 2° la famille ; 3° la nationalité ; 4° la vie sentimentale et mentale. Elle essaie un pronostic sommaire au sujet de la société communiste à venir.

36-45. *La propriété au regard du prolétariat.* — On dit que le communisme abolit *la propriété*. C'est, au dire de Marx qui a fourni l'essentiel de cette argumentation, se placer d'emblée dans l'idéologie bourgeoise ; c'est croire qu'il y a une forme *éternelle* de la propriété, qui est précisément celle de la bourgeoisie, et que le communisme aurait la folie de vouloir briser. Le communisme soutient seulement que la propriété bourgeoise n'a pas toujours existé. La bourgeoisie a aboli d'autres formes de propriété avant la sienne. Son histoire entière (§ 4-14) est une série d'expropriations accomplies à son profit. Toutes les formes antérieures de la propriété reposaient : 1° sur l'exploitation de l'homme par l'homme ; 2° sur l'antagonisme des classes. La propriété bourgeoise, héritière de tout ce passé, a poussé à bout cette exploitation et cet antagonisme. Ce que le communisme veut abolir, c'est tout antagonisme de classe et toute exploitation, et par conséquent les formes juridiques qui la permettent, les formes économiques où elle a lieu.

La propriété que veut abolir le communisme n'est donc pas « la propriété personnellement acquise par le travail de l'individu (§ 37) ». Au contraire, c'est cette propriété qu'il se propo-

sait de fonder (§ 42). Mais n'est-ce pas elle que le capitalisme a constamment extirpée ? A quelque degré, la propriété artisane et paysanne est une telle propriété issue du travail personnel. N'est-ce pas la concurrence capitaliste qui l'abolit ? Le communisme, sans hostilité contre cette menue propriété se borne à en décrire la faiblesse économique, à en prédire la ruine sûre.

Dira-t-on que la propriété capitaliste est acquise par le travail ? A coup sûr, mais non pas par le travail du capitaliste. C'est ici le cas de bien saisir la *dialectique matérialiste*. Elle consiste à montrer dans la propriété bourgeoise ce qu'elle est réellement : une forme des relations de droit entre les hommes, transitoire comme toutes les formes antérieures, et reposant, comme dans le passé, sur un *antagonisme* qu'il faut décrire. La *thèse* et l'*antithèse*, qui étaient logiques en d'autres systèmes, sont des forces réelles et hostiles dans le système tout historique de Marx et d'Engels ; et la *synthèse* non plus ne se bornera pas à une transaction d'idées. Elle consistera en une abolition réelle de l'antagonisme dans une société à venir[1].

Le capitalisme est un système de relations entre les hommes qu'ils adoptent pour produire. L'utilisation de toute force productive suppose ainsi des liens sociaux entre ceux qui l'utilisent : un lien de dirigeant à dirigé, un lien de participation au produit, une répartition préexistante des propriétés. C'est cet ensemble de

1. Marx. *Anti-Proudhon*, p. 141, 153-155.

liens que Marx désigne du nom de *Productionsverhæltniss*[1]. L'utilisation d'une force productive crée ces liens, puis les modifie, en grandissant, jusqu'à les déchirer.

Les conditions de la production actuelle sont à définir comme un régime où les forces productives sont du capital. Une machine n'est pas seulement un outil, mais un capital. Son fonctionnement implique : 1° un rapport de propriétaire à propriété, qui est respecté par les autres hommes ; 2° un rapport de ce propriétaire à ceux qui mettent cette machine en marche (rapport de direction et d'obéissance) ; 3° un échange de services entre ceux qui travaillent et celui qui possède, dont le premier fournit la force productive, et le second une part du produit ; 4° un rapport de concurrence entre les différents groupes de producteurs ; 5° un rapport de sentiment entre les hommes qui occupent une place dans ces groupes.

Tous ces rapports sont à deux termes. « La propriété, dans sa forme actuelle, se meut entre ces pôles opposés. » (§ 37) L'intelligence complète du mouvement économique exige qu'on envisage ces rapports du point de vue des deux classes en présence. On s'apercevra alors qu'ils

1. Nous éviterons prudemment le mot de « rapport de production », qui, chez certains glossateurs français de Marx, est destiné à rendre ce mot allemand. Cette expression, bien qu'elle se trouve dans l'*Anti-Proudhon* de Marx lui-même, est barbare selon la syntaxe française. Marx, styliste très vigoureux et pur en allemand, écrivait un français médiocre, dont nous n'avons aucune raison d'imiter les solécismes.

ne sont pas permanents, mais mobiles ; et un moment vient où ils sont à ce point modifiés qu'ils ne se soutiennent plus.

1° Les économistes bourgeois disent que le capital est du travail accumulé dans le passé pour servir à la production future. Qui ne voit le sophisme ? On définit ainsi la genèse technique de l'outil, non pas son rôle social. « Les économistes nous expliquent comment on produit dans un système de rapports donnés, mais ce qu'ils ne nous expliquent pas, c'est comment ces rapports se produisent. » A-t-on expliqué ce que c'est qu'un esclave nègre quand on l'a défini « un homme de race noire » ? Il n'est *esclave* que dans un système de relations sociales, qui utilise dans de certaines conditions précises la force productive de l'homme[1]. Pareillement, le capital ne devient ce qu'il est, pouvoir de succion et d'absorption puissante du travail d'autrui, que dans le système des relations bourgeoises.

Etre capitaliste, c'est occuper dans ce réseau de relations une certaine situation juridique, dont la force tient, non pas au mérite individuel, mais à toute l'organisation sociale. Quand on propose de « socialiser le capital », on ne propose donc pas qu'une certaine quantité de produits, où se cristallise du travail passé, soit transportée d'un individu à la collectivité. Besogne vaine, si on laissait subsister l'ordre social en vertu duquel ce capital s'incorpore à

1. Marx. *Anti-Proudhon*, p. 144. — *Lohnarbeit und Kapital*, p. 14.

nouveau et incessamment du travail vivant; mais c'est cet ordre social que le communisme veut changer (§ 38).

2° « L'esclavage est le pivot de l'industrie moderne. » Les peuples modernes ont su le déguiser dans leur propre pays. Ils l'ont imposé longtemps sans déguisement au nouveau monde. Le capital est un titre de commandement sur les travailleurs[1]. Mais on a vu comment, dans cette singulière armée, les chefs, pour se fortifier, licencient leurs troupes. Le régime futur consistera-t-il à assurer aux travailleurs « le droit au travail » dans des ateliers commandés par un fonctionnarisme d'État? C'est comme si l'on demandait si les « esclaves nègres », dans l'avenir, appartiendront à la République. Il n'y aura plus, dans la société future, d'esclavage.

3° Le rapport de participation au produit est ainsi fixé que « le travailleur reçoive en échange de son labeur des victuailles, mais que le capitaliste en échange de ces victuailles reçoive de l'ouvrier une activité productive par laquelle, non seulement l'ouvrier restitue sa consommation, mais ajoute au travail accumulé une valeur qu'elle n'avait pas auparavant[2]. » Il n'est donc pas vrai que le travailleur puisse jamais racheter, avec son salaire, le capital, « le pouvoir sur le travail d'autrui » (§ 39). Son salaire lui donne le *minimum* d'existence usité dans sa classe. Cette condition de classe ne peut s'améliorer que si

1. Marx. *Anti-Proudhon*, p. 154-155.
2. Marx. *Lohnarbeit und Kapital*, p. 17.

la quantité de surtravail fournie vient à augmenter, c'est-à-dire en intensifiant encore le pouvoir absorbant du capital. Car le salaire ne hausse que par une hausse encore plus rapide du profit et une accumulation nouvelle, par le labeur ouvrier, des capitaux productifs[1]. Ainsi, en améliorant ses salaires, la classe ouvrière rive plus fortement les chaînes d'or par lesquelles la traîne la bourgeoisie. Tout effort nouveau de labeur ouvrier consolide les droits acquis de la classe dirigeante, le pouvoir de la chose, du capital, en qui se cristallise le travail des générations exploitées et disparues, qui se redressent pour grandir l'exploitation des vivants.

Mais on a vu la révolte des forces productives, mortes ou vives (§ 14). C'est pourquoi le régime futur sera l'administration des choses substituée à l'exploitation des hommes. Le travail accumulé mis au service de tous « élargira, enrichira, stimulera la vie des travailleurs » (§ 40).

4° Ce régime de propriété exploiteuse et oppressive est appelé par la bourgeoisie un régime de *liberté*. C'est la liberté qu'on menace quand on veut l'abolir. Engels vient ici à la rescousse de Marx ; et certes ils ne contestent ni l'un ni l'autre que la bourgeoisie ait rompu toutes les entraves matérielles, nationales, juridiques, morales qui empêchaient l'exploitation du marché universel (§ 6-9). Mais ce qu'ils affirment, c'est que la liberté ainsi fondée n'est que « du maquignonnage », de l'exploitation sans

1. Marx, *Lohnarbeit und Kapital*, p. 24.

frein, de la concurrence sans limite. Parce que l'échange des marchandises a lieu sans entraves féodales ou corporatives ou douanières, l'ouvrier qui produit ces marchandises sous la férule patronale en est-il moins asservi ?

On objectera que les ouvriers ont aussi la liberté de concourir. Mais concourent-ils avec le bourgeois ? On a vu quelles conditions leur sont faites, dans la répartition du salaire. L'« ouvrier est l'esclave des plus élémentaires besoins », et il n'a pas de garantie qu'ils soient satisfaits. Il n'a de place dans la société que si la bourgeoisie a besoin de lui. Parle-t-on de la concurrence des ouvriers entre eux ? Mais n'est-ce pas elle qui maintient le plus solidement leur condition de salariés misérables (§ 32). Qu'est-ce donc que signifie ce mot abstrait de liberté ? « C'est la liberté qu'a le capital d'écraser le travailleur[1]. » A coup sûr une telle liberté est à supprimer. Les ouvriers déjà y songent. Si, en dernière analyse, « la souveraineté de la bourgeoisie ne se maintient que par la concurrence des ouvriers entre eux », on voit la signification profonde des *trade-unions*. Elles signifient la résolution parmi les travailleurs de ne plus se laisser acheter et vendre comme des marchandises. « Dans la détermination de la valeur du travail, ils demandent à être traités comme des *hommes*. » Il est vrai sans doute que ni la loi du salaire, ni surtout la loi des crises, ni dès lors l'existence d'une armée de

1. Engels. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 187 sq., 200. — Marx. *Discours sur le Libre-échange*, p. 287.

réserve industrielle ne peuvent être supprimées tant que dure la concurrence des capitalistes entre eux. L'émancipation de la personnalité humaine véritable exige, non pas la suppression partielle de la concurrence, mais la suppression de toute concurrence [1]. Car, par les conditions initiales qui lui sont faites, cette concurrence n'est pour les uns que la liberté de tuer, pour les autres que la liberté de mourir.

5° La bourgeoisie exige le respect du régime de violence qui est le sien. Elle y croit le sort même de la civilisation attaché. Elle fait un mérite à la personne des capitalistes de l'activité fiévreuse du système industriel. Les lois factices qui maintiennent le capitalisme, elle les tient pour des expressions de la constitution éternelle des choses. Prévention aveugle de classe dirigeante, et qui pousse, quand la déchéance est proche, aux violences impuissantes. Déjà se lève l'adversaire jeune et fort qui précipitera sa ruine. La première condition que doive remplir l'homme qui se révoltera contre la propriété bourgeoise est *de mépriser la loi bourgeoise*. Ce mépris de la loi est universel dans le prolétariat. Il sait que la loi est « fabriquée par le bourgeois dans son intérêt » et que toute l'oppression bourgeoise s'y condense. Toute tentative prolétarienne pour s'émanciper suppose donc avant tout cette méconnaissance de la loi qui, individuelle, s'appelle le *crime* (§ 19), et qui, organisée et traduisant l'effort des foules vers une existence meilleure, s'appelle

1. Engels. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 222.

révolution. Cette révolution abolira la propriété bourgeoise d'abord, les relations sociales bourgeoises ensuite, et avec elles la sentimentalité et l'idéologie qui en naissent (§ 45).

46-48. *La famille bourgeoise au regard du prolétariat.* — On dit que les communistes veulent supprimer la famille. Et « les plus radicaux, devant ce honteux dessein, de répudier avec eux toute solidarité ». N'est-ce pas Proudhon qui trouve « un tour d'escamotage » dans la distinction communiste qui veut que la communauté tombe sur les choses et non sur les personnes, et s'écrie : « Loin de moi, communistes ! Votre présence m'est une puanteur ![1] » ,

Proudhon est bien oublieux, s'il n'a pas souvenir que les faits relevés par lui, les citations qu'il tire des économistes, tendent à prouver que la famille ouvrière est détruite par le capitalisme. Quel reproche faire aux communistes si « le libertinage des jeunes ouvrières est *inévitable* », si, « comme les ouvriers sont chair à canon, les ouvrières sont chair à prostitution »[2]. Et Vidal n'avait-il pas déjà dit : « L'industrie moderne a dissout la famille. Elle a fait aux filles et aux femmes pour ainsi dire une nécessité de la prostitution[3] » ? Pecqueur, avant tous, avait dit la dangereuse crise morale qui venait de ce que « toute une masse de jeunes filles et de femmes passait brusquement de la vie cloîtrée de l'atelier domestique à la vie osten-

1. Proudhon. *Contradictions économiques*, II, p. 277-278.
2. Ibid., I, p. 206 sq.
3. Vidal. *De la Répartition des richesses*, p. 284-286.

sible, sollicitante de l'atelier public ». Il signalait l' « impudicité, l'effronterie » chez les femmes, « l'orgie, la débauche, la lubricité chez les hommes »[1]. Buret, que connaissait Proudhon, décrivait un autre danger quand il affirmait que « la classe ouvrière est abandonnée corps et âme au bon plaisir de l'industrie ».

Ces faits, qui firent jeter un cri d'alarme et d'indignation à tout ce qu'il y eut, au début du siècle, d'économistes philanthropes, Engels notamment en avait donné un tableau désolant, qui complétait celui de Buret. Pense-t-on qu'une vie de famille soit aisée dans les bouges où vit la classe ouvrière[2], quand la vie industrielle arrache du foyer la femme et les enfants? Ne devine-t-on pas les effets de la promiscuité de l'atelier? Et quand les ouvrières seraient assez fortes pour une résistance morale vraie, la contrainte patronale n'est-elle pas là pour les briser? L'usine n'est-elle pas le *harem* du capitaliste? Ainsi, flétries par le mauvais exemple, par les sollicitations de la misère et par la lubricité patronale, comment s'étonner qu'elles fournissent les plus gros contingents de l'armée de la prostitution?

Si l'on entend la famille au sens bourgeois (§ 27), comme une institution fondée sur un ensemble d'intérêts financiers que règlent les lois sur la dot et sur l'héritage et les cou-

1. Pecqueur. *Des Intérêts du Commerce,* I, p. 359, 368, 380, 386.

2. Engels. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 131-132, 151-153.

tumes, plus strictes encore, qui définissent ce qui fait d'un homme ou d'une femme un *parti sortable*, nul doute que cette famille n'existe pas dans le prolétariat. Comment reprocher alors au communisme de vouloir abolir ce qui n'existe pas? Mieux encore, puisque les coutumes dotales et les lois d'héritage ne sont que des conventions qui fixent la part des ayant-droit capitalistes dans la répartition des profits industriels accumulés, n'est-il pas évident que la famille bourgeoise, pour vivre, exige la dissolution de la famille prolétarienne, qu'elle jette l'ouvrière dans l'atelier et dans le vice? Il est évident à la lettre que, sans la famille bourgeoise, il n'y aurait pas de prostitution. C'est la prostitution que veut abolir le communisme.

Mais si la famille est un lien de considération mutuelle, d'affection respectueuse et exclusive, de collaboration tendre, est-il beaucoup de familles qui, en dehors de leur existence légale, aient une existence vraie? Cette foi conjugale que l'on reproche à la théorie communiste de méconnaître, les bourgeois la respectent-ils dans la pratique? (§ 48). Cette frivolité grossière, « cette prostitution non officielle » dont se souille le mariage des classes dirigeantes, le communisme l'abolira. Marx et Engels ne définissent pas le lien conjugal futur. Ils jugent suffisant de désigner les vices auxquels il remédiera. Ils estiment qu'il sera pur de toute pensée de lucre; et sans doute ils pensent que les femmes, dans une société où la sécurité matérielle de tous sera entière, gagneront leur vie, « se donneront

une dot, comme le voulait Pecqueur, au lieu de l'attendre de la vente de leur personne au plus offrant », amant ou mari[1]. Elles auront la « moralité forte et respectée de femmes libres », qui, n'étant plus ni misérables ni ignorantes, sauront entretenir avec les hommes « des rapports de retenue, de décence et de fraternité remarquablement moins imparfaits que de nos jours ».

Le communisme prescrit une « éducation publique des enfants ». Dernière et non moins scandaleuse infraction, diront les bourgeois, à la vie de famille. Est-ce donc le communisme qui conduit les enfants à l'atelier où ils s'étiolent de corps et d'âme (§ 7) ? Croit-on que la société bourgeoise n'intervienne pas, elle aussi, dans l'éducation, loin de respecter ce qu'elle appelle « les droits du père de famille » ? Ne donne-t-elle pas dans ses écoles publiques et privées (il n'importe) *un enseignement de classe*, qui dose le savoir non pas aux capacités, mais à la condition sociale, laissant les enfants du peuple croupir dans l'ignorance et dans la superstition, tandis qu'on recrute, pour le service du capitalisme, un état-major d'intelligences armées de toute la science de leur temps ? Le communisme, qui abolira toute distinction de classes, « arrachera l'éducation à l'influence de la classe dirigeante » (§ 47).

49. *La nationalité bourgeoise au regard du prolétariat.* — C'était déjà en 1847 l'habitude de traiter les communistes de « sans patrie ».

1. Pecqueur. *Des Intérêts du Commerce*, I, 385-388.

Le qualificatif n'est pas inexact. C'est le reproche qui ne se conçoit pas. Les vieux babouvistes avaient déjà expliqué comment « la multitude, ruinée par la misère, par l'ignorance, par l'envie et par le désespoir, ne voit dans la société qu'un ennemi et *perd jusqu'à la possibilité d'avoir une patrie*[1] » ; et Weitling, reprenait : « Celui-là seul a une patrie qui a une propriété ou du moins qui a la liberté et le moyen de devenir propriétaire. Qui n'a point cela n'a pas de patrie... *Nous n'avons pas de patrie quant à présent.* Ce n'est pas une patrie qu'une maison de réclusion ; ce n'est pas un peuple que ces multitudes asservies et méprisées[2]. » Et les chartistes anglais, peu de semaines après le Congrès communiste, quand on craignit la guerre entre la France et l'Angleterre, ne prêchèrent-ils pas la désertion de la classe ouvrière anglaise[3] ?

Cette pensée internationaliste, Marx et Engels la recueillirent dans la *Fédération des*

1. Buonarroti. *Histoire de la Conspiration de l'Egalité*, I, p. 84.

2. Weitling. *Garantieen der Harmonie*, 1842, p. 74, 80.

3. Voici ce que disait le *Manifeste chartiste* : « Ouvriers de la Grande-Bretagne et de l'Irlande ! Pourquoi vous armeriez-vous, pourquoi combattriez-vous pour le maintien d'institutions aux avantages desquelles vous ne participez pas ? pour le maintien de lois faites, non pour vous protéger, mais pour vous contraindre ? pour la protection des propriétés que vous ne pouvez regarder que comme les dépouilles des fruits de votre travail ?... Que les privilégiés et les propriétaires aillent eux-mêmes combattre pour les intérêts du privilège et de la propriété ! » (*La Réforme* du 10 janvier 1848.)

Justes, où le babouvisme l'avait fait pénétrer, et dans le chartisme anglais. Elle est l'efflorescence spontanée des trois prolétariats français, anglais et allemand. Au Congrès communiste, ces trois prolétariats fusionnent et ils tendent la main aux démocraties menacées, à la Pologne communiste écrasée à Cracovie, à la Suisse antijésuitique menacée d'une invasion par Metternich et par Guizot (§ 75). Mais ces manifestations spontanées confirment à merveille la sociologie marxiste. Les chartistes anglais atteignent à la conscience nette que la nationalité est une création bourgeoise et une sauvegarde des intérêts bourgeois (§ 5, 11, 27), l'organisation centralisée des entreprises de piraterie qui ont pour objectif de réduire en servage économique les peuples d'industrie peu développée.

Mais le communisme n'admet pas plus l'exploitation des nations par les nations que l'exploitation de l'homme par l'homme. Si l'intérêt prolétarien universel est de détruire « toutes les sauvegardes » du capitalisme (§ 28), le communisme saura faire valoir plus que jamais, en détruisant les antagonismes nationaux « l'intérêt indépendant commun de tout le prolétariat » (§ 33).

50-51. *L'idéologie bourgeoise au regard du prolétariat.*—La bourgeoisie se défend non seulement par des institutions de famille, de droit et par la force armée de l'État, mais aussi par une sentimentalité forte qui l'attache à ses institutions, et par une idéologie qui les justifie. Que cette défense consolide son pouvoir,

on le conçoit, puisque tout travail d'idées permet une meilleure adaptation au milieu (§ 33). Mais nous savons aussi que ces sentiments et ces doctrines trahissent des intérêts de classe dont ils sont la conscience. Ainsi leur hostilité au communisme va de soi. C'est ici, surtout, qu'il convient de se souvenir que ces idées et ces sentiments n'ont de sens que si on admet, au préalable, la nécessité d'une classe bourgeoise.

Des bourgeois allègueront, comme Guizot, « un impérissable instinct » de l'homme qui veut que « Dieu préside à sa destinée et qu'elle ne s'accomplisse pas tout entière en ce monde ». Les communistes, diront-ils, abolissent Dieu, parce que « seuls, en présence de leurs maîtres terrestres..., les hommes voudront absolument les jouissances de cette vie et la répartition égale de ces jouissances ». « La famille et l'État, la propriété et l'hérédité, l'histoire, la gloire, tous les faits et tous les sentiments qui constituent la vie étendue et perpétuelle de l'humanité au milieu de l'apparition si bornée et de la disparition si rapide des individus humains..., la république sociale supprime tout cela. » Elle supprime, « ce qui marque l'homme pour la souveraineté dans ce monde et pour l'immortalité au-delà de ce monde ». Mais rien ne peut soustraire un pays « à ces conditions nécessaires, inévitables, de la paix sociale et de bon gouvernement. Il peut les méconnaître et souffrir, souffrir sans mesure et sans terme, en les méconnaissant. Il ne peut les abolir[1] ».

1. Guizot. *De la Démocratie en France*, p. 59, 61, 154.

Cette phraséologie bourgeoise ne doit pas faire de dupes. Elle ne définit que les conditions de la paix sous l'oppression bourgeoise et sous le gouvernement bourgeois. Il est trop aisé de les donner pour « nécessaires », afin d'inspirer à ceux qui en souffrent la résignation qui les rend gouvernables. Mais le seul fait que les sentiments de respect cèdent la place à des sentiments de révolte, qu'à la doctrine de la propriété, de la concurrence providentielle, de l'obéissance aveugle aux lois du privilège, se substituent des doctrines nouvelles, est déjà un symptôme d'effritement intérieur dans les assises du capitalisme.

Ce ne sont pas les idées qui changent le milieu social. Mais, quand elles changent, c'est « que le milieu social déjà a subi des changements latents ». Ce n'est pas le christianisme qui a vaincu la société antique. Que le christianisme triomphât, c'était seulement le signe qu'une obscure conscience de classe avait pénétré dans des multitudes réduites en esclavage. Elles glorifièrent leur humilité impuissante par l'espérance en un empereur des pauvres qui les émanciperait dans une autre vie. Quand vinrent les barbares, cette doctrine, loin de survivre dans sa pureté, dut s'adapter aux institutions sociales des nouveaux venus. On admit que Jésus, sur la terre, avait un représentant qui détenait son fief spirituel, et qui consacrait, par l'onction, le pouvoir temporel nouveau, l'empire germanique et les royautés féodales. Du christianisme vrai, les masses ne gardèrent

que la croyance consolatrice de leur servage, celle en l'affranchissement dans l'autre monde. Cette doctrine, qui asseyait fortement le pouvoir féodal et désarmait toute résistance comme condamnée par la constitution éternelle du monde, fut imposée par la guerre et par le bûcher. Elle ne toléra pas d'hérésie.

Pourtant l'hérésie vint, exigeant d'abord la *liberté de conscience*, la *tolérance*, puis allant au XVIIe siècle jusqu'à concevoir l'univers comme un mécanisme automatique, construit par un horloger transmondain indifférent à la destinée du monde une fois en marche. Que signifie cette hérésie ? Que la bourgeoisie revendiquait déjà le *laissez-faire*, l'absolue concurrence, comme loi de l'Etat, et sentait déjà poindre en elle la force par laquelle elle évincerait le monarque jusqu'à en faire le spectateur immobile d'une concurrence où il n'aurait plus à intervenir. Mais la bourgeoisie, une fois triomphante, ne trouve pas mauvais, sans doute, qu'il y ait une religion pour le peuple, capable d'entretenir son humilité et à la fois de justifier la domination capitaliste. Elle redevient croyante alors. Elle s'écrie, avec Bowring, en Angleterre : « Jésus-Christ, c'est le *free-trade!* » En France, le capitalisme voltairien s'allie avec les jeunes catholiques pour arracher au peuple l'instruction primaire laïque [1].

Il est sûr ainsi que de certaines formes de sentimentalité religieuse et morale, de certaines

1. Marx, *Discours sur le Libre-échange*, p. 272. — *Klassenkaempfe in Frankreich*, p. 91. — *Der XVIII^te Brumaire*, p. 47.

doctrines sociales incessamment reparaissent avec une opiniâtreté séculaire. Est-ce le signe qu'il y réside une « vérité éternelle »? C'est le signe que des intérêts similaires dominent en des sociétés successives. Toutes les sociétés jusqu'ici ont reposé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Quoi d'étonnant, si elles inventent des idéologies d'oppression et d'humilité qui se ressemblent? ou qu'elles empruntent aux classes dirigeantes des sociétés disparues leur doctrine de domination? Ainsi, la bourgeoisie française d'aujourd'hui imite, dit Marx, le catholicisme des barons féodaux. Mais le prolétariat, en regard, reprend et complète la tradition révolutionnaire de la libre-pensée, jadis bourgeoise. Cette pensée n'est pas encore construite, mais elle s'élabore. C'est le *matérialisme historique*. Il conçoit les lois de l'univers matériel et social moins comme des formules qui en décrivent la constitution intérieure que comme des recettes propres à nous dire par où nous avons prise sur lui. « Il ne s'agit pas de comprendre le monde, mais de le changer. [1] »

52-54. *Les mesures de transition à la république sociale.* — Le changement éminent, par lequel se couronne toute l'évolution technologique, sociale et idéologique, est l'affranchissement du prolétariat.

On en a vu plus haut les premières démarches (§ 32). En supposant arrivée cette période de *révolution en permanence*, où une dictature prolétarienne, officieuse ou officielle, tiendrait

1. Marx. *Thèses sur Feuerbach*, § 11.

en mains le pouvoir législatif et gouvernemental, quelles mesures lui faudrait-il prendre ?

Elle ne peut pas d'emblée réaliser la République sociale. C'est ce qui résultait pour Marx du fait même de la collaboration avec la petite bourgeoisie ; et cette collaboration, pour un temps, sera nécessaire (§ 32). Ce sera le temps où le prolétariat sera *classe dirigeante*, et c'est assez dire qu'il y aura encore des classes adverses, qui, dans leur décadence, opposeront encore une résistance. En ce temps l'Etat, à qui il appartient d'aplanir les litiges entre les classes hostiles, n'aura pas cessé d'exister ; ses arbitrages seront, comme toujours, favorables à la classe dirigeante. Mais, cette classe étant le prolétariat, la législation portera un caractère marqué de *socialisme d'Etat*. Elle sera un compromis entre les intérêts de la *petite bourgeoisie*, qui aura résisté la dernière, et les intérêts prolétariens ; « des infractions despotiques au droit de propriété » seront commises, mais elles atteindront surtout le grand capital. Pour en dresser le programme, Marx et Engels s'inspirent, pour une part de la tradition des Bannis et des Justes, pour une autre part de Pecqueur. Ils s'abstiennent d'emprunter aux projets des utopistes les réformes que l'organisation communiste n'avait pas déjà faites siennes. Ils ont plus tard attaché une importance médiocre à ce programme de transition[1]. Il est aisément reconnaissable que les communistes de 1847, qui le leur ont imposé, furent des artisans, voisins,

1. Préface de 1872, *Manifeste*, I, p. 6.

par leurs idées, de la démocratie socialiste, et par leur condition, de la petite bourgeoisie.

Le programme comporte des mesures : A) *juridiques ;* B) *économiques ;* C) *pédagogiques.*

A) Les *mesures juridiques* sont des mesures d'expropriation.

1° *L'expropriation de la propriété foncière, l'affectation de la rente foncière aux dépenses de l'Etat* ne menace pas, comme on l'a cru, la petite propriété foncière paysanne. Sans doute la tradition babouviste semblait réclamer l'expropriation absolue et immédiate. « Plus de propriétés individuelles des terres ; *la terre n'est à personne !* » s'écriait le *Manifeste des Égaux*[1]. Mais il comptait protester ainsi contre l'accaparement nouveau dont s'accompagna la vente des biens nationaux.

Dans le fait, le marxisme ne peut pas exproprier le paysan d'une terre que déjà lui a enlevée l'usure (§ 37). Il ne peut pas affecter à l'Etat la rente du paysan, puisque la terre paysanne n'a jamais rapporté de rente. « La rente est l'excédent non seulement sur le salaire, mais encore sur le profit industriel. Elle suppose l'amoindrissement du travailleur, réduit au rôle de simple ouvrier salarié, travaillant pour le capitaliste industriel ; l'intervention du capitaliste industriel, exploitant la terre comme toute autre fabrique ; la transformation du propriétaire foncier en usurier vulgaire[2]. » La mesure

1. Buonarroti, t. ii, p. 132-133.
2. Marx. *Anti-Proudhon*, p. 221.

qui est proposée n'a donc trait qu'à la culture industrielle. Elle porte un caractère anglais très net. Elle vise le *landlordisme* exécré des chartistes. Elle traduit cette pensée de la *prise de possession du sol national par le peuple* qui fut leur pensée agraire [1].

Le projet d'« affecter à l'État la rente du sol » est anglais dans sa formule et dans son origine, étant dû à Mill et à Hilditch. Marx y voyait « la franche expression de la haine que le capitaliste industriel voue au propriétaire foncier [2] ». La socialisation de la rente foncière, quoique insuffisante, est une des mesures que le prolétariat peut arracher aux « dissentiments internes de la bourgeoisie ».

2° L'*impôt progressif* n'est pas une revendication prolétarienne. Les économistes, pour la plupart, y adhéraient depuis Adam Smith. Say ne craignait pas de dire que « l'impôt progressif est le seul équitable ». De longue date, il fait partie du système défensif de la petite bourgeoisie contre la grande. Le communisme se bornera à demander « une progression formidable ».

3° L'*abolition de l'héritage*, Weitling l'avait demandée ; et c'est par lui que cette revendication pénétra dans le communisme allemand. Mais comment n'y pas reconnaître la doctrine saint-simonienne et cette haine des saint-simoniens « contre un privilège dont la bourgeoisie

2. Voir appendice au *Manifeste*, p. 81.
3. Marx. *Anti-Proudhon*, p. 224.

ne craint pas de se couvrir, quoique ce soit une parure de son ennemi vaincu, un vestige féodal, la *propriété par droit de naissance* et non par droit de capacité[1] » ?

4° La *confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles* imite une mesure analogue de la Révolution française. On a vu plus haut que la bourgeoisie est l'institutrice révolutionnaire du prolétariat (§ 32).

B) Le *programme économique* offre un mélange non moins confus.

5° La bourgeoisie capitaliste se divisant en deux fractions hostiles, les *financiers* et les *fabricants*, il est clair qu'on obtiendra aisément l'alliance des seconds pour l'expropriation des premiers. *La centralisation du crédit par le moyen d'une banque nationale constituée avec les capitaux de l'Etat avec monopole exclusif*, fut une idée saint-simonienne sur laquelle insista Bazard. Qu'il fallût constituer des capitaux à cette banque, c'est ce qui paraissait évident à Marx et à Engels dans l'état présent de la circulation fiduciaire. Ils s'élèvent d'avance contre la banque du peuple de Proudhon, qui « peut et doit opérer sans capital ». Mais la réserve métallique privée des banques à privilège étant devenue l'arme de la féodalité financière, il fallait, pour mettre un terme à l'agiotage, que cette réserve fût d'Etat.

6° On a vu l'importance que le marxisme, après Pecqueur, attache aux voies de communication (§ 3, 8). « S'il arrivait, disait le livre des

1. Bazard. *Doctrine saint-simonienne*, p. 159.

Intérêts du Commerce, que des particuliers fussent propriétaires des chemins de fer, ils seraient la grande *maison de roulage* de la contrée que ces lignes traverseraient. » Ils auraient un moyen indirect, mais puissant, de régler les prix de toutes les marchandises et de fixer la valeur du sol dans cette contrée. Il y aurait « monopole flagrant et inféodation certaine[1] ». C'est pourquoi le marxisme reprend l'idée suggérée par Pecqueur en 1838, et qui veut que « les chemins de fer, les canaux, en général les grandes voies de communication, soient envisagées comme des nécessités publiques, qui doivent être accessibles à tous, sans péages ni tarifs ; être exécutées, dirigées, exploitées au nom et pour le compte et par les agents de la chose publique ».

7° Pareille gestion par l'État est applicable à toutes les industries, agricoles et usinières. Le projet des *ateliers nationaux*, esquissé par Fourier et Schuster, enjolivé par Weitling[2], développé par Louis Blanc, est ici repris ; et on l'appliquerait notamment à des industries déjà très centralisées. La pratique qui consiste à tuer la grande industrie privée par la concurrence, en ayant recours à une commandite plus puissante que toute commandite privée, celle de l'Etat, est naturelle à la petite bourgeoisie. La social-démocratie de la nuance Ledru-Rollin, d'emblée, s'y convertit. On le vit bien, l'année suivante,

1. Pecqueur. *Des Intérêts du Commerce*, I, p. 144 sq ; 467 sq.

2. Voir *Introduction historique*, p. 17-29.

par les débats de la commission ouvrière du Luxembourg. Le présent article est à la fois une des idées les plus vieilles du communisme allemand et la prévision la plus exacte des prochaines revendications pratiques.

8° Ces ateliers nationaux, il fallait leur assurer des travailleurs. Déjà le *droit au travail* ne suffisait plus à l'ambition communiste. Pour réaliser les « plans d'ensemble » agricoles et industriels, pour en finir aussi avec le régime du profit oisif, il ne semblait pas de trop de recourir à la vieille loi babouviste, admise par la Fédération des *Justes* : « Tout membre de la communauté nationale lui doit le travail de l'agriculture et des arts utiles dont il est capable. La loi détermine la durée journalière des travaux.[1] » La création d'armées industrielles, notamment, est un projet dont Weitling avait fait adopter les termes fouriéristes.

9° Est-ce du fouriérisme encore qu'il faut reconnaître dans le projet *de réunir l'agriculture et le travail industriel ?* Le système fouriériste, ici comme ailleurs, est qualifié d'utopique par le *Manifeste* (§ 72). L'influence de Pecqueur nous semble ici encore probable. N'est-ce pas lui qui annonçait que la nature de plusieurs industries commanderait un jour « le cumul de la ferme et de la manufacture » ; de sorte que le village futur serait « un composé régulier de grandes fermes, d'élégantes fabriques et d'élé-

1. Décret économique de Babeuf, art. 1 et 6, dans Buonarroti, II, p. 308, et *Introduction historique*, p. 27, 29.

gantes maisons de ville »[1]? Inversement « les villes seront un ensemble de *villas* », au lieu d'être « un lieu d'étouffement où il n'existe plus trace de verdure ». Les intérêts d'un village seront dirigés, régis par une vaste comptabilité. Il sera une raison commerciale, industrielle et agricole « réduite à l'unité », de même que les villes seront des fédérations de telles raisons commerciales. Le domaine éminent de toutes ces industries communales appartenant à l'Etat, c'en sera fait de l'exploitation de la campagne par les villes. L'agglomération monstrueuse des populations étiolées dans les villes cessera, en même temps que le dur labeur et l'inertie intellectuelle des paysans épars dans le plat pays. Ce sera l'universalisation de la propriété dans l'égalité croissante.

C) Le *programme pédagogique* prépare des hommes pour cette civilisation intégrale à venir. Que l'éducation nouvelle devait être *publique et gratuite*, les babouvistes déjà l'avaient démontré. La *Société des Droits de l'Homme* avait démontré sans doute que l'enseignement de l'Etat donnait une éducation de classe, tant que l'Etat lui-même était aux mains d'une classe dirigeante. Mais cette classe dirigeante, à l'avenir, sera le prolétariat. Il donnera un enseignement qui préparera l'abolition de toute classe. Pour cela, il est nécessaire sans doute qu'il supprime les institutions d'enseignement privé où se réfugierait la propagande rancunière des classes vaincues.

1. Pecqueur. *Des Intérêts du Commerce*, I, p. 126 sq., 170.

L'enseignement futur sera gratuit *à tous les degrés*. Il n'est pas admissible qu'à la différence naturelle des aptitudes s'ajoute l'inégalité initiale des moyens de s'instruire. C'est ajouter une différence intellectuelle grave aux différences de classe, que de parquer très jeunes dans l'atelier les enfants du prolétariat, à qui est refusée ainsi la possibilité de s'assimiler le savoir contemporain, tandis que les enfants de la bourgeoisie, incapables de labeur manuel, se spécialisent dans les travaux de l'esprit. L'homme intégral est cerveau et bras. L'éducation intégrale sera manuelle à la fois et intellectuelle. Elle s'interdira les exercices de luxe propres à induire en erreur la jeunesse sur l'obligation future au travail. Weitling et les *Justes* avaient ici encore atteint au vrai : « Les travaux dans l'armée scolaire seront organisés de telle sorte qu'il en puisse résulter, outre l'instruction de la jeunesse, une utilité matérielle pour la société.[1] »

L'organisation établie par cette triple série de mesures juridiques, économiques et scolaires, n'est pas encore la république sociale. Elle se ressent des luttes anciennes. Le prolétariat, opprimé jadis, se fait dictateur à son tour, et fait peser son pouvoir de classe dirigeante sur les autres classes. C'est une phase encore de l'antagonisme. Mais c'en est la dernière. Les « infractions despotiques » que commet le prolétariat n'ont pas pour objet de « sauvegarder une situation » privilégiée (§ 28). Elles

1. Weitling. *Garantieen*, p. 188.

tendent à abolir tous les privilèges, et dès lors tous les antagonismes. Quel sera l'esprit de la société nouvelle? La propriété n'y sera pas exclusive. La gestion de la production n'y sera pas concentrée dans un petit nombre de mains qui prélèvent sur la majorité un tribut de *force productive* très supérieur à ce qu'ils lui restituent sous forme de salaire. Il n'y aura plus d'oisiveté dorée ni de travaux forcés à l'atelier pendant des jours interminables, sous le fouet des gardechiourmes industriels. Il n'y aura plus en regard le cynisme exploiteur et la révolte criminelle, l'orgie patronale et la prostitution prolétarienne, les villes instruites et les campagnes ignorantes, les nations cultivées et les nations barbares. A la guerre d'homme à homme, de classe à classe, de nation à nation, succèdera l'abolition des nations, des classes et l'*association* des hommes pour une vie où « le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous » : c'est la définition de la république future que, avant de clore sa partie doctrinale, le *Manifeste* a voulu donner.

III

LITTÉRATURE SOCIALISTE ET COMMUNISTE

Le chapitre qui s'ouvre à présent, est de critique pure. Il était juste qu'après avoir développé de son point de vue de classe l'idéologie du prolétariat, le *Manifeste* expliquât de quelle

façon différente les autres classes sociales aperçoivent sa condition. La misère prolétarienne est constatée par toutes, et, toutes ayant des relations avec le prolétariat, expliquée par chacune. Ces classes ne manquent pas d'alléguer, chacune, son intention de contribuer au relèvement des classes laborieuses. Chacune a son *socialisme*. Il est curieux d'étudier, de cette face, la différence des doctrines et des programmes. Mais il y a quatre classes en présence : les *féodaux* et les *petits bourgeois*, classes décadentes ; les *bourgeois capitalistes*, classe triomphante ; le *prolétariat*, classe opprimée, mais ascendante. Il y a donc en présence quatre espèces de socialisme, dont chacun propose pour l'état de choses existant l'interprétation et le remède que comportent les intérêts de la classe qu'il représente. Le prolétariat seul, dans son état ancien de dispersion, n'avait pu compter pour sa défense, avant le communisme moderne, que sur la pitié de quelques penseurs isolés.

Il faut que le prolétariat dise ce qu'il fait sien de ces rêves ; ce qu'il admet de ces explications données par les classes adverses. Le bilan qui en est fait ici nous intéresse d'autant plus qu'il nous éclaire grandement sur les sources du marxisme.

1) *Les socialismes réactionnaires*

a) Le socialisme féodal

55-58. Qui sont ces féodaux déchus qui se vengent en insultant leurs nouveaux maîtres ?

L'attitude politique est comique de ces barons oublieux des méfaits passés de leur propre classe, et qui arborent la besace prolétarienne, tandis que, selon le mot de Heine, l'on aperçoit, quand ils se détournent « les écussons dont leurs chausses se blasonnent par derrière[1] ». Mais leur jugement amer et injurieux fut spirituel souvent et juste. Les noms toutefois manquent. S'agit-il de ces agrariens, dont Wagener était le porte-parole et qui venaient de créer à Cologne cet *Observateur rhénan* spécialement dirigé contre la première *Gazette rhénane*, de Karl Marx ? On le pourrait croire. La *Gazette allemande de Bruxelles*, où écrivaient Marx et Engels, s'en prit souvent à ce socialisme féodal, agrarien, dont la réforme principale était la suppression de quelques impôts de consommation et l'institution d'un impôt de 4 % sur le revenu. Hermann Wagener allait jusqu'à dire, bien avant Bismarck, que « le communisme n'avait pas été inventé par les communistes ; qu'il était reconnu dans le *Landrecht* prussien »; et, d'une alliance de la couronne avec le prolétariat, il se promettait « un changement complet des conditions sociales, l'abolition de la misère ». C'est à quoi Marx répondait que le peuple ne se souciait pas de ce bon vouloir d'un gouvernement qui lui jetait des aumônes avec des

1. Le *Manifeste* emprunte littéralement ce vers de Heine, qui décrivait dans son poème *de l'Allemagne* (1844), chap. 3, les gentilshommes féodaux.

Die in dem Herzen getragen die Treu
Und auf dem Hintern ein Wappen.

miettes de liberté[1] ; qu'il avait cure de « relations d'immédiateté » avec le roi, et qu'il saurait conquérir par la force ses libertés autant que sa situation matérielle.

Mais bien que le fond de cet aristocratisme socialiste ne se soit montré que trente ans plus tard, l'analyse qu'en fait ici le *Manifeste* est d'une exactitude prophétique. D'avance c'est le portrait de Bismarck qui est ici esquissé : c'est que la classe de ces hobereaux violents et dévots est connue de Marx et d'Engels à merveille. Ainsi, Bismarck, en 1847, prononçait des discours qui atteignaient au cœur l'industrialisme, parlait de « raser du sol les grandes villes », réclamait le retour aux corporations. En son privé cependant, il pratiquait comme un autre l' « âpre trafic des betteraves, de l'eau-de-vie », du papier. Il ne lui manquait, pour achever son socialisme féodal, que de « s'associer aux pires mesures de violence contre la classe ouvrière » (§ 57). Ce temps devait venir, quand il fut le maître.

Le *Manifeste* cependant ne désigne pas nominativement ce féodalisme allemand. Il ne se gausse expressément que « de quelques légitimistes français et de la jeune Angleterre » (§ 56). A coup sûr, ils ne prêtent pas à rire à un égal degré. Le mouvement a eu ses grotesques ; le duc de Valentinois fut risible avec son projet d'extirper la mendicité dans les villages. Mais, de Morogues, Huerne de Pommeuse,

1. Mehring. *Geschichte der deutschen Sozial-democratie*, I, p. 196, 250, et l'appendice au *Manifeste*, p. 93.

pour vain que fût leur projet de *colonies agricoles*, où ils comptaient caserner l'armée des sans-travail, ne sont pas indignes de considération. Louis Rousseau et de Villeneuve-Bargemont mériteraient toute une étude.

La *Jeune Angleterre*, dont Engels a nommé ailleurs les chefs, ne saurait prêter à moquerie, quand elle est représentée par Disraëli, Borthwick, Ferrand, lord John Manners, lord Ashley. Il est sûrement chimérique de vouloir nous ramener, comme le veulent ces hommes, au *merry England* médiéval. « Mais, n'est-ce rien que le courage de reconnaître l'infamie de l'état présent, et de se révolter contre cette infamie[1] ? » N'est-ce pas lord Ashley qui, par ses discours, emplis d'une indignation candide contre les abus de l'industrialisme, fit passer le *bill* de dix heures, le bill sur la limitation du travail des enfants ? Ce sont là des services rendus à la cause prolétarienne que le marxisme ne saurait méconnaître (§ 23).

Avant tout, il se souviendra de Thomas Carlyle, le représentant vrai de ce torysme social, le prédicateur ardent dont Engels a tant de fois utilisé le livre sur le *Chartisme* (1840), et cette comparaison du *Présent et du Passé* (1843) dont il tira un de ses premiers articles dans les *Annales franco-allemandes*. Il en avait su estimer la honte tout humaine et la langue prophétique. Cette misère d'un prolétariat innombrable, ses loques, sa dégradation ricanante, sa vie « dans un enfer bouillonnant de fumier, de vitriol, de

1. Engels. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 296.

poussière de coton, de clameurs d'ivrognes, de fureur et de torture » ; les convulsions aussi du commerce, la piraterie industrielle, la dissolution des anciennes croyances, des relations patriarcales, et, pour comble, le mécontentement farouche de la classe opprimée, sa rébellion en de sauvages soubresauts[1], combien de fois Engels n'en avait-il pas emprunté le tableau à Carlyle ? La révolution de 1848 a jeté Carlyle dans la réaction, l'a fait complice de tous ceux qu'il avait stigmatisés auparavant. Mais ce stigmate est si profond, qu'il reste.

b) Le socialisme des petits bourgeois

59-61. La petite bourgeoisie a, elle aussi, ses théoriciens, et le communisme peut d'autant mieux tirer parti de leurs œuvres que tout leur effort critique consiste à décrire la chute tragique de l'artisanerie ancienne, de la petite culture et du petit commerce. Cette prolétarisation des menues industries au profit de la grande ne sera-ce pas un des arguments principaux du communisme ? Et le *Manifeste* ne le méconnaît point : le socialisme petit-bourgeois a démontré « d'une façon irréfutable » : 1° les effets destructeurs du machinisme et de la division du travail ; 2° la concentration des capitaux et des terres ; 3° le mécanisme de la surproduction et des crises ; 4° la ruine nécessaire des petits

1. Engels. *Die Lage Englands*, dans *Deutsch-französische Jahrbücher*, et *Lage der arbeitenden Klassen*, pp. 69, 93, 121, 278.

bourgeois et des paysans ; 5° la misère du prolétariat ; 6° la guerre industrielle entre nations ; 7° la dissolution des coutumes anciennes, des rapports de famille, des nationalités d'autrefois (§ 60).

Ce mérite est étendu. Il est d'une étendue telle qu'il ne peut appartenir au seul Sismondi, désigné par le *Manifeste* comme le « chef de cette littérature »[1]. Nous croyons qu'il ressort nettement de notre commentaire que l'influence de Sismondi fut profonde sur Engels principalement (§ 4, 11, 14, 15). Et pourquoi ne lui aurait-il pas emprunté ce qu'il juge « irréfutable » : sa théorie de l'influence des machines, pernicieuse dans l'organisation sociale présente, sa théorie de la surproduction et des crises ?

Mais Sismondi n'est que le « chef » d'une littérature abondante qu'il inspire. Son disciple Buret est tout d'abord à citer, dont le livre sur la *Misère des classes laborieuses en France et en Angleterre* (1842) fournit à Engels la méthode même de sa propre monographie, et dont les formules coïncident si souvent avec les siennes, touchant la guerre sourde de l'atelier moderne et la dureté du patronat (§ 4), la concurrence du travailleur et de la machine (§ 17), la théorie du travail marchandise (§ 17), la substitution de la femme et de l'enfant à l'ouvrier mâle et adulte (§ 17).

Et croit-on que Marx ait ignoré le tableau que fait Vidal du travailleur « annexe de la machine »

1. Marx le citait déjà dans les articles du *Westphælisches Dampfboot* contre Grün.

(§ 15), de la machine extirpeuse d'hommes, qui réduit en esclavage l'enfant et jette la femme dans la prostitution (§ 48) ? C'est Marx lui-même qui parla du livre de la *Répartition des richesses* comme d'un livre connu et qui fit de François Vidal « le représentant qualifié de la petite bourgeoisie socialiste » aux élections parisiennes de 1850 [1].

Pourtant, ni la théorie de la concentration des capitaux et des terres, ni celle surtout de la guerre commerciale entre les nations, et de ce cosmopolitisme bourgeois qui, en imposant à tous les peuples les formes de la production bourgeoise, travaille aussi, à son insu, à l'effacement des nationalités anciennes, ne peuvent être ou de Sismondi ou de Buret ou de Vidal. C'est à un autre que songe ici Marx. Il n'avait pas en 1847 l'importance que lui vaudra l'étude toujours plus attentive qu'il faudra lui consacrer. Nous croyons avoir démontré par des rapprochements de textes nombreux que Marx l'a connu [2]. Juge-t-on vraisemblable que Pecqueur, tant de fois cité et discuté dans les *Contradictions économiques*, ait passé inaperçu de Marx quand il écrivit l'*Anti-Proudhon ?* N'est-il pas probable qu'il s'est reporté au texte ?

Pourquoi donc ne l'avoir point cité ? Parce qu'on cite les « chefs », et, croyons-nous, parce que le nom de Pecqueur soulevait une grave

1. Marx. *Klassenkæmpfe in Frankreich,* p. 96.

2. M. G. Sorel, qui est de notre avis, avait déjà fait de tels rapprochements. Les nôtres sont nouveaux, croyons-nous. On en jugera.

querelle intestine parmi les communistes : celle de la durée probable de la petite bourgeoisie. Une remarque ingénieuse du *Manifeste*, et qui ne peut être que de Marx, souligne qu'à côté de l'ancienne artisanerie et de la petite culture paysanne qui « végètent » et sont condamnées à la ruine, une petite bourgeoisie nouvelle « se reforme sans cesse ». Il n'est donc pas vrai que la petite bourgeoisie doive disparaître comme classe de sitôt. Les « individus » de cette classe se prolétarisent par des catastrophes continuelles. Ils sont remplacés par d'autres ; et ainsi cette petite bourgeoisie, appendice de la grande, ne disparaîtra qu'à une échéance lointaine. Mais le seul Pecqueur, comme l'a remarqué George Sorel, avait ainsi osé affirmer que « la classe moyenne n'est point à vrai dire une classe : elle est une lice, un concours pour tous » [1]. Incessamment, des prolétaires du dehors y entrent, de petits industriels et des paysans en sortent vaincus. Lentement, la défaite de ces athlètes médiocrement armés sera générale. Présentement, ils sont le nombre. « La puissance politique active dans chaque nation européenne leur sera probablement dévolue, en grande partie, à l'avenir [2]. » Nous avons vu que Marx pensait ainsi. La notion même de la Révolution sociale s'en trouve changée (§ 32, 54).

Ce n'est pas à Pecqueur que s'appliquent les dures critiques qui terminent ce chapitre. Elles n'atteignent même pas en entier Sismondi.

1. Pecqueur. *Des Intérêts du Commerce*, II, p. 207.
2. Ibid., p. 208.

Sans doute, il croyait à la durée possible de la petite culture. Il proposait le lotissement des communaux d'Angleterre en petites fermes. Mais il estimait que seuls les « défenseurs des anciens abus » songent à rétablir les jurandes [1]. Il songeait seulement à reconstituer pour l'ouvrier une protection analogue à celle que les jurandes lui accordaient. Il demandait que les chefs de métier et les patrons agricoles fussent formés en sociétés d'assurance obligatoire, chargées de subvenir aux besoins de leurs ouvriers en cas de chômage ou de détresse [2]. Le maître antique ou féodal savait qu'il avait à subvenir à l'entretien de ses serfs et de ses esclaves. N'est-il pas légitime que le patron moderne prenne à sa charge toute la subsistance de ses travailleurs ? La pensée de la législation d'assurance moderne n'a point d'autre fondement. Si elle est due à Sismondi, on ne peut pas dire que son école ait fini « dans le marasme » (§ 61).

c) Le socialisme allemand ou socialisme « vrai »

62-66. Le communisme est une « rupture radicale avec les idées traditionnelles » (§ 51). Mais il est, avant tout, chez Marx et Engels, une rupture avec leur propre passé. Ils étaient venus en France, en 1843, avec ce groupe de littérateurs réunis autour d'Arnold Ruge et dont la préoccupation fut de sceller l'« alliance intellectuelle de la France et de l'Allemagne ». Armés d'Hegel,

2. Sismondi. *Nouveaux principes*, I, 357, 427, 435.
3. Ibid. II, 350, 353, 360-362.

de Feuerbach et de la plus récente critique religieuse allemande, ils estimèrent que l'Allemagne représentait la *pensée* émancipatrice du monde, tandis que la France, vouée aux révolutions et aux guerres, en représentait l'affranchissement *pratique*. Ils crurent nécessaire d'unir la pensée et l'acte, d'éclairer l'activité française par la critique allemande, de rendre efficace la pensée germanique par l'apprentissage de l'énergie prolétarienne française. Dans cette alliance, nul doute que l'Allemagne, en qui résidait la conscience claire d'une pensée critique, ne fût directrice. Marx et Engels eux-mêmes furent de ce groupe. Avec eux, Moses Hess, Karl Grün, Otto Lüning, Püttmann, Hermann Kriege. Chacun d'eux dirigeait pour le moins une revue. Mais tous écrivaient dans celles de tous les autres [1].

Quelques-uns, plus instruits des choses anglaises, estimaient sans doute que l'Angleterre

1. Les ouvrages principaux de Moses Hess étaient alors : 1) *Die heilige Geschichte der Menschheit* (1837); 2) *Die Europæische Triarchie* (1841), et de nombreux articles ; — ceux de Karl Grün : 1) Une conférence : *Ueber wahre Bildung* (1844) ; 2) *Die sozialen Bewegungen in Frankreich und in Belgien* (1845). Nous avons maintenant une monographie excellente de tout ce socialisme philosophique par David Koigen, *Zur Vorgeschichte des modernen philosophischen Sozialismus*, Berne, 1901. V. *Introduction historique*, p. 34. Nous ajouterons aux revues citées alors celle éditée par Hess à Elberfeld et Iserlohn, sous le titre : *Die Gesellschaftlichen Zustænde der civilisirten Welt* (1846-47), où collaboraient Marx, Engels et Lüning, et le *Westphælisches Dampfboot* (1845-48) de Lüning, où Marx et Engels publièrent les articles dont il va être question ; le recueil des *Einundzwanzig Bogen aus der Schweiz*, de Herwegh (1843), et celui des *Neue Anecdota* de Karl Grün (1845).

apportait sa part d'expérience économique dans cette œuvre d'affranchissement. Ils en venaient alors, comme Hess, à concevoir l'Europe comme une *triarchie* franco-anglo-allemande. Mais, dans ce trio, l'Allemagne était « le peuple le plus universel, le plus européen[1] ». Le *Manifeste*, qui reproche à ces doctrinaires de tenir « le philistin allemand pour l'homme normal » (§ 66), les atteint d'un coup direct; et Marx a fait d'autant plus sévère cette appréciation qu'elle enferme un remords et une part d'autocritique sur laquelle il ne faut pas se méprendre.

Marx avait, lui aussi, dans les lettres à Ruge (1843) voulu chercher « une conciliation entre le socialisme et l'idéologie, entre la *réalité de l'être humain* et son *existence théorique* ». Il parlait le jargon feuerbachien, quand il affirmait que « les formes sacrées de *l'aliénation* de la personne humaine étant abolies, il fallait démasquer les formes profanes de l'aliénation de cette même personne », à la critique du ciel substituer la critique de la terre, à la critique de la religion celle du droit, à la critique de la théologie celle de la politique. Quand on fait remonter le marxisme à Hegel et à Feuerbach, il ne faut pas oublier que Marx a répudié lui-même l'application à des choses sociales de la méthode hégélienne et feuerbachienne. Moses Hess, Karl Grün et Hermann Kriege y persistèrent trop longtemps. Non pas qu'il n'y eût parfois chez eux une perception sentimentalement juste d'une réalité qu'ils étaient incapa-

1. Hess, cité par Koigen, p. 199.

bles d'expliquer. Grün ne manquait pas d'une formule exacte de la lutte de classe (§ 2). Hess offrait sur les causes de la concentration des richesses, sur la prolétarisation croissante des masses, sur les crises économiques et sur le cataclysme prolétarien nécessaire des doctrines dont l'exacte coïncidence avec les thèses marxistes a été remarquée avec justesse[1]. Mais ces formules étaient d'emprunt. Elles venaient des socialistes français.

L'inconvénient eût été petit si ces théoriciens eussent remarqué que ces formules résultaient, dans le socialisme français, d'une observation concrète de l'état social, traduisaient une souffrance vraie. L'Allemagne, moins industrialisée alors que la France, était-elle un champ clos pour les mêmes luttes et connaissait-elle les mêmes souffrances ? C'est la question, avant toute autre, litigieuse dans le *Manifeste*.

De certains passages (§ 77) semblent dire que l'Allemagne a une bourgeoisie révolutionnaire et qu'elle connaît déjà un prolétariat. Mais alors comment ce mouvement prolétarien n'a-t-il pas encore trouvé son expression littéraire ? Le rédacteur du présent chapitre, qui doit être Marx, semble professer, au contraire, qu'il n'y a pas lieu de dénoncer le capitalisme allemand à peine naissant, ni possibilité de conduire à la bataille un prolétariat qui n'existe pas encore. Ces déclamations furieuses lui semblent des copies vaines et théâtrales. L'instinct d'imitation, fléau de la littérature allemande, se retrou-

1. Koigen, *op. cit.*, p. 173, 179, 181, 183.

vait là. Ainsi Kant et ses successeurs au XVIIIe siècle avaient reconstruit, comme postulats d'une « raison pratique » tout abstraite, ces *droits de l'homme* où la bourgeoisie française avait formulé sa volonté concrète et intéressée de classe résolue et capable de s'affranchir.

Le même orgueil national à nouveau s'emparait de la « nation des penseurs ». Ayant enveloppé de jargon philosophique leurs formules d'emprunt, ils affectaient des airs de supériorité. Proudhon avait démontré la force d'exploitation que recèle le fonctionnement de la circulation monétaire. Hess se croit bien plus avancé quand il appelle l'argent le « sang social aliéné, la *valeur humaine* exprimée en chiffres, la sueur des misérables qui portent leur propre force vitale sur le marché ». Les socialistes français avaient parlé de la lutte contre l'Etat de classe, l'Eglise de classe. Hess, envisageant l'existence sociale de l'homme comme son *essence*, et sa pensée religieuse comme la notion qu'il en a, se croira profond en appelant l'Etat et l'Eglise l'*essence de l'homme aliénée* contre laquelle les individus entrent en lutte[1]. Grün s'enorgueillit de dépasser Proudhon en annonçant un temps où il n'y aura plus de lois, parce que l' « homme aura réabsorbé la loi », un régime de pure autonomie de l'homme social, où « sera abolie toute *aliénation de soi* ».

Le poète Heine venait à la rescousse, déclarant : « Cette grande parole de Saint-Just : « Le

1. Koigen, *loc. cit.*, p. 157, 165, 176.

pain est le droit du peuple », nous la traduisons : le pain *est le droit divin de l'homme.* — Nous ne combattons pas pour les droits humains des peuples, mais pour les *droits divins de l'humanité.* » Des rêves merveilleux s'édifiaient dans ce langage grandiloquent. Grün voyait venir le temps où la consommation serait la seule règle de la production, où des enfants de quinze ans, en habits de fête, dirigeraient les machines par jeu et suffiraient ainsi à toutes les besognes. Heine prétendait fonder une « république de dieux terrestres qui vivraient de nectar et d'ambroisie dans les parfums voluptueux, parmi les danses de nymphes ». Hermann Kriege, dans la *Volkstribüne* de New-York, prêchait un royaume de béatitude amoureuse [1], où les femmes seraient à la fois « des prêtresses d'amour » et des émancipatrices sociales.

Marx et Engels, dans une circulaire lancée de Bruxelles le 11 mai 1846, et que signèrent avec eux Gigot, Heilberg, Seiler, Wilhelm Wolf, Westphalen, avaient déjà combattu cette « puérilité pompeuse », démoralisante et compromettante pour le communisme. Ils avaient critiqué Grün dans des articles sévères insérés au *Westphælisches Dampfboot* de Lüning (août et septembre 1847) [2].

Avant tout, en ce temps, ils critiquaient la mièvrerie énervante de Kriege, cette religion d'amour si débile qu'en « dix-huit siècles elle n'a

1. V. *Neue Zeit*, XIVe année, t. II (1895-96), p. 217.

2. Réédités par Struve, *Neue Zeit*, XIVe année, t. I (1895-96), p. 51 sq.

pas créé une œuvre ». Ils reprochaient à Grün son défaut de méthode, et la prétention ignorante de ses expédients qui se réduisaient à « appliquer Feuerbach à la science sociale ». Dans cette théorie, l'essence de l'homme étant définie abstraitement, toute critique et toute réforme sont aisées, puisqu'il suffit de revendiquer pour tous les hommes une existence « vraiment humaine ». On oublie que « le pain se produit aujourd'hui dans des moulins à vapeur, qu'avant nous il se produisait dans des moulins à vent et à eau, et, plus anciennement encore, par des meules à bras ; et ces modes de production différents ne dépendent pas seulement de la façon dont le pain se mange ». Ces critiques à la fois contre la « sentimentalité enfiévrée et tendre » (§ 66) et contre la méthode vicieuse de cette philosophie (§ 63), le *Manifeste* les reproduit. Mais il y joint un reproche plus grave : celui de complicité avec la réaction.

Déjà chez Kriege il avait fallu flétrir l'hypocrisie avec laquelle il avait annoncé une révolution toute pacifique, « promettant aux usuriers de leur laisser tout ce qu'ils ont », et aux philistins « de ne pas troubler le charme intime de la vie de famille, du *home* ». Mais Grün aussi devenait dangereux par sa prédication contre le constitutionnalisme, » toute liberté politique aboutissant à une coalition de possédants contre les non possédants, à la conspiration d'une minorité astucieuse contre la majorité inculte » ; en sorte que nulle réforme de l'Etat ne peut être utile. Hess, dans l'article de

tête de sa revue, déclarait qu'il avait pour « tous les efforts de politique libérale, non seulement de l'indifférence, mais du dégoût[1] ». Les pays démocratiques avaient-ils moins de misère intellectuelle, morale et matérielle que les pays autocratiques ? « Le monarque de la Prusse a-t-il moins de cœur pour la misère des classes pauvres, que la Chambre des députés française ? » Et il dénonçait comme les causes vraies de la misère « la concurrence libre, l'industrie privée, l'absence d'une organisation du travail ».

Ces théoriciens aveuglés faisaient ainsi les affaires de l'absolutisme et de la féodalité. Leur critique de la bourgeoisie permettait de refuser au peuple le peu de libertés que la bourgeoisie exige, à tout le moins pour assurer le fonctionnement du capitalisme. Soit qu'il fallût attendre ces libertés de la croissance spontanée du capitalisme en Allemagne, soit qu'on voulût tenter la révolution prolétarienne, d'accord avec la petite bourgeoisie (§ 32), sans passer par le régime français des gouvernements « financiers, boursicotiers et exploiteurs », ce n'était pas le moment de compromettre par des surenchères dédaigneuses les libertés qu'on n'avait même pas encore su acquérir. C'est pourquoi Marx et Engels condamnent avec une particulière énergie la littérature « malpropre » de ceux qui avaient été jusque-là leurs collaborateurs.

1. *Die gesellschaftlichen Zustaende der civilisirten Welt*, p. 2.

2) *Le socialisme conservateur ou bourgeois*

Voici une autre sorte, et plus comique, de « socialistes » : ce sont ceux qui veulent abolir la misère sans abolir l'exploitation d'où elle vient et la concurrence qui l'aiguise, abolir le prolétariat sans toucher aux intérêts de la bourgeoisie. Marx souvent s'était diverti à les classer[1].

Il serait trop long d'énumérer les *économistes*. Blasés et romantiques dans l'école de Ricardo, optimistes dans l'école de Say, ils sont indifférents dans toutes les écoles. Le fatalisme byronien des premiers console les ouvriers en prophétisant à leurs patrons des catastrophes pires que la misère ouvrière. La béatitude souriante des autres fait patienter le prolétariat par l'annonce d'une finale « harmonie des intérêts ». Les uns et les autres se disent impuissants à changer la marche des choses.

Mais il y a les *humanitaires*. Faut-il entendre par là l'école de Pierre Leroux ? C'est une injustice que nous n'attribuerons pas à Marx. On peut conjecturer qu'il classe Leroux dans les sectes groupées autour de Saint-Simon. Plus probablement il veut désigner ici ces économistes apitoyés, dont Proudhon avait déjà discuté les palliatifs ; et Marx, dans le *Manifeste*, comme dans l'*Anti-Proudhon*, ne fait que lui emprunter sa discussion[2].

1. Marx. *Anti-Proudhon*, p. 171-174 ; *Klassenkaempfe in Frankreich*, p. 92-95.

2. Proudhon. *Contradictions économiques*, I, p. 116-134, 164-173, 191-207.

Ils constatent avec douleur la détresse prolétarienne; ils l'attribuent, avec Michel Chevalier, à l' « insuffisance des produits », ou, avec Rossi, « à la disproportion de la population et du capital circulant », à « la concurrence exagérée » qui amène la formation d'une aristocratie financière autant que territoriale et la déroute de la petite propriété. Mais est-ce un remède que de frapper les *abus* de la concurrence quand on n'en proscrit pas le principe ? L'Etat doit-il, comme le veut Rossi, réglementer le travail « lorsque le danger est trop grand et les garanties insuffisantes »? Mais ce danger n'est-il pas toujours le même, cette garantie toujours nulle ? Proudhon, du moins, l'avait dit. Ou bien, avec Dunoyer, faut-il attribuer les effets pernicieux de la concurrence précisément à ce qu'elle rencontre encore des obstacles, des monopoles qui la faussent? Ne faudrait-il pas l'universaliser au contraire, ou bien, lui laissant libre jeu jusqu'au moment où des inconvénients apparaissent, n'y a-t-il pas lieu alors de la limiter ? « Il faut *distinguer* la théorie de la pratique, disait Dunoyer[1] ». Quels autres peut viser Marx, quand il parle de ces humanitaires dont toute la théorie « repose sur des distinctions interminables entre la théorie et la pratique[2] » ? N'est-ce pas eux qui proclament que les lois de l'économie doivent être appliquées, mais jusqu'à la limite où elles enfreindraient la morale? Et les menues panacées : « développer l'instruction pro-

1. Dunoyer, cité par Proudhon. *Contradictions*, I, 204.
2. Marx. *Anti-Proudhon*, p. 173.

fessionnelle », comme le voulait Chevalier ; « développer la passion du bien-être », comme le recommandait Rossi ; signaler surtout, avec Rossi encore et Dunoyer, l' « imprudence matrimoniale » des ouvriers, où en trouverait-on un plus grand nombre que dans leurs écrits ?

Les *philanthropes*, évidemment, s'enhardissent davantage. « Ils veulent faire de tous les hommes des bourgeois. » Il y a l'économiste Blanqui, avec son système de participation aux bénéfices ; Léon Faucher qui, pour remédier au chômage en masse engendré par l'introduction des machines, stipule une indemnité d'Etat pour les travailleurs évincés, allèguant que « le travail est une propriété tout aussi légitime qu'un champ ou une maison, dont il paraît illégitime qu'on vous exproprie sans dédommagement [1] ». Ces tentatives pour concilier des antagonismes sont hypocrites ou aveugles, pour les marxistes. L'antagonisme ne se résout que par la bataille ouverte et par la défaite d'un des adversaires.

Si Proudhon avait dénoncé comme impraticables les intentions généreuses de ces théoriciens, comment le *Manifeste* cependant le classe-t-il à leur suite ? Comment l'élève de Karl Grün et celui que Marx, à toutes les pages du livre où il le réfute, traite de « petit bourgeois [2] », est-il rangé parmi les tenants du grand capitalisme ? Est-ce pour sa haine de quelques formules communistes mal comprises de lui (§ 46) ? pour son

1. Proudhon. *Contradictions économiques*, I, p. 171.
2. Marx. *Anti-Proudhon*, p. 201.

irrévérence envers Cabet, dont il aurait dû respecter la sincérité prolétarienne ? pour son respect de la science officielle[1] ? Marx entend-il lui reprocher cette transformation singulière par où sa déduction du capitalisme était devenue une apologie des capitalistes, comme « sa construction historique du coup d'Etat se transforma en apologie de Bonaparte[2] » ? Il est sûr qu'il y a chez Proudhon d'irritantes formules. Ne déclare-t-il pas que « par le seul fait de sa génération logique, le monopole est justifié ». Mais il ne faut pas oublier que toutes ces nécessités, dont il dit la série cruelle et qu'il justifie avec une ironie satanique, aboutissaient pour lui à une nécessité ultime, « au fait triomphateur qui doit établir le règne du travail à jamais ». Déjà il est douteux que l'on puisse traiter d' « épicier » l'homme qui a projeté, par des moyens contestables, mais le premier, une socialisation intégrale de l'échange. Mais il y a injustice sûrement à faire de lui un défenseur du capitalisme triomphant.

68. Aussi bien y a-t-il une autre sorte de théoriciens bourgeois, à l'objectivité robuste desquels le marxisme doit beaucoup. Avant tout il est redevable aux théoriciens du libre-échange et de la protection, et à ces derniers plus qu'aux premiers. Quiconque a lu le premier article de Marx sur la *Philosophie hégélienne du droit* (1843) en conviendra aisément. « Le

1. Marx. Articles de 1865 sur Proudhon (appendice à l'*Anti-Proudhon*, p. 254).

2. Marx. Préface au *XVIII^te Brumaire*, p. v.

problème capital des temps modernes, y était-il dit, est celui des rapports de l'industrie, du monde de la richesse, avec le monde politique. » Mais sous quelle forme ce problème, qui est celui de l'existence même d'un capitalisme dirigeant, commençait-il à préoccuper les Allemands ? Par un litige sur les droits protecteurs, le tarif prohibitif, la création de la nationalité économique. Le patriotisme passa dans le coton et dans le fer. Par lui, le monopole industriel essaya de se constituer à l'intérieur. Croit-on que Marx ne fut pas très attentif à ce mouvement, et à Frédéric List son théoricien, comme il fut attentif plus tard au mouvement libre-échangiste inverse et à ses combattants ?

Nous affirmons que Marx a été saisi fortement par la pensée démocratique et ploutocratique de l'américanisme nouveau, qui revenait d'outre-mer avec Frédéric List. Le nationalisme économique avait apporté des notions singulièrement neuves sur la genèse des *forces productives* et des modes de production ; et il entendait par là non seulement les ressources matérielles, les minerais, l'outillage, mais les liens matériels et immatériels, juridiques et politiques, par où nous sommes liés à nos semblables ; l'énergie et la moralité. Aucune doctrine, ni même celle de Pecqueur, n'a contribué davantage à fixer chez Marx la théorie du *Productions verhaeltniss*, de ce système de relations sociales complexes qui fait solidaire toute une civilisation du mode de production dont elle use.

Il est vrai que la bourgeoisie trouvait son

compte à cet historisme en apparence tout objectif de List. Il était vain, dans ce système, de vouloir relever la condition des ouvriers autrement que par des améliorations matérielles, dont bénéficiait la société entière, y compris la bourgeoisie. Philosophie qui rejoint ainsi la doctrine de l' « harmonie des intérêts », chère aux libre-échangistes. On voit donc que les mêmes mesures sont condamnées comme révolutionnaires ou glorifiées comme philanthropiques, selon que les classes dirigeantes y trouvent intérêt ou inconvénient. Socialisme dangereux que la suppression des tarifs protecteurs, — si les fabricants ou les agriculteurs trop faibles se sentent menacés par la concurrence étrangère. Socialisme salutaire que le *free-trade* au contraire, — si l'industrie a besoin de blé à bon marché ou si elle se sent assez forte pour écraser l'étranger sous sa concurrence[1]. La réflexion sardonique du *Manifeste* se justifie. La prévention infatuée de la bourgeoisie qui de tout temps a affirmé la solidarité du capital et du travail, irait jusqu'à dire qu'il y a des patrons..... dans l'intérêt du travailleur[2].

3) *Le socialisme et le communisme critico-utopique*

Il reste donc ces doctrines où le prolétariat, incomplet en son développement, mal éclairé

1. Marx. *Klassenkaempfe in Frankreich*, p. 93. — *Discours sur le libre-échange*, p. 266.
2. Marx. *Lohnarbeit und Kapital*, p. 18 sq.

sur ses intérêts propres, et mal guidé par des hommes qui n'étaient pas toujours qualifiés pour parler en son nom, trouve néanmoins sa défense la moins imparfaite. Il en faut distinguer deux catégories : 1° les doctrines dont le *Manifeste* « ne parlera pas » ; 2° celles dont il parle pour les rejeter.

69-70. *Le babouvisme.* — C'est un point, croyons-nous, controversable que de savoir pourquoi le *Manifeste* ne veut pas parler du babouvisme. Faut-il penser, avec Edouard Bernstein, que seule la doctrine de Babeuf échappe à la critique marxiste ? Mais il nous paraît certain que Babeuf, s'il n'est pas analysé dans le *Manifeste*, y est apprécié nettement. Les mots sur cette littérature « nécessairement réactionnaire » qui accompagne les premiers mouvements d'un parti prolétarien jeune encore, qui peuvent-ils désigner, si ce n'est Babeuf?[1]. N'est-ce pas Babeuf qui interdisait qu'aucun membre de sa communauté possédât « autre chose que ce que la loi lui donne par la tradition réelle du magistrat » ? Et que donnait-elle? « Un logement sain ; des habillements de travail et de repos, de fil ou de laine ; le blanchissage, l'éclairage et le chauffage ; une quantité suffisante d'aliments en pain, viande et autres objets dont la réunion constitue une *médiocre et frugale aisance.* » N'est-ce pas là cet « ascétisme universel et cet égalitarisme grossier » dont parle le *Manifeste* (§ 70) ?

1. Ed. Bernstein raisonne comme si le § 70 du *Manifeste* ne s'appliquait pas à Babeuf. *Die Voraussetzungen des Sozialismus*, p. 29.

Pourtant ce sont là des manifestations issues directement « des grandes révolutions modernes », et qui exprimèrent les premières revendications prolétariennes. Elles les ont dites dans un balbutiement informe. Marx et Engels ne commettent pas l'imprudence de le nier. Il y a pis que de l'utopie dans le babouvisme ; il y a de la « réaction ». Mais il a cela de respectable qu'il est né dans le contact direct et avec la collaboration du peuple. La méthode de travail des babouvistes fut une délibération constante dans les groupes et dans les comités ; la propagande se faisait par *manifestes* collectifs. C'est cette tradition, pieusement transmise par Buonarroti, que recueillirent les sociétés révolutionnaires françaises dont les Bannis et les Justes avaient été les affiliés. Cette méthode donne des résultats en rapport avec la maturité politique du prolétariat qui en use. C'est pourquoi le prolétariat, s'il veut s'émanciper par lui-même, ne s'émancipera que par elle.

71-74. *Les utopistes.* — Il y a, au contraire, des « révolutionnaires authentiques » (§ 74), parmi les fondateurs de systèmes utopiques. Mais c'est leur méthode qu'il faut condamner. Des penseurs bourgeois, froissés dans leur sens moral par le spectacle sanglant de la lutte des classes, imaginent, dans leur rêve isolé ou dans les discussions des cénacles, des projets de pacification. Ils descendent avec une attitude de prêtres débordants de charité dans la clameur des batailles sociales, prétendent y mettre fin par la persuasion seule, apportent, tout

rédigés, les traités de paix savamment élaborés et les projets de cités futures où seront évitées toutes les possibilités de conflit [1].

Si impartiaux et si « au-dessus des antagonismes de classes » qu'ils pensent être, leur origine bourgeoise ou aristocratique se décèle pourtant. A coup sûr, leur pensée est désintéressée. Ils penseront, avec les saint-simoniens, qu' « il ne peut y avoir de révolutions durables, légitimes... que celles qui améliorent le sort de la classe nombreuse » ; et ils en méditent une dernière : « c'est celle qui mettra fin complètement et sous toutes les formes à l'exploitation de l'homme par l'homme [2] ». Le *Manifeste* rend justice à cette candeur de désintéressement (§ 72). Il leur reproche une prévention triple.

1° Ils croient à la nécessité d'une élite intellectuelle chargée de penser pour le peuple. Saint-Simon voulait qu'en face des *producteurs* il existât une classe de *savants* hiérarchisés et chargés de parfaire les sciences tout en éclairant les pratiques industrielles. Au-dessus des savants et des producteurs, il plaçait une *prêtrise*, initiée par le sentiment à l'unité profonde de la vie de l'univers, et qualifiée par là « pour mettre en *harmonie*, pour *coordonner* et pour *lier* les efforts » qui se font séparément dans l'industrie et dans le savoir [3]. On conserve ainsi, avec la division du travail des sociétés anciennes, le privilège qu'elle engendre et la force d'oppres-

1. Bazard. *Doctrine saint-simonienne*, p. 441.
2. Marx. *Anti-Proudhon*, p. 174. — *Klassenkaempfe in Frankreich*, p. 94.
3. Bazard. *Doctrine saint-simonienne*, p. 125.

sion des privilégiés. Mais il n'y aura plus dans la société nouvelle, comme l'avait déjà dit Engels dans son article sur Carlyle [1], cette antithèse entre les aristocrates de la pensée et une plèbe imbécile pour la misère de laquelle philanthropiquement les premiers inventent des remèdes. Cette synthèse de la théorie et de la science, annoncée par le saint-simonisme, à coup sûr s'édifiera. Le *matérialisme historique*, n'a pas d'autre objet que de la constituer, mais ce n'est pas un prêtre initié qui la construira, c'est l'ensemble des travailleurs qui, incessamment, par son effort industriel et idéologique, l'élabore. Le prêtre de Saint-Simon est remplacé par le prolétariat.

2° Les utopistes, puisqu'ils croient à la vertu des idées, croient ces idées capables de convaincre les classes dirigeantes, fussent-elles contraires à leurs intérêts. Ils font appel aux classes dirigeantes pour réaliser leur système. Les saint-simoniens flattent leur ambition par le plan d'une hiérarchie somptueuse où leurs « capacités » trouveraient un emploi rémunéré selon leurs œuvres. Fourier les prend par leur lâcheté en exposant un plan de répartition qui, faisant une part équitable au capital, au travail et au talent, mettrait fin à toute guerre sociale. Tous font de la propagande dans les salons, soumettent comme Owen leurs projets aux congrès des princes, sacrifient parfois une grosse fortune personnelle, ou attendent, comme Fourier, au Palais-Royal, le capitaliste qui fournira

1. *Annales franco-allemandes*, 1844.

le million destiné à l'essai de la panacée. Cet essai, ils le veulent isolé, fait en petit. Ils comptent qu'ainsi il sera moins effrayant et plus persuasif. Ils commencent par réaliser la famille nouvelle, comme les saint-simoniens à Montmartre, ou la coopérative idéale nouvelle, la *home-colony* avec introduction du *bon de travail*, comme Owen à New-Lanark. Ils ne voient point que c'est l'ensemble des relations sociales qui est à changer, dans la production, dans l'échange, dans le droit, dans la famille et dans l'Etat ; et les relations nouvelles partielles, si elles viennent à se nouer, sont viciées nécessairement dans le milieu où persistent les relations anciennes. Mais avant tout il est vain de demander au capital l'émancipation des travailleurs, puisque c'est l'exploitation des travailleurs qui maintient le capitalisme. Il est contraire à une vue réelle des choses d'espérer cette émancipation sans lutte, puisque l'antagonisme, étant une fois créé, ne peut finir que par la consommation de la lutte, et non par une pacification factice à laquelle ne consentirait jamais le plus fort [1].

Faut-il dire que tout dans ces systèmes utopiques soit à rejeter ? Ce serait faire injustice à la force d'imagination et de sentiment avec laquelle les utopistes ont su, quoique bourgeois d'origine la plupart, se placer dans la condition du prolétariat. La partie descriptive, critique et émotionnelle de leur œuvre, comme chez les petits bourgeois et les féodaux socialistes, est,

1. Engels. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 239-241.

pour l'ordinaire, des plus exactes. « Ils ont amoncelé des matériaux merveilleusement propres à éclairer les ouvriers. » Le marxisme fait l'aveu de ce qu'il doit, dans sa partie critique, aux utopistes. Nous avons souvent relevé des traces de saint-simonisme dans sa façon d'envisager la lutte des classes, la genèse des classes dirigeantes, l'exploitation de l'homme par l'homme. Bazard est ici la source constante du *Manifeste*[1].

On ne peut pas nier que, à l'époque où le prolétariat dispersé n'a de lui-même qu'une conscience diffuse, l'utopie ne soit une sorte de conscience que lui prête, malgré elle, la bourgeoisie. A ce qui devrait être l'œuvre collective de la conscience de classe, l'adaptation meilleure aux conditions sociales, la transformation de ces conditions par l'effort collectif de l'action de classe, les utopistes imaginent suppléer par la pensée solitaire et par l'action isolée, nécessairement pacifique. L'œuvre est deux fois vaine, puisqu'elle est prématurée et qu'elle ne dispose pas des ressources d'intelligence et d'action qu'il lui faudrait. La conscience de classe s'éveille par le développement même des conditions de la production ; et avec elle l'action de classe se révèle possible. Alors c'en est fait des utopistes.

La partie caduque de leur œuvre est donc avant tout le programme pratique. La hiérarchie industrielle, savante et théocratique, l'Etat

1. L'influence de Fourier nous semble éliminée du communisme marxiste avec le discrédit dont est frappé Weitling en 1846. Quant à Owen, Engels dit en toutes lettres que « ses principes théoriques ne le regardent pas ». (*Lage der arbeitenden Klassen*, p. 239.)

saint-simonien, la famille saint-simonienne; le phalanstère de Fourier, rural à la fois et industriel; la *home-colony* d'Owen, quelle en est la signification ? Qu'il faut faire disparaître l'antagonisme des classes (§ 73). Mais cela, le prolétariat le sait par ailleurs. Les moyens d'abolir cet antagonisme, il les découvre toutefois quotidiennement par l'action industrielle et politique.

Le danger de l'utopie n'est pas qu'elle soit périssable, mais qu'elle s'obstine. Après la disparition des maîtres, qui ont élaborée l'émancipation prolétarienne un premier idéal chimérique, les disciples ne manquent jamais de former des sectes réactionnaires. Ils reproduisent, en les exagérant, les défauts des fondateurs.

1° Il est excusable chez Saint-Simon, chez Fourier, etc., qu'ils aient cru en la mission des penseurs : car ils se sentaient seuls. L'enthousiasme des disciples est puéril qui s'écrie : « L'homme divin se manifeste !... Saint-Simon a paru ! »[1] et ce sont de risibles déclamations que les fouriéristes mettent en tête de leurs journaux. Les fondateurs ont su deviner la conscience prolétarienne qui allait poindre ; les disciples ne reconnurent plus cette conscience éveillée.

2° Que le naufrage des tentatives antérieures ne les ait pas éclairés, c'est déjà la preuve d'une singulière prévention. Considérant, qui va fonder des cités phalanstériennes au Texas, n'a rien appris de plus que Fourier. Cabet non seulement écrit une *Nouvelle Icarie*, pleine des erreurs vieilles d'Owen et de Babeuf, mais il essaie de

1. Bazard. *Doctrine saint-simonienne*, p. 40, 263.

de la fonder. Ce qui est plus grave que leur erreur propre dans le choix des moyens, c'est la résistance qu'ils opposent aux moyens différents et plus efficaces. L'amour de la paix, naturel aux rêveurs solitaires de la première génération, devient, chez les disciples, fanatisme de l'ordre. « La voix du tocsin, ce cri funeste : aux armes ! doivent cesser de se faire entendre, » dit Bazard[1]. Les fouriéristes proclament à l'envi leur indifférence pour la forme du gouvernement. Leur démocratie, non seulement sera tout industrielle, mais elle sera pacifique. Ils répudient l'action révolutionnaire des partisans de la *Réforme*. Ainsi encore, les owenistes d'Angleterre « sont paisibles et apprivoisés, et ils reconnaissent la légitimité de l'état existant, si mauvais soit-il, en ce sens qu'ils répudient toute autre voie que celle de la persuasion »[2]. Ils repoussent l'alliance des hommes de la « force physique ». C'est le signe le plus certain que leur « science sociale » a cessé d'être en contact avec les faits. Car une science qui suit le mouvement des faits et s'y associe en connaissance de cause cesse d'être doctrinaire pour travailler à la Révolution[3].

IV

Attitude des communistes devant les divers partis d'opposition

75-78. Les fins du communisme étant ainsi

1. Bazard. *Doctrine saint-simonienne*, p. 313.
2. Engels. *Lage der arbeitenden Klassen*, p. 239.
3. Marx. *Anti-Proudhon*, p. 174.

précisées, sa position étant prise dans la lutte des classes, et son idéologie fixée par la critique des idéologies adverses, c'est sa *tactique* qu'il convient d'arrêter pour les batailles prochaines. Ces batailles, le communisme ne les livrera pas seul. Trop faible encore pour se passer d'alliances, c'est sur la nature de ses alliances seulement qu'il peut discuter. La politique ici encore doit être *réaliste* et non sentimentale. Il faut au communisme les alliances qui le fortifient. Mais ce ne serait point une force que de s'assurer des succès immédiats, s'il fallait, en les contractant, affaiblir le sentiment de classe. Sans doute les succès immédiats ne sont pas à dédaigner; les fins lointaines et l'aboutissement du mouvement intégral cependant ont la primauté.

Marx et Engels découvrent deux sortes d'alliances possibles : 1° avec des partis *ouvriers ;* 2° avec des partis *non ouvriers*.

1°. Le premier cas n'offre pas de doute. « Les communistes ne forment pas un parti distinct en face des autres partis ouvriers » (§ 33). Ils appuient toujours le parti ouvrier existant, quand même il ne serait pas encore communiste. Ce cas est fréquent en pays anglo-saxon. Les chartistes anglais n'ont, pour l'instant, qu'un programme surtout politique[1], mais dont le « caractère social » transparaît, depuis que Stephens a défini la question de la charte comme

1. Ce sont les six points fameux : 1° suffrage universel ; 2° renouvellement annuel des Chambres ; 3° traitement pour les députés ; 4° scrutin de ballottage ; 5° égalité des circonscriptions électorales ; 6° suppression du cens d'éligibilité.

une « question de ventre ». « La puissance politique est pour eux le moyen d'action ; la béatitude sociale, la fin. » Malgré « l'apparence réactionnaire » de plusieurs de leurs réformes sociales et notamment de ce programme agraire, dont O'Connor s'engoua, ce parti, dont les contingents sont tous prolétariens, doit être soutenu [1].

Les réformateurs agraires (*l'anti-rent league*) des Etats-Unis n'ont pas un programme qu'il soit aisé d'approuver ; et la défense qui en était présentée par le socialiste philosophe Hermann Kriege (§ 62-65) achevait de le compromettre dans l'esprit des marxistes. Il s'agissait de soustraire à l'accaparement capitaliste 1.400 millions d'acres de biens d'Etat demeurés disponibles et d'en faire la concession gratuite aux travailleurs, en les répartissant par fermes de 160 acres. C'est ne pas tenir compte que ces lots seront de fécondité inégale ; l'échange rétablira l'inégalité que l'on a voulu ôter de la production, et cette réforme s'attarde dans un système de petite culture voué à la faillite tôt ou tard [2]. Mais le parti qui défend ce programme erroné est un parti prolétarien. Il faut le soutenir.

1. Sur ce programme agraire, v. Appendice au *Manifeste*, p. 80 sq. Plus tard, le marxisme se sépara de la fraction O'Connor, « disposée à la réconciliation », et ne resta en contact qu'avec le chartisme révolutionnaire. Voir la circulaire de juin 1850, dans *Enthüllungen über den Kommunistenprozess*, p. 88.

2. Voir les articles de Marx et d'Engels dans le *Westphaelisches Dampfboot* (juillet 1846), réédités dans *Neue Zeit*, XIVe année, t. II, 1895-96.

2° La difficulté est plus complexe quand il s'agit d'un parti auquel les effectifs ouvriers ne fournissent qu'une part de ses contingents. Le marxisme appuiera celui de tous les partis qui, avec le plus d'initiative énergique, réclame pour le prolétariat la plus grande part de pouvoir politique, simultanément avec la plus grande part d'améliorations sociales.

En France, entre les *radicaux selon la Charte* et les *réformistes*, la différence ne semble pas d'abord très grande. Le *National* d'Armand Marrast soutient qu'il faut « améliorer la condition des classes pauvres ou cesser de s'occuper de politique », comme la *Réforme* de Ledru-Rollin veut « faire passer les ouvriers de salariés qu'ils sont à l'état d'associés ». L'un et l'autre affirment que la forme politique la plus apte à procurer le gouvernement de tous par tous et pour tous, c'est la République. L'un et l'autre déclarent que les voies pacifiques sont les seules pour la fonder. Mais Marrast compte sur la conversion de la majorité parlementaire ; Ledru-Rollin sur la force organisée de la majorité nationale, exclue jusqu'alors de ses droits politiques, sur les masses populaires qu'il mettra en mouvement dans des manifestations imposantes. Le pétitionnement pour *l'organisation du travail* est dû à Ledru-Rollin, et s'il « hait les communistes », il veut désigner par là les utopistes indifférents à la forme du gouvernement, plutôt que les chefs du mouvement prolétarien. Son journal, plus favorable aux associations facultatives de Pecqueur qu'aux ate-

liers sociaux obligatoires de Louis Blanc, accueille les partis ouvriers de toute nuance. Le mouvement chartiste anglais, le mouvement marxiste allemand y ont des comptes-rendus réguliers, dont Frédéric Engels est chargé [1]. Les communistes soutiendront donc les partisans de la *Réforme*.

Les radicaux suisses sont suspects. A coup sûr, ils ont parmi eux des démocrates avancés, comme Frœbel, qui furent les alliés de Weitling. Il s'en faut cependant que la majorité, dans tous les cantons, comme à Lausanne, appartienne à la démocratie socialiste. Mais, présentement le libéralisme bourgeois lui-même, engagé dans sa guerre contre le *Sonderbund* jésuitique (1847), est menacé. Cinq grandes puissances se consultent pour écraser la Suisse libérale. Metternich et Guizot vont faire passer la frontière à leurs troupes. Il convient que les démocrates de tous pays courent à l'aide du seul pays « où le gouvernement de l'Etat soit exercé par des chefs élus, où l'administration est assurée presque sans fonctionnarisme, la défense de l'Etat sans armée permanente, la prospérité commerciale de l'Etat sans douanes, la liberté des croyances religieuses sans domination théocratique » [2].

1. Sur cette collaboration d'Engels à *la Réforme*, v. Appendice au *Manifeste*, p. 75 sq.

2. Adresse de l'*Association démocratique* de Bruxelles au peuple suisse, en date du 29 novembre 1847 et signée de Karl Marx. (V. *la Réforme* du 5 décembre 1847.) Cette adresse est donc contemporaine du *Manifeste communiste*.

L'obscure question polonaise s'éclaire depuis la révolte de Cracovie (février 1846) [1]. Une vaste conspiration communiste, alimentée d'argent, propagée par des écrits, aidée par l'introduction d'armes, avait couvert la Galicie depuis 1841. De grands propriétaires ruinés, de petits employés de la caste des slachcic (noblesse mendiante) fournirent les gros effectifs d'un parti qui proposa l'émancipation nationale par la réforme agraire. Dès longtemps, l'aristocratie demandait la suppression des redevances et des corvées féodales. L'Autriche les maintenait et obligeait en outre les seigneurs à prélever sur les paysans les impôts d'Etat, afin que la haine des paysans ruthènes se tournât contre l'aristocratie polonaise. L'aristocratie essaya de la révolution. Elle établit à Cracovie, le 22 février 1846, un gouvernement dictatorial communiste dont le manifeste contenait le passage suivant : « Tâchons de reconquérir une communauté où chacun jouira des biens de la terre d'après son mérite et sa capacité. Qu'il n'y ait plus de privilèges ! Que celui qui sera inférieur de naissance, d'esprit ou de corps trouve sans humiliation l'assistance infaillible de toute la communauté, qui aura la propriété absolue du sol, aujourd'hui possédé tout entier par un petit nombre ! Les corvées et autres droits pareils cessent, et tous ceux qui auront combattu pour la patrie recevront une indemnité en fonds de

1. Sur l'organisation de l'émeute, v. METTERNICH, *Mémoires*, t. VII, p. 167 sq., 194 sq., 287 sq.; sur la répression, CHODZKO, *Massacres de Galicie*. Paris, 1861.

terre prise sur les biens nationaux ! »[1] A chaque paysan devait échoir l'usufruit viager d'une parcelle prise sur le domaine national. Les paysans ruthènes ne comprirent rien au manifeste et, fanatisés par Metternich, massacrèrent leurs seigneurs polonais. Toutefois il est acquis à jamais que la question polonaise ne pourra se résoudre qu'avec le programme de Cracovie. Elle se résoudra le jour où la démocratie des autres pays de l'Europe aura conquis la République sociale.

Sur la révolution allemande, la pensée des communistes semble avoir été très divisée. Que l'Allemagne fût à « la veille d'une révolution bourgeoise », Marx l'affirmait nettement ; mais de quels adversaires cette révolution devait-elle avoir raison ? Marx pensait-il aussi que « cette révolution serait le prélude d'une révolution prolétarienne » ? Cela est moins sûr. Au moment même du *Congrès communiste*, il dit que « c'est en Angleterre que commencera, selon toute probabilité, le combat qui se terminera par le triomphe universel de la démocratie ». N'est-ce pas en Angleterre que « l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est le plus développé » ?[2] Cependant, dans son article célèbre sur la *Philosophie hégélienne du droit* (1844), n'avait-il pas dit que l'Allemagne ne pourrait plus faire une révolution partielle, parce que la

1. Garnier-Pagès, *Histoire de la Révolution de 1848*, t. II, p. 170. Paris, 1861.

2. V. les discours de Marx et d'Engels à Londres sur la question polonaise. Appendice au *Manifeste*. p. 77 sq.

seule classe capable de faire une révolution était aujourd'hui une classe de « déclassés purs », qui ne revendiquait pas de droits particuliers, accablée qu'elle est par une souffrance universelle et réduite par cette souffrance à reconquérir son humanité elle-même ? Cette classe est le prolétariat ; et sa révolution, si elle avait lieu, serait la suppression du prolétariat, c'est-à-dire la Révolution sociale.

Il est vrai. Mais, entre 1843 et 1847, Marx a passé du socialisme philosophique au matérialisme économique. Il n'étudie plus le prolétariat dans son concept et comme destiné à *réaliser la philosophie allemande*. Il l'étudie dans sa situation réelle ; et les fins qu'il lui assigne, il les mesure à sa force. Or s'il y avait, en Allemagne, un prolétariat, ce n'était pas encore, dans sa majorité, une classe ouvrière travaillant pour une industrie capitaliste. Les ouvriers travaillaient dans l'atelier des petits patrons, résidu de l'artisanerie médiévale. Ils avaient les idées de ces petits patrons, dont ils partageaient la vie. Ils étaient capables de révolution dans la mesure où la petite bourgeoisie en était capable elle-même. Seule une minorité, éclairée par leur vie ambulante de compagnons, par l'observation de l'étranger et par la propagande des écrits utiles, avait su acquérir la notion de leur émancipation de classe. Cette émancipation, il n'était pas question qu'ils l'accomplissent eux-mêmes tout de suite[2].

Si la révolution allemande, prédite par le

2. Marx. *Revolution und Kontre-Revolution*, p. 9, 49.

Manifeste, est une révolution capitaliste destinée à donner à la bourgeoisie capitaliste la victoire à la fois « sur la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la *petite bourgeoisie* » (§ 75), Marx n'y croit donc point. Il estime sans doute que cette révolution ira plus loin que le constitutionnalisme « financier, boursicotier et exploiteur ». Elle ira jusqu'au socialisme d'Etat, jusqu'à la république, mais avec l'aide des petits bourgeois et non malgré eux. Marx est prêt à accepter cette république avec son socialisme partiel, sauf à la transformer en la république sociale vraie, quand le prolétariat aura mûri (§ 32).

Ces alliances du prolétariat avec les autres partis d'opposition évitent le danger des compromissions, par la conscience, qui demeure vivante chez les ouvriers, de l'intérêt de classe. Il s'agit pour le prolétariat « de conquérir le terrain pour sa propre bataille », fût-ce avec l'aide d'un allié qui trahira le lendemain. Mais on combattra sans scrupule après sa trahison l'allié félon.

Pour ce lendemain, il faut que tous les prolétariats s'entendent. On a vu leurs intérêts solidaires (§ 27, 33). Une politique réaliste veut que ces intérêts soient aperçus dans toute leur étendue, et que l'effort qui les fera prévaloir soit concerté d'une énergie unanime. La révolution bourgeoise s'est accomplie de la sorte, et elle a réalisé l'affranchissement des capitalistes dans l'unité nationale. La révolution sociale doit être l'émancipation de tous en

toute nation. C'est pourquoi elle exige l'unification universelle de la conscience prolétarienne avec un effort prolétarien universellement concerté. Le cri qui termine le *Manifeste* n'a pas d'autre signification. Ce n'est pas une devise utopique comme la formule usitée chez les démocrates jusqu'alors : « Tous les hommes sont frères ! » et il est vain d'user ainsi de contre-vérités sentimentales. Il n'est pas vrai que les prolétaires soient les frères des capitalistes. Mais ce qui leur convient, c'est une mise en garde et un précepte d'action, dans un cri de ralliement.

CONCLUSION

Jusque dans sa formule finale le *Manifeste* reste ainsi fidèle au matérialisme historique, où se résume la philosophie prolétarienne.

Cette philosophie professe qu'il n'y a de vérité que dans la synthèse de la *théorie* et de la *pratique*. Elle a un triple sens :

1° *Un sens métaphysique;* et elle affirme alors que la conscience ne s'éveille en l'homme et que la science ne s'élabore en son esprit que par les nécessités de l'action où elle le guide.

2° *Un sens social;* et elle affirme que les relations sociales et les sentiments qui les accompagnent (sentiments de famille, de droit, de moralité) ne s'établissent que par la nécessité pour les hommes de gagner leur vie avec un certain outillage, et avec la division du travail que cet outillage requiert.

3° *Un sens politique;* et elle affirme que les re-

lations politiques entre les hommes et les sentiments qui les accompagnent (sentiment de nationalité, de religion, idées générales) ne naissent que de la nécessité où se trouvent les hommes divisés en classes, de vivre ensemble dans un état de paix contrainte. Il y a une ou plusieurs classes opprimées qui servent d'*outil* aux classes dirigeantes et qui travaillent pour ces classes comme l'instrument inorganique travaille pour l'homme en général.

Le matérialisme constate que l'homme s'adapte au milieu, et donc à l'outil, comme il transforme le milieu par l'outil lui-même. C'est pourquoi, en dernière analyse, les classes exploiteuses devront s'adapter aux classes exploitées, leur outil nécessaire, ou périr. Cette suprématie des classes travailleuses se complètera à mesure que la nature elle-même sera vaincue par l'outillage scientifique, c'est-à-dire industriel; et comme cette adaptation de l'homme à la nature est spontanée, la fin de l'antagonisme entre les hommes est inévitable.

Elle n'est pas inévitable d'une nécessité fatale ; mais à la condition que les hommes veuillent ne pas périr, et le matérialisme historique est un appel à leur énergie de vivre. Il amène une orientation de toute pensée vers la pratique et de toute pratique vers l'organisation réfléchie.

D'emblée il a exclu ainsi le dogmatisme. Il ne peut s'enfermer en des formules immobiles. Il absorbe en lui la teneur de toutes les théories et le profit de toutes les expériences. Il institue,

comme l'a dit Engels dans son article sur Carlyle (1844), « un mouvement de pensée qui ne se lie à aucun résultat fixe, mais qui dépasse incessamment les résultats acquis ; une pratique qui ne s'attache à aucune position acquise, mais dépasse incessamment ces positions antérieures ».

En ce sens on peut dire de lui qu'il fonda la méthode révolutionnaire éternelle.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

TABLE

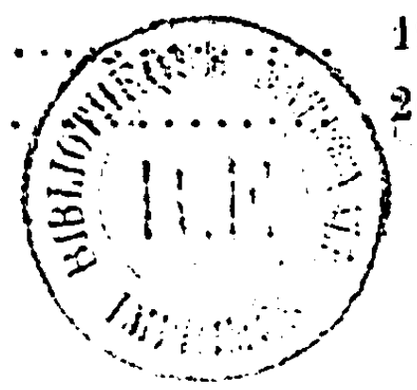
Pages.

INTRODUCTION HISTORIQUE 5

COMMENTAIRE 59

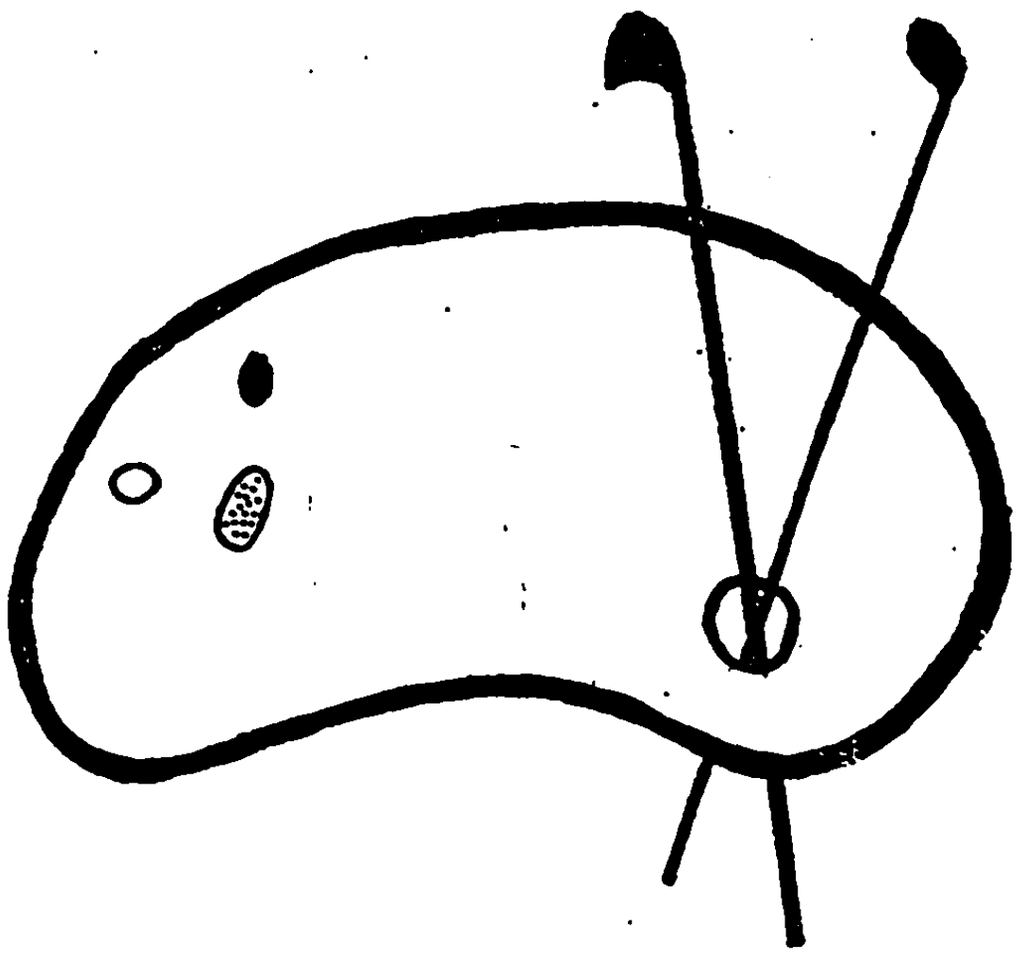
1. *Bourgeois et prolétaires* 63
2. *Prolétaires et communistes* 139
3. *Littérature socialiste et communiste* 168
   1) Le socialisme réactionnaire 169
   2) Le socialisme conservateur ou bourgeois ... 185
   3) Le socialisme et le communisme critico-utopique 190
4. *Attitude des communistes devant les divers partis d'opposition* 198

Conclusion 207



Ce volume a été composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

Pithiviers. -- Imp. L. GAUTHIER



ORIGINAL EN COULEUR
NF Z 43-120-8